



UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES
ET DES SCIENCES DE GESTION
DEPARTEMENT DES SCIENCES DE GESTION



MEMOIRE

De fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de master en sciences de gestion

Option : Finance d'entreprise

Thème

**L'impact de l'analyse financière sur la prise des
décisions au sein d'une entreprise :**

Cas de NAFTAL

Réalisé par :

Mr. LALMAS Mouloud

Mr. LAHDJEL Mohamed Amine

Dérigé par :

Mme. SADAOUI Safia

- Promotion 2015/2016 -

Remerciements

Merci Allah (mon dieu) de nous avoir donné la capacité d'écrire et de réfléchir, la force d'y croire, la patience d'aller jusqu'au bout du rêve et le bonheur de lever mes mains vers le ciel et de dire " Ya Kayoum "

Que tous ceux, de prêt ou de loin, ont contribué par leurs conseils, leurs encouragements ou leurs amitiés, à l'aboutissement de ce travail, trouvent ici l'expression de notre profonde reconnaissance.

*Toutes nos gratitudes à notre promotrice **SADAOUI SAFIA** pour sa gentillesse et son suivi durant la réalisation de ce mémoire.*

*Nos reconnaissances vont particulièrement à notre encadreur de **NAFTAL** monsieur **AMRANI LYES** pour le temps qu'il nous a consacré tout au long de notre stage.*

On remercie également tous les enseignants et le personnel de l'université Mouloud Mammeri qui se sont attelés à notre formation.

Nous adressons nos remerciements aux membres du jury pour nous avoir fait l'honneur de participer à la soutenance.

Ce travail n'aurait sans doute pas pu voir le jour sans le soutien de nos parents, nos proches et de nos amis.

On vous remercie infiniment.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à celle qui m'a donné la vie, le symbole de tendresse, qui s'est sacrifiée pour mon bonheur et ma réussite, à ma mère ...

*A mon père, école de mon enfance, qui a été mon ombre durant toutes les années d'études, et qui a veillé tout au long de ma vie à m'encourager, à me donner l'aide et à me protéger.
Que dieu les garde et les protège.*

*A mes adorables sœurs Zineb, Sara et Nour el imane
A mon frère Zakaria*

Et a toute la famille LAHDJEL et ZERROUD.

Et enfin à mon Binôme Mouloud pour son sérieux, sa patience, son humour ainsi que son aide et ce tout au long de cette expérience.

Mohamed Amine

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à celle qui m'a donné la vie, le symbole de tendresse, qui s'est sacrifiée pour mon bonheur et ma réussite, à ma mère ...

*A mon père, école de mon enfance, qui a été mon ombre durant toutes les années d'études, et qui a veillé tout au long de ma vie à m'encourager, à me donner l'aide et à me protéger.
Que dieu les garde et les protège.*

*A mon adorable sœur Louiza et à ma petite sœur Yamina.
A mes tantes Rahma et Keltouma.
A mon oncle Amar et mon oncle Brahim*

*A mes cousins Mehana, Chahra, Nadia, Couseila ...
A tous mes amis qui me sont chères Hakim, Djamel, Hichem, Lylia, Sonya, Karime, Nassim, Mouhamed, Nourdine.*

Et enfin à mon Binôme Amine pour son sérieux, sa patience, son humour ainsi que son aide et ce tout au long de cette expérience.

Mouloud

Sommaire :

Introduction générale.....	2
Chapitre I : L'analyse financière et la prise de décisions dans l'entreprise.....	6
Section 1 : Généralités sur l'analyse financière.....	7
Section 2 : L'analyse financière et ses sources d'information.....	15
Section 3 : L'analyse financière comme outil d'aide à la prise de décisions.....	29
Chapitre II : Les outils de l'analyse financière aidant à la prise de décisions.....	42
Section 1 : L'analyse par les équilibres financiers.....	43
Section 2 : L'analyse par les soldes intermédiaires de gestion (SIG) et la capacité d'autofinancement (CAF).....	55
Section 3 : L'analyse par la méthode des ratios.....	67
Chapitre III : Cas de NAFTAL (District COM de Tizi-Ouzou).....	78
Section 1 : Présentation de l'entreprise NAFTAL.....	79
Section 2 : L'analyse de la situation financière de NAFTAL : District COM de Tizi-Ouzou.....	86
Conclusion générale.....	112

INTRODUCTION GENERALE

Introduction générale :

Le contexte économique global dans lequel évoluent les entreprises est complexe. En effet, ces dernières ne sont pas un sujet isolé mais une partie prenante dans un environnement changeant qui les façonne et auquel elles doivent s'adapter. Ceci dit, les entreprises se trouvent de plus en plus dans la nécessité de s'évaluer pour ainsi déterminer leur position et leur situation par rapport aux entreprises concurrentes.

Comme toutes les activités d'une entreprise se traduisent en flux financiers, leur bonne gestion est une nécessité sinon elle se prête à la liquidation. En sus de cela, les finances se retrouvent dans toutes les activités de l'institution. Ainsi, leur bonne gestion s'impose pour la survie de l'organisation.

En effet, un niveau minimum de rentabilité est une condition essentielle pour la survie et le développement de l'entreprise. Aujourd'hui, la croissance impose à l'entreprise des contraintes, qu'elle ne pourra lever que si elle dégage des flux de résultats suffisants, par exemple pour assurer le maintien du capital, le remboursement de ses emprunts et la rémunération de ses fonds propres. Une telle rentabilité conditionnera par la suite la solvabilité future de l'entreprise.

Aujourd'hui, pour conserver ou gagner l'avantage concurrentiel, les organisations placent la recherche de la rentabilité et de la solvabilité au premier plan de leurs préoccupations. Les décisions sont prises de plus en plus rapidement et les managers ne peuvent se contenter d'un simple constat limité de la situation financière de leur entreprise. C'est dans ce contexte qu'intervient l'analyse financière. Son rôle consiste à fournir tous les éléments de nature à éclairer les prises de décisions.

L'analyse s'effectue essentiellement à partir de l'information comptable. Cependant, la comptabilité financière constitue sa source de référence la plus cohérente et sans doute la plus efficace, elle donne une vue d'ensemble de la situation de l'entreprise mais elle ne permet pas de détailler l'activité proprement dite de l'entreprise. De ce fait, l'analyse financière vise à détailler les informations fournies par la comptabilité et les interpréter afin de juger d'une façon pertinente la situation financière de l'entreprise.

Dans l'organisation et le fonctionnement de l'entreprise, la prise de décisions occupe une place primordiale en ce sens que c'est le sommet stratégique qui doit déterminer la politique générale de l'entité ainsi que les orientations qui s'imposent.

Problématique :

L'analyse financière est devenue un outil fondamental du fait qu'elle consiste à fournir des réponses à des questions et en ce sens, elle doit être utilisée le plus souvent possible. Avant de prendre chaque décision importante, l'entreprise doit analyser la situation et comprendre les impacts de ses décisions. C'est alors toute l'importance de ce thème qui a fait l'objet d'un moteur de motivation de notre étude.

Notre travail se fixe comme objectif de répondre à la question suivante :

Quel est l'impact de l'analyse financière sur la prise des décisions au niveau de NAFTAL ?

De cette question principale découle les questions suivantes :

- quelles sont les sources d'information de l'analyse financière ?
- quelles sont les décisions à prendre ? Et quelle est la nature de ces décisions ?
- Quels sont les outils de l'analyse financière considérés comme indispensables pour un analyste financier dans la prise des décisions ?
- Comment l'analyse financière contribue-t-elle à éclairer les décisions au sein du District COM de NAFTAL ?

Hypothèses de travail :

Afin de répondre aux questions posées et de traiter le thème, on s'est appuyé sur les hypothèses suivantes :

- Nous supposons que l'analyse financière est une discipline qui permet de porter un jugement sur la situation financière de l'entreprise afin de faciliter la prise des décisions.
- Les décisions de politique financière sont guidées par l'analyse financière.

Choix du thème :

Le choix du thème de notre étude a été dicté par diverses raisons :

- La correspondance du thème avec notre spécialité (Finance d'entreprise) ;
- C'est un thème qui est toujours d'actualité ;
- Elargir nos connaissances théoriques et les mettre en pratique ;
- La pratique de l'analyse financière est plus qu'indispensable du fait qu'elle vise à la compréhension en profondeur des équilibres et des dynamiques financières de l'entreprise.

Méthodologie de recherche :

Pour mener à bien notre recherche, nous avons adopté la démarche suivante :

- Une recherche bibliographique : Ce qui nous semble être le meilleur outil. A cet effet, un privilège est accordé aux ouvrages portant sur l'analyse financière et la prise de décisions ;
- L'analyse des états financiers de l'entreprise NAFTAL : district COM de TIZI OUZOU ;
- La réalisation des entretiens avec les responsables du district de commercialisation de TIZI OUZOU ;
- La consultation des sites internet.

Pour pouvoir apporter des éléments de réponses à notre problématique, nous avons jugé utile de structurer notre travail en trois chapitres.

Dans le premier chapitre, nous présentons les notions de base sur l'analyse financière et la prise de décisions à savoir l'évolution, la définition, les objectifs et les sources d'information de l'analyse financière ainsi que l'importance de l'analyse financière dans la prise de décisions.

Le second chapitre traite des outils de l'analyse financière aidant à la prise des décisions à savoir l'analyse par les équilibres financiers, l'analyse par les soldes intermédiaires de gestion et l'analyse par la méthode des ratios.

Le dernier chapitre concerne le volet pratique dans lequel nous allons présenter, en premier lieu, l'entreprise NAFTAL : District COM de Tizi Ouzou, puis nous allons effectuer une analyse financière afin de déterminer son impact sur la prise des décisions. Le choix de cette entreprise s'explique par la disponibilité de l'information au niveau de cette unité. Concernant la période d'étude, nous avons opté pour les trois années : 2013, 2014 et 2015 par ce que ce sont les trois dernières années (les plus récentes).

CHAPITRE I : L'analyse financière et la prise de décisions: aspect théorique

Comme dans toute activité humaine, la logique impose d'analyser d'abord la situation avant d'agir. Dans l'entreprise, cet état des lieux constitue l'analyse financière.

L'analyse financière est indispensable dans la gestion d'une entreprise car elle consiste à collecter, traiter et interpréter les informations comptables ou autres informations de gestion afin de porter un jugement sur la santé financière de l'entreprise ; notamment en matière de solvabilité et de rentabilité et d'apporter un éclairage sur la réalité économique et financière de l'entreprise et de son évolution, dans le but de faciliter la prise de décisions.

Aujourd'hui, avec la complexité et la difficulté qui accompagnent le processus de prise de décisions dans un monde de forte concurrence et d'incertitude, les décisions administratives dans le domaine de l'investissement ou de financement n'est plus une tâche facile pour le décideur en se basant uniquement sur son expérience sans l'appui des résultats de l'analyse financière et ses prévisions. C'est pour cela qu'il est indispensable de réaliser une étude approfondie de la situation financière de l'entreprise avant de prendre les décisions de manière à ce que le décideur puisse connaître les points forts afin de les exploiter pour une meilleure performance, et de déterminer les points faibles afin de prendre des mesures correctives.

L'objectif de ce premier chapitre est d'étudier l'analyse financière et la prise de décisions du point de vue théorique. Pour cela, il est divisé en trois sections :

La première section porte sur les généralités relatives à l'analyse financière.

Dans la deuxième section, nous exposons les différentes sources d'information de l'analyse financière.

La troisième section traite de l'importance de l'analyse financière dans la prise de décisions ainsi que les principales décisions financières de l'entreprise.

Section 1 : Généralités sur l'analyse financière

Avant d'évaluer la situation financière de l'entreprise, il faut d'abord bien comprendre le concept de l'analyse financière à travers sa définition, ses objectifs et ses caractéristiques ainsi que les types d'analyses utilisées. Préalable à toute évaluation d'une entreprise, l'analyse financière répond toutefois à de multiples finalités et aux besoins de divers utilisateurs et praticiens de cette discipline.

1. Evolution de l'analyse financière¹

L'analyse financière est une discipline relativement récente qui s'est essentiellement développée au cours du XXe siècle. L'histoire nous apprend en effet que l'analyse financière s'est constamment développée depuis la fin du XIXe siècle, période à laquelle on n'attache souvent les origines de l'analyse financière. Cette période, et particulièrement celle du début du XXe siècle, s'est caractérisée en effet par un important accroissement des besoins en information financière et comptable.

L'analyse financière est apparue aux Etats-Unis d'Amérique à force des circonstances de la crise financière de 1929, qui était une période de désordre financier qui a fait apparaître des grandes opérations de fraude et de délinquance financière après l'effondrement des marchés financiers et les grandes institutions financières. Dans cette situation de chaos total, la publication des informations financières est devenue obligatoire afin de déterminer l'état financier de l'entreprise et identifier des éventuels déséquilibres pour but de contrôle et de prévention. Aussi dans le but d'analyser ses résultats et de chercher les causes pour trouver des solutions et les recommandations appropriés.

Au cours des vingt dernières années, l'analyse financière s'est progressivement affinée grâce à la création de nouveaux outils et au développement de nouveaux concepts. Son évolution a été rapide sous l'effet de la conjugaison de plusieurs facteurs, comme :

- Les besoins de management des entreprises : pour comprendre, juger, interpréter et décider ;
- Le développement des marchés financiers et les techniques boursières de valorisation des entreprises ;

¹ SADI Nacer-Eddin, Analyse financière d'entreprise, Edition L'Harmattan, 2009, pp 14-15.

- Le développement de l'information financière ;
- Les privatisations et les restructurations d'entreprises comme les fusions, scissions, etc.
- Le mouvement de concentration et d'internationalisation des entreprises ;
- Le développement des techniques d'information et de communication.

Aujourd'hui, l'analyse financière tend de plus en plus à devenir un véritable système de traitement de l'information destiné à produire et à fournir des données élaborées et pertinentes aux preneurs de décisions financières. L'analyse financière s'appuie sur plusieurs disciplines des sciences sociales, comme la gestion financière, la comptabilité, l'économie, la statistique, les mathématiques, la stratégie, etc.

2. Définition de l'analyse financière

L'analyse financière peut être définie comme une démarche, qui s'appuie sur l'examen critique de l'information comptable et financière fournie par une entreprise à destination des tiers, ayant pour but d'apprécier le plus objectivement possible sa performance financière et économique (rentabilité, pertinence des choix de gestion...), sa solvabilité (risque potentiel qu'elle présente pour les tiers, capacité à faire face à ses engagements...), et enfin son patrimoine.¹

Selon Christophe THIBIERGE : « l'analyse financière est l'ensemble des outils et méthodes permettant de porter une appréciation sur la santé financière et le risque d'une entreprise ».²

On retient de ces deux définitions que l'analyse financière est une étude évaluant la situation financière d'une société à un moment défini. Elle est réalisée à partir des documents comptables et d'un ensemble de données économiques et financières récentes liées tant à la société qu'à son secteur d'activité. En étudiant la politique d'investissement, la politique de financement et les richesses créées par une entreprise, l'analyse financière permet de juger de sa rentabilité.

¹ DEISTING Florent et LAHILLE Jean-Pierre, Analyse Financière, Edition DUNOD, 4^e édition, Paris, 2013, p1

² THIBIERGE Christophe, analyse financière, librairie Vuibert, 2007, 2^e édition, p1

3. Objectifs majeurs de l'analyse financière

L'objectif de l'analyse financière est d'apporter un éclairage sur la réalité d'une entreprise à partir de données chiffrées et normalisées. Cette étude est donc réalisée à partir d'informations concernant le passé de l'entreprise. Les objectifs de l'analyse financière sont¹ :

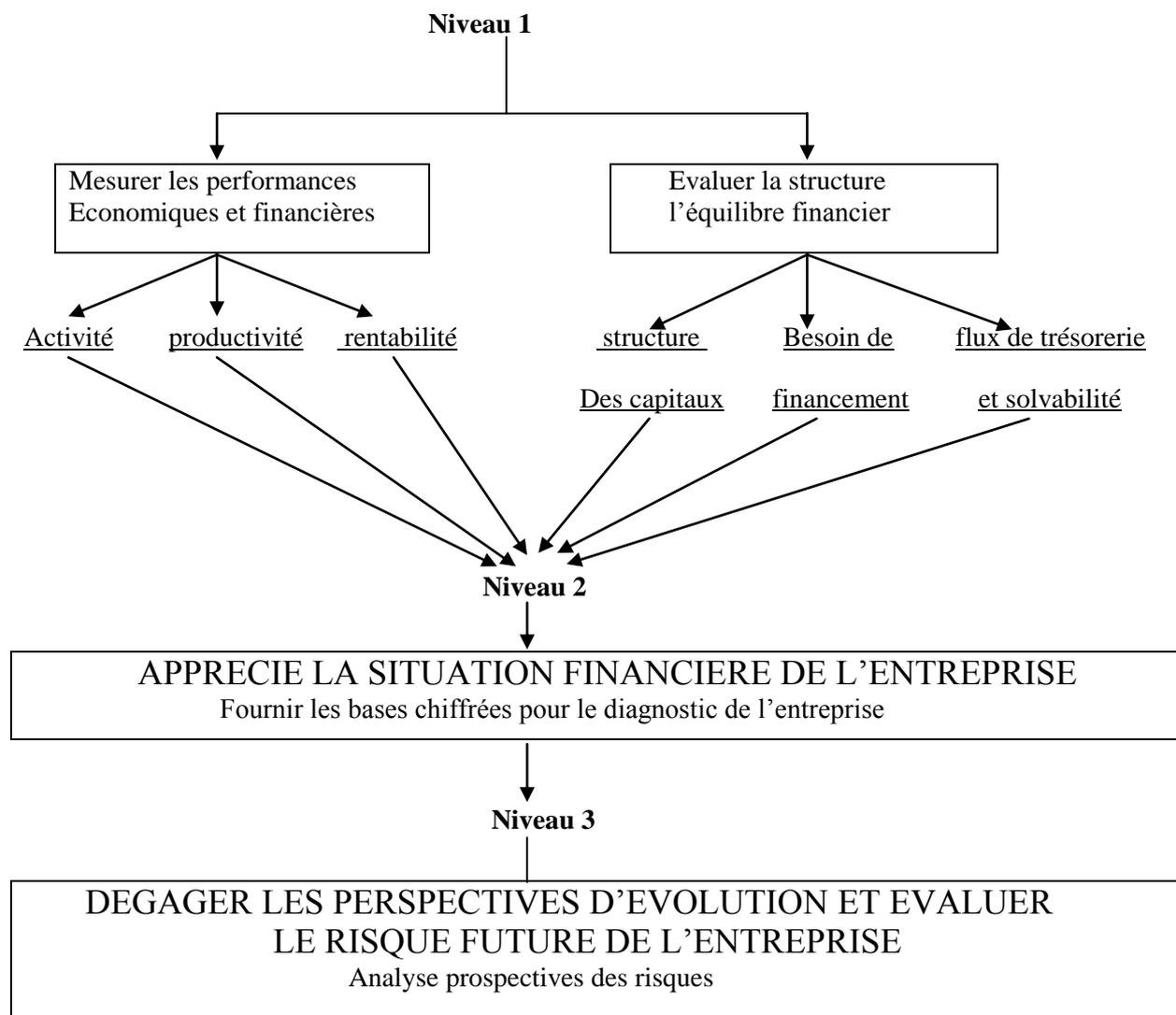
- Identifier les causes de difficultés présentes et futures de l'entreprise ;
- Mettre en lumière les éléments défavorables ou les dysfonctionnements dans la situation financière et les performances de l'entreprise ;
- Présenter les perspectives d'évolution probables de l'entreprise et de proposer une série d'actions à entreprendre afin d'améliorer ou de redresser la situation et les performances de l'entreprise ;
- Permettre à intervalle régulier de porter un jugement sur la gestion passée, sur la rentabilité, sur la solvabilité, la liquidité et le risque financier de l'entreprise, etc.
- Devoir guider les décisions de la direction générale ainsi que celle de la direction financière : décision d'investissement, de financement, de distribution de dividendes, etc.
- Constituer la base des prévisions financières, plan d'investissement, budget de trésorerie, etc.
- Servir d'instrument de contrôle de gestion.

L'importance du diagnostic par l'analyse financière est fondamentale pour les gestionnaires. Il éclaire non seulement la politique financière mais la politique générale.

Les objectifs de l'analyse financière peuvent être résumés dans le schéma suivant :

¹ DOV Ogien, MAXI FICHES de gestion financière de l'entreprise, Edition DUNOD, Paris, 2008, p1.

Schéma n° 1 : objectifs majeurs de l'analyse financière



Source : Pr EL MALLOUKI, Pr FEKKAK, cours d'analyse financière, 2014, p12

Le schéma ci-dessus montre que le but de l'analyse financière est de répondre aux interrogations du chef d'entreprise dans le domaine financier. Pour cela, il faut se pencher sur plusieurs points des finances de l'entreprise, la performance, la structure financière, l'équilibre financier, afin d'apprécier la situation financière de l'entreprise, d'évaluer les risques et d'apporter des solutions.

Au premier niveau, le but est de mesurer la performance de l'entreprise. Pour cela, l'analyse se basera sur le compte de résultat afin d'étudier l'évolution du chiffre d'affaires, l'évolution de l'excédent brut d'exploitation et l'évolution du résultat net. Cela permettra à l'analyste de

savoir si la société a des charges adaptées à son activité, et si elle est bien positionnée sur son marché.

L'analyse financière permet d'évaluer la structure financière et l'équilibre financier de la société afin de déterminer sa solvabilité c'est-à-dire de savoir si l'entreprise pourra faire face à ces engagements. Pour cela, on va se baser sur l'étude du bilan.

La mesure de la performance et l'évaluation de la situation financière de l'entreprise conduisent à l'appréciation de sa santé financière, ce qui permettra d'évaluer les risques futurs et engager des moyens pour les minimiser ou les éviter.

4. Caractéristiques de l'analyse financière

Parmi ses caractéristiques, nous pouvons citer:¹

- L'analyse financière permet la conversion des données inscrites dans les comptes de la société à des informations financières afin d'être utiles comme base de prise de décisions ;
- Elle Comprend toutes les activités à tous les niveaux de l'entreprise et non pas seulement l'activité financière ;
- Il s'agit d'une activité permanente dans l'entreprise ;
- Elle ne se limite pas aux données financières mais s'étend à d'autres aspects.

5. Les parties qui utilisent et qui tirent profit de l'analyse financière

L'analyse financière est un outil pour toutes les parties prenantes de l'entreprise à savoir les dirigeants, les actionnaires, les salariés, les clients, les fournisseurs, les banques et les organismes gouvernementaux. Elle leur permet d'obtenir un éclairage sur leur vision de l'entreprise et donc faciliter leur prise de décisions respectives.

5.1 Les dirigeants de l'entreprise

Les dirigeants réalisent une étude financière plus fine, puisqu'ils disposent du maximum d'informations. Ces informations leur facilite la prise de décisions (d'investissement, le choix de financement) engageant l'avenir de l'entreprise. L'analyse permet de mesurer la performance de sa propre gestion, de la comparer à celle de ses concurrents directs, et éventuellement de mettre en œuvre des actions correctrices. Elle permet aussi, et surtout,

¹ <http://www.lecoindesentrepreneurs.fr/analyse-financiere-dune-entreprise/>

d'apprécier la solvabilité de ses clients et de ses fournisseurs en analysant leurs propres bilans.¹

Les objectifs des dirigeants sont multiples, entre autre, nous pouvons citer :

-Porter un jugement sur les équilibres financiers, la rentabilité, la solvabilité, le risque financier, etc.

- Aider la direction générale à la prise de décisions ;

- Elaborer des prévisions financières ;

- Aider au contrôle de gestion.

5.2 Les actionnaires et les associés

Dés qu'ils décident d'investir dans l'entreprise, ils s'intéressent à la rentabilité immédiate c'est-à-dire les dividendes et le risque qu'elle présente mais également à la perspective de gains futurs.

Les actionnaires étudieront le secteur d'activité de l'entreprise et la place qu'elle y occupe. Le calcul du bénéfice sera complété par une étude de la politique des dividendes et une étude du risque, de façon à orienter les choix vers les titres les plus intéressants.

Il s'agira d'apprécier la performance et l'efficacité du dirigeant en place. La recommandation issue de l'analyse s'exprimera donc en termes de conservation ou cession de l'action et de soutien ou de rejet des dirigeants de la société.²

5.3 Les prêteurs

L'analyse financière s'est rapidement développée dans les banques lorsque celle-ci voulaient s'assurer de la capacité de remboursement de leurs clients. Elle a été aussi utilisée par les entreprises qui consentent des prêts ou des avances à d'autres entreprises, ou qui vendent à crédit. L'analyse financière est différente selon qu'il s'agit de prêts à court terme ou à long terme.

S'il s'agit de prêts à court terme, les prêteurs sont spécialement intéressés par la liquidité de l'entreprise, c'est-à-dire, sa capacité à faire face aux échéances de court-terme.

¹ DEISTING Florent et LAHILLE Jean-Pierre, op, cit, p1.

² THOMAS Philippe, Analyse financière, approche internationale-CFA, Edition RB, Paris, 2001, p28.

S'il s'agit de prêts à long terme, au contraire, les prêteurs doivent alors s'assurer de la solvabilité et de la rentabilité de l'entreprise.¹

Les techniques d'analyse financière varient selon la nature et la durée du prêt. Mais que le prêt soit à court terme ou à long terme, les créanciers s'intéresseront également à la structure financière qui traduit le degré de risque de l'entreprise.

5.4 Les salariés

Les salariés s'interrogent sur la situation de leur entreprise, pour évaluer le risque associé à leur contrat de travail à savoir le risque de licenciement et la possibilité d'accroître leur rémunération. Ils peuvent aussi sentir le besoin de savoir si leur entreprise est plus ou moins performante que ses concurrents. De plus en plus, aujourd'hui, les candidats à l'embauche, s'intéressent de près à la situation financière et à la politique sociale de leur futur employeur. La lecture de ses comptes sera donc très utile.²

D'autres raisons peuvent expliquer l'intérêt accordé par les salariés à l'analyse financière :

- La perte de leur emploi parce que toute défaillance peut engendrer la perte de leur emploi ;
- Leur droit de participation au capital de l'entreprise, c'est-à-dire, lorsqu'ils deviennent actionnaire dans l'entreprise.

5.5 Les cocontractants

Ce sont les tiers qui se trouvent en position d'exécuter des contrats avec l'entreprise. Il s'agit notamment des clients et des fournisseurs. Au-delà de la solvabilité immédiate du partenaire, l'analyse financière va aussi permettre de mesurer le poids relatif de chacun dans la relation commerciale.

Les créanciers de l'entreprise sont intéressés par l'analyse financière et notamment les fournisseurs veulent connaître les risques qu'ils encourent lorsqu'ils traitent avec l'entreprise. Les clients de l'entreprise qui ont passé des commandes importantes sont intéressés par sa santé financière, non seulement dans le cas où ils ont versé des avances sur commandes, mais également pour s'assurer de la sécurité de leur approvisionnement.³

¹ PEYRARD Josette, AVENEL Jean-David et PEYRARD Max, Analyse financière, 9^{ème} éd, Edition Vuibert, Paris, 2006, p12.

² THOMAS Philippe, op, cit, p26.

³ PEYRARD Josette, AVENEL Jean-David et PEYRARD Max, op, cit, p13.

5.6 Les organismes gouvernementaux

L'attention que l'état donne à l'analyse financière se traduit par des raisons de surveillance et d'imposition. L'État tire une grande partie de ses revenus de l'impôt sur les sociétés, de la TVA et autres impôts.

Les politiques de privatisation de nombreuses sociétés publiques, qui se trouvaient en situation monopolistique, nécessitent des analyses financières approfondies avant la mise sur le marché boursier de tout ou partie des actions de ces sociétés.¹

Ces différentes catégories d'utilisateurs sont amenées à prendre des décisions diverses : décision de gestion, décision d'achat ou vente de titres, décision d'accorder ou de refuser un crédit, décision d'acquisition totale ou partielle d'actifs, etc.

6. Typologie de l'analyse financière

On distingue deux types :

6.1 L'analyse financière statique.

L'analyse statique rétrospective vise à apprécier la situation financière d'une entreprise à partir de l'étude principalement de son bilan. On retrouve donc dans l'analyse statique le calcul de grandeurs significatives du bilan et dont l'observation permet d'apprécier l'équilibre financier de l'entreprise. Cependant, la technique privilégiée demeure l'utilisation des ratios avec des comparaisons dans le temps et dans l'espace.²

6.2 L'analyse financière dynamique

On parle de l'analyse dynamique lorsque l'on veut suivre dans le temps l'évolution de la situation financière de l'entreprise. A partir de deux ou plusieurs bilans, l'entreprise peut affiner son analyse.

« L'analyse dynamique constitue un complément indispensable à l'analyse statique. Elle étudie les différents flux enregistrés par l'entreprise sur une période donnée. On rassemble dans cette catégorie l'étude de la rentabilité et le tableau de financement et des flux de trésorerie ».³

¹ PEYRARD Josette, AVENEL Jean David et PEYRARD Max, op, cit, p13.

² TAIROU Akim A., analyse et décisions financières, Edition L'Harmattan, paris, 2006, p.59.

³ TAIROU Akim A., op, cit, p.77.

L'étude de l'évolution de la structure financière de l'entreprise est souvent plus riche d'enseignement que celle d'un seul bilan et apporte des éléments de réponse sur la viabilité future de l'entreprise

En guise de conclusion, nous pouvons dire que l'analyse financière consiste à étudier la situation financière de l'entreprise dans le but de mettre en évidence ses points forts et ses points faibles. L'analyse ne constitue pas une fin en elle-même, elle doit donc déboucher sur la proposition des solutions efficaces. Elle ne peut pas non plus se limiter à l'étude d'une situation passée et doit intégrer une dimension prospective. Elle est donc inséparable de la mesure des risques futurs encourus par l'entreprise. Elle est ainsi un préalable à toute décision financière.

Section 2 : L'analyse financière et ses sources d'information

L'information comptable est la matière première de base de l'analyste financier. Pour mener à bien l'analyse financière de l'entreprise, l'analyste doit connaître l'ensemble des sources d'information dont il peut disposer, les comprendre, savoir les interpréter et les exploiter. L'analyse financière s'effectue essentiellement à partir de l'information comptable et plus particulièrement à l'aide des comptes annuels comprenant : Le bilan comptable, le compte de résultat et les annexes.

1. Le bilan comptable :

1.1 Définition du bilan comptable :

Toute entreprise qui réalise une activité et qui a des mouvements financiers (achat, vente..), doit constituer un document comptable qu'on appelle « **bilan** ».

Selon le nouveau système financier et comptable Algérien de 2009 « le bilan est une représentation patrimoniale de l'entreprise (ses créances et ses dettes) à un moment donnée (à la clôture de l'exercice en général). Il s'agit donc d'une photographie de l'entreprise.

1.2 Les éléments du bilan comptable :

1.2.1 Les informations figurant à l'actif du bilan :

L'actif du bilan comprend deux parties : l'actif immobilisé et l'actif circulant.

1.2.1.1 Actif immobilisé :

Il contient les biens possédés par l'entreprise qui sont destinés à être utilisés durablement, que l'on appelle également « immobilisations ». Ces dernières sont regroupées dans les catégories suivantes¹ :

- Ecart d'acquisition ou goodwill : résultant d'un regroupement d'entreprise dans le cadre d'une acquisition, d'une fusion ou d'une consolidation.

L'écart d'acquisition est un actif non identifiable, et par conséquent doit être distingué des immobilisations incorporelles, qui par définition, sont des actifs identifiables.

- Les immobilisations incorporelles sont définies dans le SCF comme étant des actifs identifiables, non monétaires et immatériels, contrôlés et utilisés par l'entité dans le cadre des ses activités ordinaires, tel que les logiciels informatiques, brevets, licences, marques etc.

- Les immobilisations corporelles sont des actifs détenus pas une entité pour la production, la fourniture de services, la location, l'utilisation à des fins administratives et dont la durée d'utilisation est censée se prolonger au-delà de la durée d'un exercice. On trouve les terrains, construction, autres immobilisations corporelles, immobilisations en concession.

- Les immobilisations en cours : ces comptes ont pour objet de faire apparaitre la valeur des immobilisations non encore achevées à la fin de chaque exercice ainsi que les avances et acomptes versés par l'entreprise à des tiers en vue de l'acquisition d'une immobilisation.

- Les immobilisations financières : sont des actifs financiers détenus par une entité. Elles sont enregistrées en comptabilité en fonction de leurs utilités et des motifs qui ont prévalu lors de leur acquisition ou lors d'un changement de leur destination. On trouve dans cette catégorie les titres mis en équivalence, autres participations et créances rattachées, autres titres immobilisés, etc.

Pour chaque poste de l'actif immobilisé, le bilan contient :

¹ Collectif EPBI, nouveau système comptable financier, Edition Pages bleues internationales, Algérie, 2010, pp 25-34 et 105-111.

- La valeur brute de l'immobilisation ;
- Le montant des amortissements et dépréciations ;
- La valeur nette de l'immobilisation à la date de l'établissement du bilan (valeur brute – amortissements – dépréciations).

1.2.1.2 Actif circulant :

Il contient tous les éléments possédés par l'entreprise qui sont destinés à être transformés rapidement en liquidités. L'actif circulant regroupe les éléments liés au cycle d'exploitation de l'entreprise et qui, à ce titre, vont être consommés au cours de l'exercice. Trois rubriques peuvent être distinguées :

- Les stocks et en-cours : C'est l'ensemble des biens ou des services qui interviennent dans le cycle d'exploitation pour être consommés au premier usage, utilisés dans un processus de production ou vendus en l'état¹.
- Créances et emplois assimilés regroupent : Les créances, autres débiteurs, impôts et assimilés, autres créances et emplois assimilés.
- Disponibilités et assimilés : Ces postes recouvrent l'ensemble des liquidités de l'entreprise : placements et autres actifs financiers courants et la trésorerie.

1.2.2 Les éléments figurant au passif du bilan :

Le passif du bilan comprend trois parties : les capitaux propres, les dettes à long terme et les dettes à court terme

1.2.2.1 Les capitaux propres :

C'est l'ensemble des sommes mises à la disposition de l'entreprise, de manière permanente, par les propriétaires, ou associés. Ces apports sont effectués en espèces ou en nature.

Les capitaux propres avant distributions décidées ou proposées après la date de clôture, on distingue : le capital émis, les réserves, le résultat net de l'exercice et les autres éléments comme :

- L'écart de réévaluation : qui enregistre les plus values de réévaluation constatées sur les immobilisations faisant l'objet d'une réévaluation dans les conditions réglementaires².

¹ Journal officiel de la république algérienne N°19, 2009, p11.

² Collectif EPBI, op, cit, pp 94-95.

- L'écart d'équivalence : qui enregistre l'écart constaté lorsque la valeur globale des titres évalués par équivalence est supérieure à leur prix d'acquisition¹.

1.2.2.2 Les dettes :

Le passif du bilan comprend également toutes les dettes de l'entreprise à la date de clôture. Ces dettes sont regroupées en plusieurs catégories avec notamment les dettes fournisseurs, les dettes financières, les dettes fiscales et les dettes sociales. Il convient de distinguer les dettes à long terme et les dettes à court terme.

a) Passifs non courants (DLMT)

Les dettes à long et moyen terme regroupent : les emprunts et dettes financières, impôts (différés et provisionnés), autres dettes non courantes et les provisions et produits constatés d'avance.

b) Passifs courants (DCT)

Les dettes à court terme regroupent : les fournisseurs et comptes rattachés, impôts, autres dettes et la trésorerie passif. Le tableau suivant représente le bilan comptable.

¹ Collectif EPBI, op, cit, pp 93-94.

Tableau n°1 : le bilan comptable

ACTIF du bilan :

ACTIF	M. brut	Amort. et prov.	M.net	M. net (N-1)
ACTIF NON COURANT				
Ecart d'acquisition (goodwill positif ou négatif)				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtiments				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en concession				
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courant				
Impôts différés actif				
TOTAL ACTIF NON COURANT				
ACTIF COURANT				
Stocks et en cours				
Créances et emplois assimilés				
Clients				
Autres débiteurs				
Impôts				
Autres actifs courants				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courant				
Trésorerie				
TOTAL ACTIF COURANT				
TOTAL GENERAL ACTIF				

Source : journal officiel de la république algérienne N°19 p 24.

PASSIF du bilan :

PASSIF	M. net	M. net (N-1)
CAPITAUX PROPRES Capital émis Capital non appelé Primes et réserves / (Réserves consolidées (1)) Ecarts de réévaluation Ecarts d'équivalence (1) Résultat net / (Résultat net part du groupe (1)) Autres capitaux propres – Report à nouveau <p style="text-align: right;">Part de la société consolidant (1) Part des minoritaires (1)</p>		
TOTAL I		
PASSIFS NON-COURANTS Emprunts et dettes financières Impôts (différés et provisionnés) Autres dettes non courantes Provisions et produits constatés d'avance <p style="text-align: right;">TOTAL PASSIFS NON-COURANTS II</p>		
PASSIFS COURANTS Fournisseurs et comptes rattachés Impôts Autres dettes Trésorerie Passif <p style="text-align: right;">TOTAL PASSIFS COURANTS III</p>		
TOTAL GENERAL PASSIF		

(1) à utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

Source : journal officiel de la république algérienne N°19 p25.

2. Le compte de résultat :

2.1 Définition du compte de résultat :

Le compte de résultat (ou TCR) est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits d'une entreprise durant un exercice comptable. Comme le bilan, il fait partie des états financiers des entreprises. Il ne tient pas compte de la date d'encaissement ou de décaissement¹.

Le compte de résultat a pour vocation d'informer sur les performances réalisées par une entreprise. En se focalisant sur ses variations de patrimoine (gains et pertes), il permet de dégager son résultat net (bénéfice ou perte). Le compte de résultat revêt un caractère important pour deux types de public. D'une part, il permet à l'administration fiscale de prendre connaissance du bénéfice réalisé par une entreprise.

D'autre part, il permet à des financeurs potentiels d'en connaître les performances et la rentabilité.

Les informations minimales présentées au compte de résultat sont les suivantes² :

- Analyse des charges par nature, permettent de déterminer les principaux agrégats de gestion suivants : marge brute, valeur ajoutée, excédent brut d'exploitation ;
- Produits des activités ordinaires ;
- Produits financiers et charges financières ;
- Charge de personnel ;
- Impôts, taxes et versements assimilés ;
- Dotations aux amortissements et pertes de valeur concernant les immobilisations corporelles :
- Dotations aux amortissements et pertes de valeur concernant les immobilisations incorporelles ;
- Résultat des activités ordinaires,
- Eléments extraordinaires (produits et charges) ;

¹ Collectif EPBI, op, cit, p71.

² Idem. pp71-72.

- Résultat net de la période avant distribution ;
- Pour les sociétés par action, résultat net par action.

Dans le cas de compte de résultat consolidé :

- La quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des coentreprises consolidées selon la méthode de mise en équivalence ;
- La part des intérêts minoritaires dans le résultat net.

2.2 Présentation du compte de résultat :

Le compte de résultat se présente schématiquement ainsi :

Tableau n°2 : Compte de résultat (par nature)

LIBELLE	Exercice (N)	Exercice (N-1)
Chiffre d'affaires		
Variation stocks produits finis et en cours		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
I – Production de l'exercice		
Achats consommés		
Services extérieurs et autres consommations		
II – Consommation de l'exercice		
III VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		
Charges de personnel		
Impôts, taxes et versements assimilés		
IV- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		
Autres produits opérationnels		
Autres charges opérationnelles		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Reprise sur pertes de valeur et provisions		
V- RESULTAT OPERATIONNEL		
Produits financiers		
Charges financières		
VI- RESULTAT FINANCIER		
VII- RESULTAT AVANT IMPOTS (V + VI)		
Impôts exigibles		
Impôts différés (Variations)		
Total des produits des activités ordinaires		
Total des charges des activités ordinaires		
VIII- RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		
Eléments extraordinaires (produits)		
Eléments extraordinaires (charges)		
IX- RESULTAT EXTRAORDINAIRE		
VII- RESULTAT NET DE L'EXERCICE		
Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)		
VIII- RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)		
Dont part des minoritaires(1)		
Part du groupe(1)		

(1) à utiliser uniquement dans la présentation des états financiers consolidés

Source : collectif EPBI, nouveau système comptable financier, Edition Pages bleues internationales, Algérie, 2010, pp167-168.

Les charges et les produits sont classés en trois catégories :

- Les charges et les produits **d'exploitation** reflètent l'activité économique proprement dite de l'entreprise : ventes, achats de matières premières et de marchandises, salaires et cotisations sociales versés, dotation aux amortissements de l'outil de travail, etc.
- Les charges et les produits **financiers** reflètent l'activité de financement de l'entreprise : intérêts payés sur l'argent emprunté, intérêts perçus sur les sommes placées, etc.
- Les charges et les produits **exceptionnels** reflètent les opérations à caractère exceptionnel : dommages et intérêts versés ou reçus, vente d'une immobilisation, etc.

Au sein de chaque catégorie, les produits et les charges sont détaillés selon leur nature.

3. Les annexes comptables :

L'annexe comptable est un document obligatoire pour les entreprises, Il s'agit donc du troisième document, après le bilan comptable et le compte de résultat, qui doit être produit annuellement.

Les annexes englobent une série d'informations supplémentaires concernant les différents postes du bilan et du compte de résultats. En effet, elles servent à détailler les chiffres que ces deux documents contiennent, ainsi qu'à commenter leurs rubriques.

Elle contient des informations extracomptables ou non telles que les règles et méthodes comptables exploitées par l'entreprise, les engagements, ainsi que diverses explications sur les charges et les produits¹.

En résumé, l'annexe permet de détailler les informations comptables non explicitées par le bilan et le compte de résultat, et ce, afin de fournir une image fidèle de la situation financière de la société aux tiers.

Deux critères essentiels permettent de déterminer les informations à faire figurer dans l'annexe² :

- Le caractère pertinent de l'information ;
- Son importance relative.

¹ Collectif EPBI, op, cit, pp77-78.

² Idem. p80.

En effet, l'annexe ne doit comprendre que les informations significatives, susceptibles d'influencer le jugement que les destinataires des documents peuvent porter sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'entreprise.

Parmi les tableaux pouvant figurer dans l'annexe, on trouve :

- Tableau des provisions ;
- Tableau des échéances des dettes et des créances.

Tableau n°3 : Tableau des provisions

RUBRIQUES ET POSTES	Notes	Provisions cumulées en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises sur l'exercice	Provisions cumulées en fin d'exercice
Provisions passifs non courants					
Provision pour pensions et obligations similaires					
Provision pour impôts					
Provision sur litiges					
TOTAL					
Provisions passifs courants					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Autres provisions liées au personnel					
Provisions pour impôts					
TOTAL					

Source : Collectif EPBI, op. cit, p90.

Tableau n°4 : Tableau d'état des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

RUBRIQUE ET POSTES	Notes	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans	TOTAL
CREANCES					
Prêts Clients					
Impôts					
Autres débiteurs					
TOTAL					
DETTES					
Emprunts					
Autres dettes					
Fournisseurs					
Impôts					
Autres créditeurs					
TOTAL					

Source : Collectif EPBI, op. cit, p90

4. Elaboration du bilan financier :

Si les comptes annuels sont la matière essentielle du travail de l'analyste financier, ceux-ci ne sont toutefois pas directement exploitables et nécessitent certains retraitements, en particulier en ce qui concerne la répartition du résultat, les provisions pour risques et charges et les effets escomptés non échus. L'élaboration du bilan financier requiert également certains reclassements.

4.1 Les retraitements :

- Répartition du résultat¹ :

→ Réserves légales : affectation de 5% du bénéfice à la réserve légale dans la limite de 10% du capital.

→ Réserves statutaires : elles sont prévues lors de la constitution de la société. Les statuts de chaque société définissent des règles de calcul qui leur sont propres.

¹ GUYVARC'H Annaïck, Analyse financière, Edition e-thèque, Paris, 2004, pp54-58.

→ Réserves facultatives : la dotation d'autres réserves est libre et dépend de la décision de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Ces réserves prennent le nom de réserves facultatives.

→ Dividendes : Le montant des dividendes est fixé par l'assemblée générale et se décompose en : premier dividende calculé selon un taux fixé par les statuts sur la valeur nominale des actions libérées et en superdividende déterminé par l'assemblée générale.

- Provisions pour risques et charges (PRC)¹ :

→ Si la provision correspond à un risque ou une charge réelle, l'entreprise aura à payer le montant du risque ou de la charge. On peut donc assimiler le montant de la provision à une dette, qu'on classera à long terme ou à court terme selon l'échéance à laquelle on aura à payer la charge en question.

→ Si la provision ne correspond pas à un risque ou à une charge réelle, l'entreprise aura à réintégrer la provision dans le compte de résultat (annulation de la provision par une "reprise sur provision"); le résultat fiscal augmentera, ce qui aura pour effet, pour une part d'augmenter l'impôt sur le bénéfice et pour une autre part d'augmenter les capitaux propres.

Ainsi, la provision pour risque et charge non réelle doit être partagée en deux :

- La part de l'impôt latent sur la provision doit être reclassée en dettes (à court terme ou à long terme selon l'échéance) ;

- Le reste (provision nette de l'impôt latent) doit être reclassé dans les capitaux propres.

- Les effets escomptés non échus : sont des effets de commerce que l'entreprise a escompté auprès de sa banque pour obtenir des liquidités, mais pour lesquels la date d'échéance n'est pas encore passée.²

Il convient d'une part de réintégrer le montant des EENE aux créances, puis d'augmenter les dettes financières de court terme du même montant (l'escompte est alors considéré comme une avance de trésorerie).

¹ AMELON Jean-Louis, Gestion financière, 4^{ième} éd, Edition MAXIMA, Paris, 2004, p79

² DUPLAT Claude-Annie, Analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise, Edition Vuibert, Paris, 2004, p80 .

4.2 Les reclassements :

Pour élaborer le bilan financier, il convient de reclasser les actifs en fonction de leur degré de liquidité et les passifs selon leur degré d'exigibilité.

Aux emplois, on trouve :

- Valeurs immobilisées (VI) : elles regroupent les immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles et les immobilisations financières ;
- Valeurs d'exploitation (VE) : elles regroupent les stocks et encours ;
- Valeurs réalisables (VR) : elles contiennent les créances et emplois assimilés ;
- Valeurs disponibles (VD) : elles comportent les placements et autres actifs financiers courant et la trésorerie (caisse, banque).

En ressources, on trouve :

- Les fonds propres qui regroupent le capital émis et les réserves ;
- Les dettes à long et moyen terme (DLMT), regroupant les emprunts et dettes à long terme ;
- Les dettes à court terme (DCT) qui regroupent les fournisseurs et la trésorerie passive.

4.3 Présentation du bilan financier

Le bilan financier se présente comme suit :

Tableau n°5 : Bilan financier

EMPLOIS	V. réel	RESSOURCES	V. réel
Valeurs immobilisées (VI)		Capitaux propres	
Immobilisations incorporelles Immobilisations corporelles Immobilisations financières		Capital émis Réserves	
Valeurs d'exploitations (VE)		Dettes à long et moyen termes (DLMT)	
Stocks et encours		Emprunts et dettes financières	
Valeurs réalisables (VR)		Dettes à court termes (DCT)	
Créances et emplois assimilés		Dettes fournisseurs Trésoreries passif	
Valeurs disponibles (VD)			
Placements et autres actifs financiers courant Trésoreries			
TOTAL		TOTAL	

Source : Elaboré par nous-mêmes

Les états financiers présentent de manière fidèle la situation financière de l'entité, ses performances et tout changement de sa situation financière. Ils reflètent également l'ensemble des opérations et événements découlant des transactions de l'entité et des effets des événements liés à son activité.

Section 3 : l'analyse financière comme outil d'aide à la prise de décisions

La vie de l'entreprise est marquée par de nombreuses décisions. Elles sont prises chaque jour, depuis sa création jusqu'à sa mort. Ainsi, l'analyse financière est un instrument de base d'aide à la prise de décisions. En effet, le développement d'une entreprise dépend des décisions prises par les dirigeants.

1. Notion de décision :

On peut définir la décision comme étant un acte par lequel un ou des décideurs opèrent un choix entre plusieurs options permettant d'apporter une solution satisfaisante à un problème donné.

La prise de décision intervient à différents niveaux et d'une façon diverses¹ :

- Elle peut concerner le choix d'une option stratégique ou d'une orientation ou bien de définir les conditions de résolution d'un problème ou d'une difficulté ;
- Elle peut être faite dans des conditions de sécurité ou dans des situations d'urgence ;
- Elle peut avoir un impact à court, moyen ou long terme ;
- Elle peut avoir des conséquences plus ou moins positives sur l'organisation.

La prise de décision est un acte de gestion dont l'application d'une méthode comptable, ou la définition d'une stratégie client relèvent de ces actes de gestion. A une décision, peuvent correspondre plusieurs actes de gestion qui matérialiseront l'action envisagée pour atteindre l'objectif visé.

Ainsi, le processus décisionnel doit permettre de définir et de lancer les actions pertinentes et efficaces pour atteindre un ou plusieurs objectifs.

2. Niveaux de prise de décisions :

Selon Igor Ansoff, on peut distinguer les décisions stratégiques, tactiques et opérationnelles².

2.1 La décision stratégique : elle concerne les relations de l'entreprise avec le milieu. Cette décision porte essentiellement sur les choix de marché et de produits afin d'obtenir l'adaptation de la firme à son milieu. Les décisions stratégiques sont prises par le haut niveau hiérarchique en l'occurrence la direction générale.

2.2 La décision tactique : est relative à la gestion des ressources, à savoir : acquisition, organisation et développement des ressources. C'est une décision à moyen terme.

2.3 La décision opérationnelle : porte sur l'exploitation courante, elle a pour objet de rendre le processus de transformation des ressources le plus efficace possible. Elle est prise au niveau opérationnel.

¹ Mollard Dominique, systèmes décisionnels et pilotage de la performance, Edition LAVOISIER, Paris, 2006, p20.

² HOUNOUNOU ALBERIC, 100 fiches pour comprendre l'organisation et la gestion de l'entreprise, Edition Bréal, Paris, 2005, p151.

3. Les différents types de décisions :

Les décisions d'investissement et de financement constituent en fait, des décisions très importantes, qui doivent être prises dans le cadre d'une politique générale puis financière. Ajoutons à cela les décisions liées à l'exploitation qui engagent l'entreprise sur une courte période.

3.1 Décisions d'investissement

L'investissement pour une entreprise consiste à engager durablement des capitaux pour l'acquisition des biens durables comme l'acquisition d'une machine plus performante, afin d'améliorer sa production, de se développer et de maintenir sa position concurrentielle sur le marché.

L'investissement représente un élément essentiel de la croissance, il permet de faciliter le travail et d'augmenter sa rentabilité.

« Les décisions d'investissement sont chronologiquement les premières décisions stratégiques à prendre, puisque ce sont celles qui déterminent les financements nécessaires et les risques auxquels l'entreprise aura à faire face. Leur pertinence dépend de la capacité de l'entreprise à bien définir sa politique de croissance (choix entre investissement de modernisation, de maintenance, d'expansion) et à bien prévoir les flux qui risquent d'être générés par le projet »¹.

3.1.1 Les différents types d'investissement

On peut distinguer trois principales typologies de regroupement des investissements : investissements par nature, par destination et stratégiques.

3.1.1.1 Les investissements par nature

Les investissements par nature permettent d'établir un classement qui se rapproche de la classification comptable² :

¹ HACHICHA Amel, cours choix d'investissement et de financement, Ecole Nationale d'Administration, Tunis, 2013, p1

² DEGOS Jean-Guy et GRIFFITHS Stéphane, gestion financière de l'analyse à la stratégie, édition EYROLLES, Paris, 2001, p216.

- Les investissements corporels : il s'agit d'objets matériels tels que les terrains, les bâtiments, les machines, les matériels de transport, les mobiliers, etc.
- Les investissements incorporels : ils regroupent tout ce qui n'est ni corporel ni financier comme le fonds commercial, la licence de fabrication, de transports, brevets, logiciel informatique, etc.
- Les investissements financiers : ils concernent les titres ou droit de créances telles que les actions, les obligations, les prêts, les produits bancaires divers, etc.

3.1.1.2 Les investissements par destination

Les investissements par destination obéissent à une logique de regroupement en fonction des objectifs recherchés¹ :

- Les investissements de renouvellement sont destinés à remplacer des équipements usés ou obsolètes. L'objectif est ici de maintenir en état, à l'identique, le potentiel de production de l'entreprise ;
- Les investissements de modernisation complètent l'objectif précédent en y ajoutant par exemple un apport d'une nouvelle technologie ;
- Les investissements de productivité, dont l'objectif est la recherche de coûts unitaires moins élevés, se combinent fréquemment avec les deux premiers ;
- Les investissements de capacité visent à augmenter les capacités de production ;
- Les investissements de sécurité visent à réduire le nombre d'accidents du travail et répondre à de nouvelles normes ;
- Les investissements d'innovation permettent à l'entreprise d'acquérir de nouvelles technologies pour fabriquer de nouveaux produits ou réaliser des gains de productivité.

¹ CABANE Pierre, L'essentiel de la finance à l'usage des managers, édition EYROLLES, Paris, 2008, p236

3.1.1.3 Les investissements stratégiques

Parmi les investissements stratégiques, on trouve¹ :

- Les investissements offensifs qui visent à conquérir de nouvelles parts de marché et renforcer la position l'entreprise (rachat d'un concurrent, par exemple) ;
- Les investissements défensifs, pour maintenir sa position concurrentielle (rachat de brevets ou intégration d'un sous-traitant possédant un savoir-faire unique, par exemple) ;
- Les investissements de diversification, pour construire un groupe opérant sur plusieurs secteurs d'activité.

3.2 Décisions de financement

Par le financement, il faut entendre l'ensemble des ressources financières, tant internes qu'externes, dont dispose ou à disposition de l'entreprise, lui conférant les moyens d'action nécessaires pour réaliser son activité et financer ses investissements.

Les décisions d'investissements, par les besoins et les ressources qu'elles induisent, entraînent, à leur tour, des choix concernant la politique financière de l'entreprise.

« La décision de financement est étroitement liée à la décision d'investissement. Elle permet de prendre en compte les interrogations sur la manière dont les fonds seront recueillis pour financer les projets d'investissements jugés rentables ». ²

3.2.1 Les différentes sources de financement

Pour financer ses activités, L'entreprise peut faire appel aux différentes sources de financement. De façon générale, on distingue trois grandes formes de financement :

- Financement par les fonds propres
- Financement par les quasi-fonds-propres
- Financement par l'endettement

¹ CABANE pierre, op, cit, p236.

² GARDES Nathalie, la décision de financement, 2006, p1.

3.2.1.1 Le financement par les fonds propres

a) L'autofinancement

C'est la forme préférée de financement des entreprises, en effet, c'est la plus facile à mettre en œuvre car il n'y a pas à obtenir l'accord des personnes extérieures à l'entreprise et qu'elle n'entraîne pas de frais. Toutes les entreprises l'utilisent y compris les plus grandes.

L'autofinancement est le financement des investissements par les moyens propres de l'entreprise, c'est la ressource qui provient de l'activité de l'entreprise et conservée par elle.

L'autofinancement a pour avantage d'assurer à l'entreprise son indépendance.¹

b) Les cessions d'éléments d'actifs

Les cessions d'éléments d'actifs peuvent résulter de trois volontés différentes² :

- Les immobilisations faisant l'objet d'un remplacement ;
- La recherche des sources de financement. Dans certains cas, l'entreprise est contrainte de vendre des actifs qui ne sont pas nécessaire à son activité pour trouver de nouveau capitaux ;
- Le recentrage des activités : l'entreprise cède des usines, des filiales ou des participations dès lors qu'elle décide de revenir à son métier dominant.

c) L'augmentation du capital

L'augmentation du capital peut être réalisée³ :

- Par apport en numéraire : des actionnaires, existants ou nouveaux, achètent des actions créées par l'entreprise, dont la vente, à un prix fixe, apporte des liquidités nouvelles dans l'entreprise. Les anciens actionnaires disposent généralement d'un droit préférentiel de souscription. Au plan comptable, l'opération se traduit par une augmentation du passif (crédit du compte capital) et de l'actif (débit du compte banque ou caisse) et renforce ainsi la structure financière par l'augmentation du fonds de roulement. Une augmentation de capital par apport d'espèces est une opération lourde qui doit être autorisée ou décidée par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires et entraîner une modification des statuts. Elle peut en outre modifier la structure de l'actionnariat et le pouvoir dans l'entreprise.

¹ AMELON Jean-Louis, op, cit, p213

² LEGROS Georges, mini manuel de finance d'entreprise, édition DUNOD, paris, 2010, p178

³ CABANE Pierre, op, cit, p218

- Par apport en nature : la contrepartie est constituée d'actifs (immobilisations, stocks, créances...).
- Par incorporation de réserves : Avec cette opération, l'équilibre financier ne se trouve pas modifié, puisque seule la structure des fonds propres est modifiée et non leur montant. Les réserves sont incorporées au capital et donnent lieu à la création d'actions gratuites distribuées, en règle générale, aux anciens actionnaires.
- la conversion de créances en actions : Cette augmentation de capital provient de la conversion de dettes (de créances détenues par un tiers) en actions. Un fournisseur impayé peut préférer devenir actionnaire de l'entreprise plutôt que de la pousser à la faillite : espérant un redressement de la situation, il renonce à l'exercice de ses créances pour les transformer en actions.

3.2.1.2 Le financement par les quasi-fonds-propres

Sont des sources de financement hybrides dont la nature se situe entre fonds propres et dettes financières.

a) Les comptes courants d'associés

Dans les sociétés de taille moyenne ou restreinte, les principaux associés, et particulièrement les dirigeants, acceptent volontiers de prêter à la société dont ils sont membres des sommes assez considérables. Ils sont souvent considérés par les bailleurs comme des fonds propres, fréquemment, ces derniers exigent que ces comptes courants soient bloqués.¹

b) Les titres participatifs

Ce sont des créances de dernier rang, car elles ne sont remboursées qu'après les autres créances. Les titres participatifs sont émis par les sociétés du secteur public et du secteur coopératif.²

¹ DEPALLENS Georges et JOBARD Jean-Pierre, Gestion financière de l'entreprise, édition DALLOZ, paris, 1997, p 855.

² PORTAIT Roland, CHARLETY Patricia, DUBOIS Denis et NOUBEL Philippe, Les décisions financières de l'entreprise méthodes et applications, 6^{ième} éd, Presse universitaire de France, Paris, 1982, p261

c) Les prêts participatifs

Le prêt participatif est un mode de financement qui permet aux entreprises de bénéficier de prêts auprès d'autres entreprises ou auprès des organismes publics et l'Etat. Elles constituent des créances de dernier rang, c'est-à-dire que le prêteur accepte en cas de difficultés d'être réglé après les autres créanciers¹.

Avec les prêts participatifs, l'entreprise dispose de capitaux importants sur le très long terme (un peu comme du capital).

d) Les titres subordonnés

Ce sont de sortes d'obligations dont le remboursement est subordonné au désintéressement de tous les autres créanciers sauf prêts et titres participatifs².

L'émission des titres présente plusieurs avantages :

- Pour les groupes de sociétés, ils permettent d'effectuer des opérations de refinancement et restructuration de l'endettement ;
- Pour les sociétés émettrices, ce sont des emprunts faiblement rémunérés, et donc particulièrement intéressants par rapport aux emprunts classiques ;
- Pour les entreprises du secteur public, ils permettent de collecter des fonds sans ouvrir le capital.

e) Les primes et subventions

Les entreprises peuvent recevoir des subventions directes ou primes de l'Etat, des organismes publics ou des collectivités locales. Elles sont assimilables à des fonds propres dans la mesure où elles restent définitivement acquises à l'entreprise.³

3.2.1.3 Le financement par l'endettement

Le financement par l'endettement est le complément classique du financement par les capitaux propres. On distingue généralement les emprunts classiques souscrits auprès des établissements de crédit, les emprunts obligataires souscrits auprès du public et le crédit bail.

¹ ALBOUY Michel, Décisions financières et création de la valeur. 2^{ème} éd, édition ECONOMICA, Paris, 2003, p148

² DEGOS Jean-Guy et GRIFFITHS Stéphane, op. cit, p252.

³ LEGROS Georges .op. cit, p179.

a) Le financement par emprunt bancaire indivis

Dans ce type de financement, l'entreprise a pour seul interlocuteur la banque prêteuse, ou le pool bancaire si le financement est accordé par plusieurs banques réunies. L'entreprise s'engage, selon un échéancier fixé à l'avance, à rembourser le capital et à verser des intérêts périodiques. Avant de consentir un emprunt, les prêteurs étudient la situation de l'entreprise et en particulier sa capacité d'endettement, qui dépend du montant de ses capitaux propres et exigent des garanties¹.

b) Le financement par emprunt obligataire

Un emprunt obligataire est une forme d'emprunt à long terme lancé par une entreprise, une banque, un Etat ou une organisation gouvernementale matérialisé sous forme d'obligations qui sont achetées par des investisseurs. Ces obligations sont le plus souvent négociables et d'un montant unitaire compris qui prévoit le versement d'un intérêt, le plus souvent annuel, et un remboursement au terme de plusieurs années. Par rapport à un prêt bancaire avec lequel il est en concurrence au niveau de l'émetteur, l'emprunt obligataire permet à l'entreprise de diversifier ses sources de financement, en particulier lorsque les banques ont des difficultés à prêter. Les avantages de ce mode de financement sont : les intérêts de l'emprunt obligataire sont fiscalement déductibles du bénéfice, l'importance des fonds qu'on peut collecter et les prêteurs n'ont pas un pouvoir sur la gestion de l'entreprise. En revanche, les inconvénients de ces emprunts sont seulement réservés aux grandes entreprises dont le coût peut être élevé, les formalités juridiques lourdes au-delà du délai de réalisation².

c) Le crédit bail

Il ne s'agit pas d'une ressource de financement à proprement parler, mais d'une technique qui permet à l'entreprise d'utiliser un bien sans avoir l'obligation de l'acheter, que ce soit avec ses propres fonds ou en s'endettant. Il s'agit donc autant d'un type d'investissement que d'un moyen de financement. Dans un contrat de crédit-bail, le bailleur loue au locataire des équipements professionnels durant la période de location qui correspond généralement à la durée d'amortissement fiscal du bien. Le locataire verse un loyer au bailleur qui reste

¹ D'ARCIMOLES Charles-Henri et SAULQUIN Jean-Yves, Finance appliquée, 4^{iem} éd, édition Vuibert, 2006, p242

² PORTAIT Roland, CHARLETY Patricia, DUBOIS Denis et NOUBEL Philippe, op. cit, p198.

propriétaire des équipements. Une clause peut prévoir le rachat du matériel par le locataire à la fin du contrat.¹

L'intérêt de ce type de financement se trouve dans le fait que, pour les biens à évolution technique rapide, le crédit-bail a tous les avantages d'une location car il est plus facile de changer de matériel loué que de revendre du matériel obsolète pour acheter un matériel moderne.

3.3. Les décisions liées à l'exploitation

Ce sont des décisions à court terme. Elles permettent le fonctionnement de l'activité courante de l'entreprise, comme par exemple² :

- La gestion des stocks : pour assurer son fonctionnement normale, toute entreprise doit avoir un stock pour faire face, soit à la demande de la clientèle, soit pour des fins de production. Mais la détention des stocks implique des coûts pour l'entreprise, ce qui rend ainsi nécessaire une gestion efficace et rationnelle de ses stocks afin de limiter les coûts. De ce fait, l'entreprise doit réduire ses stocks en proposant des prix attractifs aux consommateurs, comme elle peut également décider de produire en fonction de la demande.

- La gestion des créances : elle consiste à réduire les délais de paiement accordés aux clients par la mise en place d'une politique de crédit qui repose sur des procédures financières visant à accélérer les règlements des clients, en demandant des acomptes à la commande. Il n'est cependant pas facile, pour des raisons commerciales, de demander un paiement immédiat, à moins de proposer un taux d'escompte (une remise pour paiement comptant) particulièrement attractif, mais potentiellement coûteux pour la société.

- Le rallongement des délais de remboursement des fournisseurs : est souvent le fruit d'une négociation entre les différents partenaires. Il dépend du poids économique de la société vis-à-vis de son fournisseur.

4. L'importance de l'analyse financière dans la prise de décisions

L'importance de l'analyse financière dans la prise de décisions s'explique par le caractère indissociable de la décision et de financement de la décision.

¹ CABANE Pierre, op. cit, p217

² ÉTIENNE G, HARB, VERYZHENKO Iryna, MASSET Astrid et MURAT Philippe, Finance, édition DUNOD, 2014, p71.

De ce fait, les preneurs de décision, avant d'opter pour quelconque décision, doivent analyser leurs entreprises afin de déterminer la possibilité ou non de financer la décision.

On peut citer à titre d'exemple :

-Pour réaliser un investissement, il y a lieu de savoir si l'entreprise possède les ressources financières nécessaires pour financer cet investissement ;

- Décider d'accepter ou de refuser d'accorder un crédit revient à savoir si l'entreprise pourra faire face à ses engagements, c'est-à-dire, à rembourser ses dettes à l'échéance.

L'importance de l'analyse financière réside dans son objet même. L'analyse interne a pour objet de faire l'étude de la situation financière de l'entreprise. Effectuée par le service financier, connaissant bien la réalité dans l'entreprise, elle fournit des renseignements précieux pour le bien fondé des décisions prises au niveau de l'entreprise. De même aussi pour les analystes externes, l'analyse leur permet de rationaliser les décisions qui s'imposent à eux. Quelle que soit la qualité de celui qui a procédé à l'analyse financière, l'analyste ou celui qui en a donné l'ordre, est toujours amené à prendre des décisions : décisions de gestion d'une entreprise tel que les investissements, décisions sur opérations sur titres tel que la cession ou achat de titres, décisions d'accorder ou de refuser un crédit à l'initiative des banques et établissements financiers, décisions d'acquisition d'une entreprise, etc.¹

Les décisions d'investissement, de financement et les décisions liées à l'exploitation constituent les principales décisions à prendre pour une entreprise en termes de croissance, de développement, d'augmentation de rentabilité et le maintien de la position concurrentielle sur le marché. C'est dans ce cadre qu'intervient l'analyse financière pour orienter les décideurs vers le bon choix.

¹ FETY Alessandrine Asmina, contribution à l'amélioration de la prise de décision par l'analyse financière, cas de l'imprimerie BOB, mémoire de maîtrise en gestion, option : finance et comptabilité, université d'Antananarivo, faculté de droit, d'économie, de gestion et de sociologie, 2007, p34

Conclusion

L'analyse financière est un véritable outil de prise de décisions surtout sur le plan financier. Elle permet d'évaluer les conséquences financières d'une action et aussi d'apprécier la performance financière actuelle de l'entreprise. Elle doit, à tout prix être intégrée dans le champ du système de prise de décisions. Elle aide à la gestion rationnelle permettant à la fois la planification et le contrôle.

L'information comptable est la matière première de base de l'analyste financier, il doit disposer des données comptables et financières communiquées par l'entreprise, ainsi que des informations relatives à sa stratégie obtenues par différents canaux de communication.

L'analyse financière reste un outil indispensable dans la gestion de l'entreprise dans la mesure où elle contribue à apporter des éclairages sur la santé financière de l'entreprise, son équilibre financier et sur sa rentabilité, afin de faciliter la prise de décisions.

Pour cela, elle s'appuie sur des outils qu'on étudiera dans le deuxième chapitre.

CHAPITRE II : Les outils de l'analyse financière aidant à la prise de décisions

L'appréciation de la situation financière de l'entreprise, la mesure de sa capacité de créer de la valeur, de sa solvabilité et de sa liquidité passent nécessairement par des outils de base.

On appelle « outil » le moyen ou l'instrument utile à une activité. Nous pouvons donc dire que « l'outil d'analyse financière » c'est l'instrument ou le moyen pour effectuer l'analyse, c'est-à-dire, connaître la situation de l'entreprise, son équilibre financier, sa rentabilité et trouver l'orientation de la prise de décisions.

L'analyse financière propose un vaste ensemble d'outils et de méthodes. Ainsi, chaque analyste dispose de larges possibilités de choix quant aux instruments qu'il peut utiliser et la façon de les mettre en œuvre.

Une analyse orientée vers l'étude des risques de faillite ou de la solvabilité s'applique le plus souvent à l'étude du bilan (analyse statique) et s'intéresse à l'ajustement entre les engagements contractés par l'entreprise et les liquidités qu'elle peut espérer dégager.

Une analyse orientée vers l'étude des performances s'applique principalement à l'étude du compte de résultat, pour rendre compte de la formation des soldes intermédiaires de gestion et les comparer aux flux d'activité ou aux moyens engagés par l'entreprise.

L'objectif de ce chapitre est de traiter les outils de l'analyse financière susceptibles d'aider les responsables d'entreprise dans la prise des décisions.

Pour cela, il est scindé en trois sections :

Dans la première section consacrée à l'analyse par les équilibres financiers, l'équilibre va être étudié à travers le fond de roulement, le besoin en fond de roulement et la trésorerie nette.

Dans la seconde section, on présentera l'outil d'analyse par les soldes intermédiaires de gestion ainsi que la capacité d'autofinancement.

La troisième section sera consacrée à l'analyse par la méthode des ratios qui représente un outil complémentaire de l'analyse financière.

Section 1 : l'analyse par l'équilibre financier

L'appréciation de l'équilibre financier constitue un thème fondamental de l'analyse financière. Les problèmes de solvabilité consistent à tenter de répondre à la question suivante : « l'entreprise est-elle solvable ? » c'est-à-dire, est-elle en mesure d'honorer ses engagements à long, moyen et à court terme. Il s'agit donc de savoir comment à un instant donné, les actifs sont financés, en distinguant les emplois et les ressources selon leur degré de liquidité et d'exigibilité.

L'équilibre financier sera étudié à travers trois indicateurs :

- L'aptitude de l'entreprise à financer ses besoins d'investissement est déterminée par l'indicateur de fonds de roulement (FRN).
- L'aptitude de l'entreprise à financer ses besoins d'exploitation est déterminée par l'indicateur de besoin en fonds de roulement (BFR).
- L'aptitude de l'entreprise à financer ses besoins immédiats est déterminée par l'indicateur de trésorerie (TN).

1. Le fonds de roulement net

Le fonds de roulement net est un indicateur essentiel car il met en évidence la politique de financement des investissements nécessaires à l'activité de l'entreprise. Il constitue une marge de sécurité pour l'entreprise, cette marge est déterminée par le surplus des ressources permanents sur les besoins permanents.¹

Le surplus dégagé après le financement des besoins à long terme sera utilisé pour renforcer les besoins d'exploitation et faire face aux besoins de financement à court terme.

1.1 Mode calcul

On peut calculer le FRN par deux méthodes² :

¹ ÉTIENNE G, HARB, VERYZHENKO Iryna, MASSET Astrid et MURAT Philippe, op, cit, p66.

² COHEN Elie, Gestion financière de l'entreprise et développement financier, Edition EDICEF, Paris, 1991, pp 117-118.

1.1.1 Par le haut du bilan

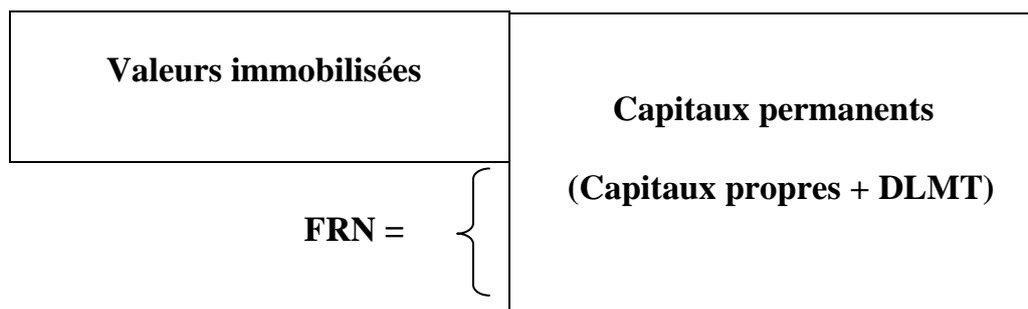
La détermination du fonds de roulement net est assez simple en pratique, il suffit de recenser et d'évaluer les ressources stables ainsi que les emplois durables et de les soustraire.

Selon la première formulation, le FRN est calculé comme suit :

$$\text{FRN} = \text{capitaux permanents} - \text{valeurs immobilisées}$$

Cette formulation met l'accent sur l'ajustement entre les capitaux permanents et les valeurs immobilisées ainsi que le suggère le schéma ci-dessous.

Schéma n°2 : détermination du FRN par le haut du bilan



Source : Etabli par nous-mêmes

1.1.2 Par le bas du bilan

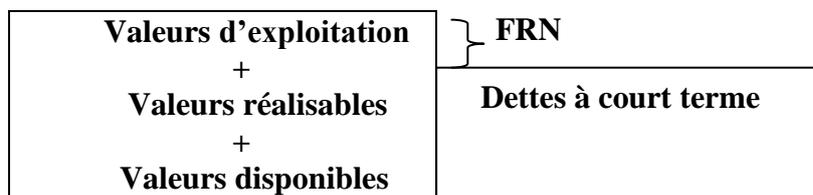
Le fonds de roulement net est généralement calculé par le haut du bilan, mais il peut aussi être calculé par le bas du bilan.

Selon la seconde formule, le FRN est calculé comme suit :

$$\text{FRN} = (\text{VE} + \text{VR} + \text{VD}) - \text{DCT}$$

Cette formulation met l'accent sur l'ajustement entre les emplois cycliques et les dettes à court terme ainsi que le suggère le schéma ci-dessous.

Schéma n°3 : Détermination du FRN par le bas du bilan



Source : établi par nous-mêmes

1.2 Interprétation du fonds de roulement net

On peut ressortir trois cas différent de FRN¹ :

FRN > 0 → Capitaux permanents > Valeurs immobilisées

Cette situation indique que l'entreprise est en équilibre financier à long terme, c'est à dire les ressources stables financent en intégralité les emplois durables et une partie des emplois cycliques.

Un FRN positif reflète une bonne situation financière de l'entreprise, et donc elle assure un équilibre financier à long terme. Mais un FRN jugé très élevé, il est préférable pour les décideurs de prendre certaines décisions comme par exemple :

- Le lancement de nouveaux investissements ;
- Le remboursement d'une partie des dettes.

FRN = 0 → Capitaux permanents = Valeurs immobilisées

Dans ce cas, l'entreprise réalise un équilibre financier minimum. Ici, les ressources stables couvrent les emplois durables sans qu'un excédent ne soit généré, ainsi que les emplois cycliques couvrent la totalité des dettes à court terme.

FRN < 0 → Capitaux permanents < valeurs immobilisées

Dans cette situation, les capitaux permanents ne représentent pas un montant suffisant pour financer l'intégralité des immobilisations, dans une seconde expression, le montant des emplois cycliques laisse prévoir des recettes à court terme insuffisante pour rembourser l'ensemble des dettes à court terme, ceci indique un déséquilibre à long terme et l'absence

¹ ÉTIENNE G, HARB, VERYZHENKO Iryna, MASSET Astrid et MURAT Philippe, op, cit, p67

d'une marge de sécurité et par conséquent, l'entreprise utilise les dettes à court terme pour financer une partie de ses besoins permanents.

Afin d'apporter des mesures correctives à cette situation plusieurs décisions peuvent être prises, entre autre nous pouvons citer :

- L'augmentation des capitaux permanents (l'ouverture du capital, faire appel à l'endettement à long terme ...)
- La cession des immobilisations incorporelles inutiles.

1.3 Évolution du FRN

Un FRN est nécessaire dans la plupart des entreprises. Selon une analyse dynamique, il est donc important pour l'entreprise de suivre l'évolution de son FR sur plusieurs exercices :

Tableau n°6 : Evolution du FR

VARIATION	ORIGINES	EFFETS
AUGMENTATION DU FONDS DE ROULEMENT	<ul style="list-style-type: none"> + Ressources durables - Emplois stables 	Amélioration de la situation financière à condition que l'augmentation du FR ne provienne pas uniquement d'un endettement à LT.
DIMINUTION DU FONDS DE ROULEMENT	<ul style="list-style-type: none"> + Emplois stables - Ressources durables 	Diminution de la marge de sécurité, mais elle peut être la conséquence de financement d'investissements rentables.
FONDS DE ROULEMENT IDENTIQUE	Stabilité des ressources durables et des emplois stable	<ul style="list-style-type: none"> ● Stagnation temporaire de l'entreprise ● ralentissement prolongé de croissance

Source : GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, gestion et analyse financière, DUNOD, paris 1994, p61

Le fonds de roulement net (FRN) permet de mettre en évidence la politique de financement des investissements nécessaire à l'activité de l'entreprise.

Les décisions financières majeures sont présentes dans le cadre de la gestion financière à long terme. Elles sont le plus souvent irréversibles et concernent l'allocation des ressources stables, en fonction du plan stratégique et de financement qui en découle.

De ce fait, avant d'opter pour quelconque décision, les dirigeants doivent étudier au préalable la situation financière de l'entreprise en procédant à l'analyse de l'équilibre financier à long terme, ce qui leur permet de savoir si leur entreprise est solvable d'une part et de savoir si les ressources à long terme peuvent financer les emplois stables d'autre part.

Ce type d'analyse permet d'aider les dirigeants à prendre les bonnes décisions en termes de choix d'investissement ou de financement.

2. besoin en fonds de roulement (BFR)

Les opérations d'exploitation entraînent la formation de besoins de financement, mais elles permettent aussi la constitution de moyens de financement. La confrontation globale de ces besoins et de ces moyens de financement permet de dégager un « besoin de financement induit par le cycle d'exploitation » ou « besoin en fonds de roulement » (BFR).

Les besoins de financement entraînés par le cycle d'exploitation, correspondent aux avances de fonds que l'entreprise est contrainte d'effectuer pour constituer ses stocks et pour accorder des délais de paiement à ses partenaires débiteurs.

Une entreprise de distribution accumule des marchandises afin de les mettre à disposition de ses clients. De même pour une entreprise qui exerce une activité de production, elle doit accumuler des matières premières, des produits finis, semi-finis et en cours. Dans ce cas, l'entreprise effectue une avance de fonds, elle « gèle » des liquidités pour constituer son stock, elle est donc confrontée à un besoin de financement du stock.

De même, lorsqu'elle accorde des délais de règlements à certains de ses partenaires, notamment aux clients, l'entreprise accumule des créances. Ces dernières constituent certes un « avoir », mais elles représentent aussi un gel momentané de liquidités. Cette accumulation de créances suscite également un gel de liquidités et donc un besoin de financement pour l'entreprise.

En revanche, l'activité engendre des moyens de financement liés au cycle d'exploitation, chaque fois que l'entreprise obtient de ses créanciers des délais de règlement. Ces délais de règlement permettent à cette dernière de bénéficier des apports de ses partenaires sans décaissement immédiat et s'analysent donc comme des moyens de financement. Le crédit accordé par les fournisseurs apparaît à cet égard comme la forme la plus typique de ressource cyclique.¹

2.1 Mode de calcul

On peut dès lors formuler comme suit le besoin en fonds de roulement (BFR) :

$$\text{BFR} = (\text{VE} + \text{VR}) - \text{DCT}$$

Le calcul du BFR se schématise comme suit :

Schéma n°4 : détermination du BFR

VALEURS D'EXPLOITATIONS (VE) + VALEURS REALISABLES (VR)	DETTES A COURT TERME (DCT)
	BFR (+)

Source : Etabli par nous-mêmes

On peut distinguer le BFR d'exploitation (BFRE, ou BFE pour « besoin en financement d'exploitation ») et BFR hors exploitation (BFRHE), car certains éléments de l'équation précédente ne sont pas directement liés à l'exploitation².

2.1.1 Besoins de fonds de roulement d'exploitation (BFRE)

Ils sont issus du cycle d'exploitation et proviennent de la différence entre les besoins de financement d'exploitation (actifs circulants d'exploitation) et les ressources d'exploitation (passifs circulants d'exploitation).

¹ COHEN Elie, op, cit, p132.

² RIVET Alain, Gestion financière, Edition Ellipses, Paris, 2003, pp29-30.

- Besoins d'exploitation ce sont :

- . Les stocks
- . Comptes clients et effets à recevoir,
- . Effets escomptés non-échus,
- . TVA déductible sur achat,
- . Avances et acomptes au personnel,
- . Avances et acomptes versés sur commandes d'exploitation,
- . Charges constatées d'avance relative à l'exploitation.

- Ressources d'exploitation

On les nomme également dettes d'exploitation :

- . Fournisseurs et effets à payer (liés aux achats et non financiers),
- . TVA à payer,
- . Dettes sociales et fiscales (hormis l'impôt sur les bénéfices),
- . Avances et acomptes reçus sur commandes en cours,
- . Produits constatés d'avances relatifs à l'exploitation.

On en déduit :

$$\mathbf{BFRE = Besoins d'exploitation - ressources d'exploitation}$$

2.1.2 Besoins de fonds de roulement hors exploitation (BFRHE)

Ce sont les autres composantes des créances et des dettes non financières. En distinguant les besoins (actifs circulants hors exploitation) des ressources (passifs circulants hors exploitation), on obtient :

- Besoins hors exploitation

Ils sont souvent assimilés aux créances diverses :

- . Autres débiteurs,
- . Acomptes d'impôt sur bénéfices,
- . Associés : capital souscrit appelé non versé,
- . Sociétés apparentées,
- . Charges constatés d'avances hors exploitation,
- . Valeurs mobilières de placement non rapidement transformables en liquidités.

- Ressources hors exploitation

Ils sont souvent regroupés dans la rubrique dettes diverses :

- . Autres créditeurs,
- . Dettes fiscales (impôt sur les bénéfices),
- . Associés, sociétés apparentées,
- . Produits constatés d'avances hors exploitation.

On peut ainsi déduire :

BFRHE = Besoins hors exploitation - ressources hors exploitation

2.2 Interprétation de Besoin en Fonds de Roulement

On peut ressortir trois cas différents¹ :

$$\mathbf{BFR > 0 \rightarrow VE + VR > DCT}$$

Cette situation indique que l'entreprise est en équilibre financier, les emplois d'exploitation sont supérieurs aux ressources de la même nature. L'entreprise doit alors financer ses besoins à court terme soit par son fonds de roulement soit par des dettes financières à court terme (concours bancaires courants c'est-à-dire des découverts bancaires).

Dans une analyse statique, l'entreprise réalise un équilibre financier à court terme sauf si le BFR dégagé est couvert par le FR, ce qui est donc un signe d'une bonne gestion.

Part contre, dans une analyse dynamique, il faut procéder à l'étude de l'évolution du BFR d'une année à une autre car ses éléments évoluent proportionnellement à l'activité.

$$\mathbf{BFR = 0 \rightarrow VE + VR = DCT}$$

Dans ce cas, l'entreprise a réalisé un équilibre financier minimum à court terme. Les ressources d'exploitation permettent de couvrir les emplois en intégralité. L'entreprise n'a aucun besoin à financer mais elle ne dispose d'aucun excédent financier

$$\mathbf{BFR < 0 \rightarrow VE + VR < DCT}$$

Dans ce cas, l'entreprise est en déséquilibre financier à court terme, les ressources d'exploitation sont supérieures aux besoins d'exploitation. Il correspond à un excédent de ressources qui va permettre d'alimenter la trésorerie nette de l'entreprise.

Ce déséquilibre est dû à un ralentissement de l'activité économique de l'entreprise. Pour remédier à cette situation, on doit agir soit sur les dettes à court terme en diminuant les achats à crédit et en remboursant les dettes fournisseurs soit sur les valeurs d'exploitation en augmentant ou en relançant la production, soit sur les valeurs réalisables en augmentant les ventes à crédit.

¹ÉTIENNE G, HARB, VERYZHENKO Iryna, MASSET Astrid et MURAT Philippe, op, cit, p69.

3. La trésorerie nette (TN)

Cette notion est très importante puisqu'il est indispensable pour l'entreprise de disposer d'un niveau de disponibilité suffisant pour payer ses dettes à bonne date et ce, compte tenu de son cycle d'activité, de ses variations saisonnières éventuelles et des délais de paiement qu'elle consent à sa clientèle.

La trésorerie résulte de la différence entre les actifs de trésorerie, c'est-à-dire les disponibilités, et les passifs de trésorerie, c'est-à-dire les dettes financières les plus rapidement exigibles (concours bancaire courants et soldes créditeurs de banque).

Cependant, à partir de la relation d'équilibre du bilan, la TN se déduit de l'écart entre le FR et le BFR.

3.1 Mode de calcul

On peut calculer la TN selon deux formules¹ :

1^{er} formule :

$$\text{TN} = \text{FR} - \text{BFR}$$

2^{ème} formule :

$$\text{TN} = \text{Valeurs disponibles} - \text{Trésorerie passive}$$

On note que :

- Les valeurs disponibles sont constituées de : caisse, banque, effets escomptés échus, les valeurs mobilières de placements (VMP) ;
- La trésorerie passive est constituée de : concours bancaires.

¹ COHEN Elie, op, cit, p134.

3.2 Interprétation de la trésorerie nette

$TN > 0 \rightarrow$ Trésorerie active $>$ Trésorerie passive

Une trésorerie positive indique une situation financière équilibrée à très court terme. Dans ce cas, la situation traduit une aisance de la trésorerie car l'entreprise dispose d'un surplus de liquidité qui lui permettra de rembourser les dettes financière à court terme.

$TN < 0 \rightarrow$ Trésorerie active $<$ Trésorerie passive

Cette situation de trésorerie négative reflète une situation critique car l'entreprise est dépendante de ses ressources financière à court terme, c'est-à-dire, les liquidités dont elle dispose ne suffisent pas pour rembourser les dettes à court terme.

3.3 La variation de la TN

La valeur de la TN dépend de la valeur du FR et du BFR, on peut distinguer trois cas¹ :

$TN > 0 \rightarrow FR > BFR$, trois cas sont possibles :

FR(+) et BFR(+) :

L'activité dégage un besoin de financement, lequel est pleinement assuré par des ressources à long terme. La situation de l'entreprise est très bonne puisqu'elle dispose même d'un matelas de ressources à long terme supplémentaires. Cependant, la trésorerie ne devrait pas être trop importante sauf en phase de pré-investissement, car cela traduit une mauvaise gestion.

FR(+) et BFR(-) :

L'activité dégage un excédent de ressources à court terme, s'ajoutant à un excédent de ressources à long terme pour constituer une trésorerie importante. Une telle situation se justifie si elle est temporaire. En effet, en cas contraire, l'entreprise aurait tout intérêt à réduire son endettement.

FR(-) et BFR(-) :

L'entreprise finance en partie ses actifs à long terme par un excédent de ressources à court terme dégagé par l'activité. Le reste de cet excédent constitue la trésorerie de l'entreprise.

¹ COHEN Elie, Analyse financière, 4^{iem} éd, Edition ECONOMICA, Paris, 1997, pp288-290.

Cette situation est délicate dans la mesure où des ressources à court terme financent en partie des actifs à long terme. Elle suppose notamment une bonne entente avec les banquiers. Il y a un léger risque d'insolvabilité (de non règlement d'une échéance à court terme) si la trésorerie devient trop faible.

$$TN = 0 \rightarrow FR = BFR$$

Dans ce cas, l'entreprise réalise un équilibre financier idéal, c'est le cas le plus favorable dont l'entreprise doit s'assurer que le fonds de roulement couvre complètement le besoin en fonds de roulement.

$TN < 0 \rightarrow FR < BFR$, trois cas sont possibles :

FR(+) et BFR(+) :

Le besoin de ressources dégagé par l'activité est satisfait par les ressources stables et par les concours bancaires. Cette situation est tout à fait viable durablement, cependant les concours bancaires étant souvent plus coûteux que les dettes à long terme, dans ce cas, l'entreprise a intérêt à rétablir une trésorerie positive en transformant ses emprunts à court terme en dettes à long terme.

FR(-) et BFR(+) :

Les concours bancaires financent à la fois une partie des actifs immobilisés et le besoin de financement dégagé par l'activité. Cette situation est dangereuse et doit normalement être régularisée par l'emploi de ressources stables (financement propre ou dettes à long terme) à la place des concours bancaires de trésorerie. Le risque d'insolvabilité est élevé.

FR(-) et BFR(-) :

L'entreprise finance en partie son actif immobilisé par un excédent de ressources à court terme dégagé par l'activité et par un concours bancaires de trésorerie. Cette situation est délicate dans la mesure où des ressources à court terme financent en partie des emplois à long terme.

Cette analyse est très importante car toutes les opérations réalisées par l'entreprise se traduisent par une entrée et une sortie de fonds, qu'il s'agisse d'opérations d'exploitation, d'investissement ou de financement. Elle permet de prévoir les conséquences des décisions

administratives sur la santé financière de l'entreprise et donne des réponses aux groupes intéressés par la situation financière de l'entreprise.

Section 2 : L'analyse par les soldes intermédiaires de gestion (SIG) et la capacité d'auto financement (CAF)

L'analyse de l'activité de l'entreprise repose, entre autres, sur l'étude de la formation du résultat de l'exercice. Pour cela, au lieu de se contenter de tirer le solde du compte de résultat de l'exercice par comparaison de la totalité des produits et des charges, il convient de calculer les soldes intermédiaires de gestion (SIG) qui font apparaître des étapes dans la formation du résultat. Cela permet par exemple, de mettre en évidence les causes d'évolution du résultat d'un exercice à l'autre, ou bien de comparer les structures de résultat de plusieurs entreprises d'un même secteur d'activité.

L'étude du compte de résultat permet aussi de déterminer la capacité d'autofinancement (CAF) qui est un indicateur qui présente le surplus monétaire dégagé par l'activité de l'entreprise.

1. Les soldes intermédiaires de gestion

A l'aide des SIG, il est possible d'évaluer les conséquences des décisions de gestion dans un contexte économique donné (celui de l'entreprise étudiée) et de comparer les performances de cette dernière avec celles de son secteur.

1.1. Définition des soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Le tableau des SIG constitue un instrument de gestion et d'analyse financière précieux pour les entreprises en ce qui concerne l'origine de la formation du résultat. Il retrace d'une manière détaillée les étapes de réalisation du résultat de l'entreprise.¹

L'étude des SIG permet :

- La compréhension de la formation du résultat ;
- De suivre dans le temps et dans l'espace l'évolution de la performance et la rentabilité de l'activité de l'entreprise.

¹ GRANDGUILLOT Béatrice et GRANDGUILLOT Francis , Finance, édition Gualino, Paris, 2010, p3

1.2. Calcul des soldes intermédiaires de gestion

Le calcul des soldes intermédiaires de gestion se fait en plusieurs étapes : chiffre d'affaires, la marge commerciale, la production de l'exercice, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation, le résultat d'exploitation, le résultat courant avant impôt, le résultat exceptionnel et le résultat net.

1.2.1 Chiffre d'affaires (CA)

Le chiffre d'affaires traduit le volume des affaires réalisées avec les tiers à l'occasion de l'activité économique. Il représente le premier compte à calculer, il nous renseigne sur la vocation de l'entreprise et les sources de création du chiffre d'affaires.

Dans une entreprise à double vocation, le chiffre d'affaires réalisé par la production vendue doit être important en comparaison avec celui réalisé par les ventes de marchandises.

C'est le premier indicateur qui intéresse les partenaires tant financiers que commerciaux. Il est à l'origine des résultats dégagés par l'entreprise.

Toutefois, l'importance du chiffre d'affaires n'est pas toujours synonyme de rentabilité. Cette dernière doit être analysée en approfondissant l'analyse à travers les autres indicateurs du tableau de formation des résultats.

Pour l'analyste financier, il doit :

- Etudier les évolutions prévisionnelles du chiffre d'affaires ;
- Expliquer les variations de ce chiffre d'affaires ;
- Préciser son origine.

Le chiffre d'affaires se calcul comme suit :

Tableau n°7 : Calcul du chiffre d'affaires (CA)

DESIGNATIONS	MONTANTS
Ventes de marchandises	
+ Productions vendus	
+ Prestations de services	
= Chiffre d'affaires (CA)	

Source : MOUSSI.N, cours analyse et diagnostic financier, 3ièm année, comptabilité et audit, FSECG, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2013.

1.2.2 La marge commerciale

La marge commerciale, appelée encore marge brute, concerne uniquement les entreprises commerciales ou celles ayant une activité commerciale. Elle mesure les ressources d'exploitation de l'entreprise. C'est un indicateur permettant de suivre l'évolution d'une politique commerciale. Elle peut être calculée par ligne de produits afin d'analyser la contribution de chacune à la formation de la marge commerciale globale de l'entreprise.¹

La marge commerciale résulte de la différence entre les ventes de marchandises et le coût d'achat des marchandises vendues. Ce solde est typique aux entreprises commerciales ou à double vocation (mixte).

Dans une entreprise mixte, ce solde doit être positif car l'activité commerciale est lancée pour soutenir l'activité de base.

Nous pouvons calculer la marge commerciale de la manière suivante :

Tableau n°8 : Calcul de la marge commerciale

DESIGNATION	CHARGES	PRODUITS
Vente des marchandises		
(-) Coût d'achat des marchandises vendues :		
* achat de marchandises vendues		
* variation de stock de marchandises		
= Marge commerciale		

Source : DUPLAT Claude-Annie, analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise, Edition vuibert, 2004, p88

1.2.3 Production de l'exercice

La notion de production est réservée aux entreprises ayant une activité de fabrication et de transformation de biens et de services.

C'est un concept mieux adapté que celui du chiffre d'affaires. Il permet, surtout pour les entreprises à cycle de production long de faire apparaître, en plus de ce qui a été produit et

¹ GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, Analyse financière, 20^{ième} éd, Edition Gualino, Paris, 2016, p61

vendu, ce qui a été stocké, ainsi que ce qui a été immobilisé pour les utilisations propres de l'entreprise.¹

Ce solde prend en considération l'ensemble des biens et services produits par une entreprise industrielle ou commerciale durant un exercice donné, quelque soit leur destination : ventes, stocks ou immobilisations.

Le mode de calcul est le suivant :

Tableau n°9 : Calcul de la production de l'exercice

DESIGNATIONS	CHARGES	PRODUITS
Productions vendus		
+ production stockée		
+ production immobilisée		
= Productions de l'exercice		

Source : MELYON Gérard, gestion financière 4^{ième} éd, Edition BREAL, France, 2007, p103

1.2.4 La valeur ajoutée

La valeur ajoutée est la somme de la marge commerciale et de la production de l'exercice, de laquelle sont retirées les consommations en provenance des tiers (fournisseurs, transport, énergie, prestataires, etc.). C'est la richesse générée par l'activité de l'entreprise.

Cet indicateur représente l'effet métier ou le savoir-faire de l'entreprise. La création de valeur ajoutée est une nécessité pour l'entreprise si elle veut être compétitive et gagner des parts de marché. Et c'est en mobilisant des moyens techniques, des ressources naturelles et des compétences humaines que l'entreprise crée de la valeur.²

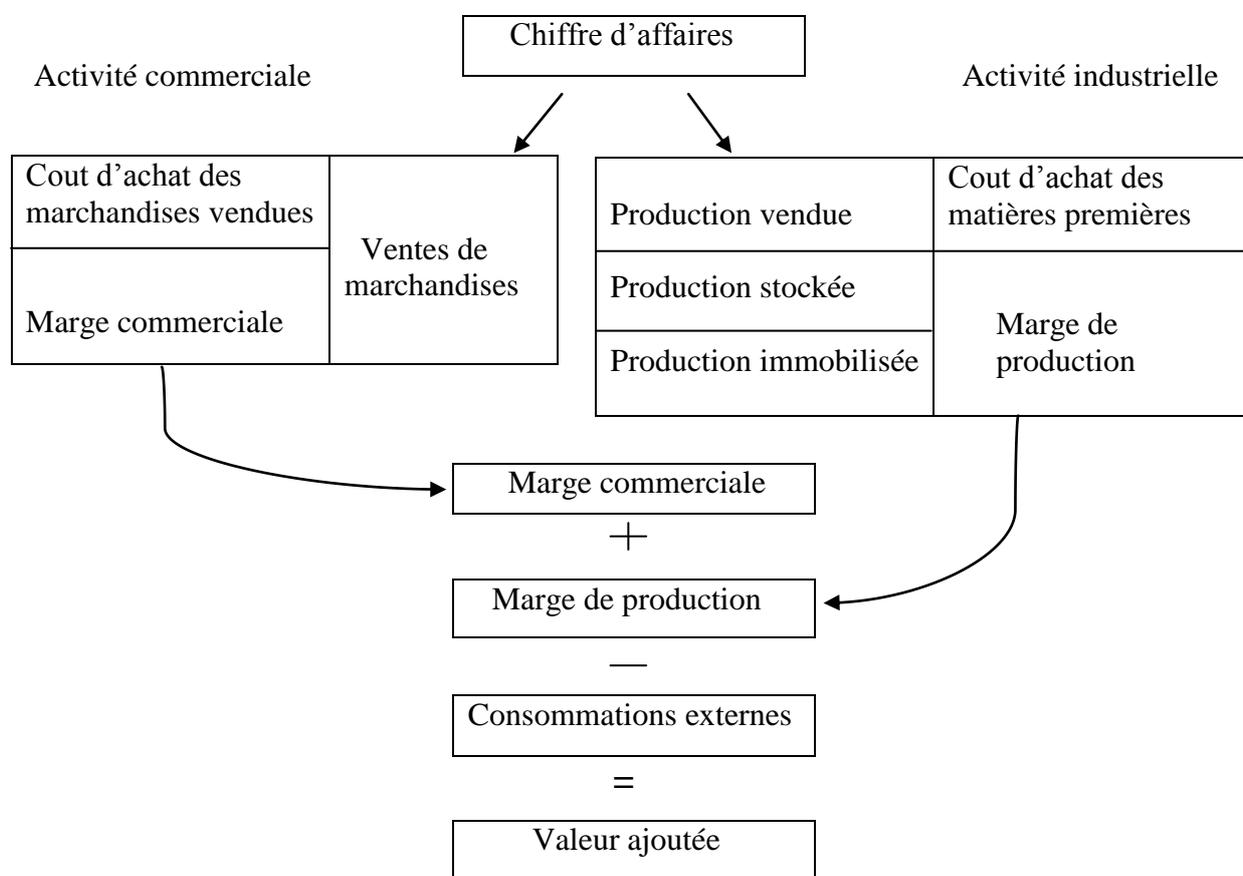
C'est un bon indicateur de la rentabilité potentielle de l'entreprise, puisque c'est de la valeur ajoutée que découle l'ensemble des indicateurs de rentabilité au niveau de l'état des soldes de gestion.

En fait, la valeur ajoutée retraduit la constitution des marges dans une entreprise comme le montre le schéma suivant :

¹ GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, Analyse financière, 13^{ième} éd, Edition Gualino, 2016, p41.

²ÉTIENNE G, HARB, VERYZHENKO Iryna, MASSET Astrid et MURAT Philippe, op, cit, p31.

Schéma n°5 : la constitution des marges pour déterminer la valeur ajoutée



Source : Alain Coulaud, diagnostic financier et évaluation financière de l'entreprise, édition demos, Paris, p20.

La valeur ajoutée se calcule comme suit :

Tableau n°10 : Calcul de la VA

DESIGNATION	CHARGES	PRODUITS
(+/-) Marge commerciale		
(+) production de l'exercice		
(-) consommation en provenance des tiers :		
* achat stocké de matière première		
* achat non stocké de matière première		
* variation de stock de MP		
* services extérieurs		
* achat de sous-traitance		
= Valeur ajoutée (VA)		

Source : BERNET-ROLLANDE Luc, pratique de l'analyse financière, Edition DUNOD, paris, 2009, p146

La formation du résultat, qu'il soit positif ou négatif, est due à de multiples facteurs. Nous avons étudié précédemment la prise en compte des ventes, de la production et des achats, consommation et charges externes qui conduisent à la valeur ajoutée.

Nous allons maintenant étudier l'incidence des autres produits et charges qui permettent de déterminer le résultat en étudiant et analysant les autres étapes que sont l'excédent brut d'exploitation, le résultat d'exploitation, résultat courant avant impôt, le résultat exceptionnel et le résultat net.

1.2.5 Excédent brut d'exploitation

Il est certainement le solde le plus important dans l'analyse de la performance économique car il mesure la rentabilité de l'activité indépendamment des éléments exceptionnels, éléments financiers et fiscaux que peut subir l'entreprise.¹

Il est la véritable ressource née de l'exploitation et représente le surplus économique dégagé par les seules opérations d'exploitation.

L'excédent brut d'exploitation se calcule comme suit :

Tableau n°11 : Calcul de l'excédent brut d'exploitation (EBE)

DESIGNATIONS	CHARGES	PRODUITS
Valeur ajoutée		
+ Subventions d'exploitation		
- Frais de personnel		
- Impôts et taxes		
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	(-) IBE	(+) EBE

Source : NIPPERT Anne, Finance d'entreprise, Edition Gualino, Paris, 2009 p93

1.2.6 Résultat d'exploitation hors produits et charges financières

Il traduit la performance économique de l'établissement indépendamment de sa politique de financement et du régime d'imposition des bénéficiaires. Il donne une indication sur la capacité

¹ NIPPERT Anne, op, cit, p94

de l'entreprise à pouvoir rémunérer les apporteurs de capitaux (intérêts sur emprunt et dividendes), il peut être très enrichissant d'y accorder une plus grande importance.¹

Il se calcule comme suit :

Tableau n°12 : Calcul du résultat d'exploitation hors produits et charges financières

DESIGNATIONS	CHARGES	PRODUITS
EBE / IBE		
+ Reprises sur amortissements et provisions		
+ Produits de gestion courante		
+ Transferts de charges d'exploitation		
- Charges de gestion courante		
- Dotations aux amortissements		
= Résultat d'exploitation hors produits et charges financières		

Source : GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, 13^{ième} éd, op, cit, p48.

1.2.7 Résultat courant avant impôt

Le résultat courant met en lumière la performance globale (industrielle, commerciale et financière) hors fiscalité de l'entreprise dans le cadre de ses activités courantes puisqu'il prend en compte l'ensemble des produits et des charges hors opérations exceptionnelles.

Il se différencie souvent sensiblement du résultat d'exploitation dans beaucoup d'entreprises dont la structure est, soit très solide avec des excédents constants de trésorerie, soit très fragile avec un endettement très lourd notamment à court terme.²

Il traduit donc :

- la qualité de la gestion financière de l'entreprise à des fins stratégiques (participations, emprunts à long terme...);
- les rendements de sa gestion de trésorerie et de financement à court terme du cycle d'exploitation.

Il se calcule comme suit :

¹ NIPPERT Anne, op, cit, p96.

² BERNET-ROLLANDE Luc, op, cit, p157

Tableau n°13 : Calcul du résultat avant impôt

DESIGNATION	CHARGES	PRODUITS
Résultat d'exploitation hors produits et charges financières		
(+) Produits financiers		
(-) Charges financières		
(+) quotes-parts de résultat sur opérations faites en communs		
= Résultat courant avant impôt		

Source : MELYON Gérard, op, cit, p104

1.2.8 Résultat exceptionnel

Puisque le résultat est exceptionnel, les opérations prises en compte pour établir ce solde sont par essence non reproductibles, le résultat exceptionnel est donc très fluctuant, il ne peut être utilisé pour une étude prospective.

On isole en général les éléments ayant trait à des opérations dites en capital (plus ou moins values sur cession d'actifs).¹

L'analyse du résultat exceptionnel doit faire l'objet d'une étude attentive pour plusieurs raisons :

- Il peut sensiblement modifier le résultat net et, donc si l'on n'y prend pas garde, fausser l'étude de la performance de l'activité de l'entreprise.
- Il convient d'étudier de près les résultats obtenus sur les cessions d'immobilisations : des pertes récurrentes sur cession peuvent dénoter des amortissements insuffisants, une mauvaise politique d'investissement ou encore un mauvais entretien des équipements.

¹BERNET-ROLLANDE Luc, op, cit, p159

Tableau n° 14 : Calcul du résultat exceptionnel

DESIGNATION	PRODUITS	CHARGES
Produits exceptionnels		
(-) Charges exceptionnelles		
= Résultat exceptionnel		

Source : Elaboré par nous-mêmes.

1. 2.9 Résultat net

C'est le résultat net tel qu'il figure au bas du compte de résultat ainsi qu'au passif du bilan avant répartition.

Le résultat net est obtenu en rajoutant ou en retranchant le résultat exceptionnel au résultat courant avant impôt et en déduisant la participation des salariés aux fruits de l'exercice et l'IBS. Il intéresse tous particulièrement la direction car c'est une ressource de financement de l'entreprise (politique de mise en réserve) et les actionnaires qui eux y voient une source de revenu (distribution des dividendes).

Le résultat renseigne sur la rentabilité générale de l'entreprise, il sert à rémunérer les actionnaires ou à enrichir l'entreprise.¹

Il se calcule comme suit :

Tableau n°15 : Calcul du résultat net

DESIGNATIONS	CHARGES	PRODUITS
Résultat courant avant impôt		
+/- Résultat exceptionnel		
- Participation des salaires au résultat de l'exercice		
- IBS		
= Résultat net		

Source : COULAUD Alain, op, cit, p15

¹ GUYVARC'H, Annaïck, op, cit, p14.

2. capacité d'autofinancement (CAF)

La Capacité d'autofinancement, fait partie des indicateurs de performance de l'entreprise couramment utilisés pour analyser et évaluer une entreprise. La qualité des informations qu'elle apporte sur la possibilité d'investissement d'une entreprise en font un indicateur régulièrement suivi par les dirigeants d'entreprise, leurs partenaires financiers et les actionnaires.

2.1 Définition de la CAF

La capacité d'autofinancement est une ressource durable interne de financement générée par l'activité de l'entreprise pour un exercice, restant à disposition de l'entreprise lorsque tous les produits auront été encaissés et les charges décaissées.

Elle traduit l'aptitude de l'entreprise à rémunérer les associés, à investir, à rembourser les emprunts, à constituer et à renforcer la marge de sécurité financière, à couvrir les pertes probables et les risques, sans faire appel à des ressources externes.¹

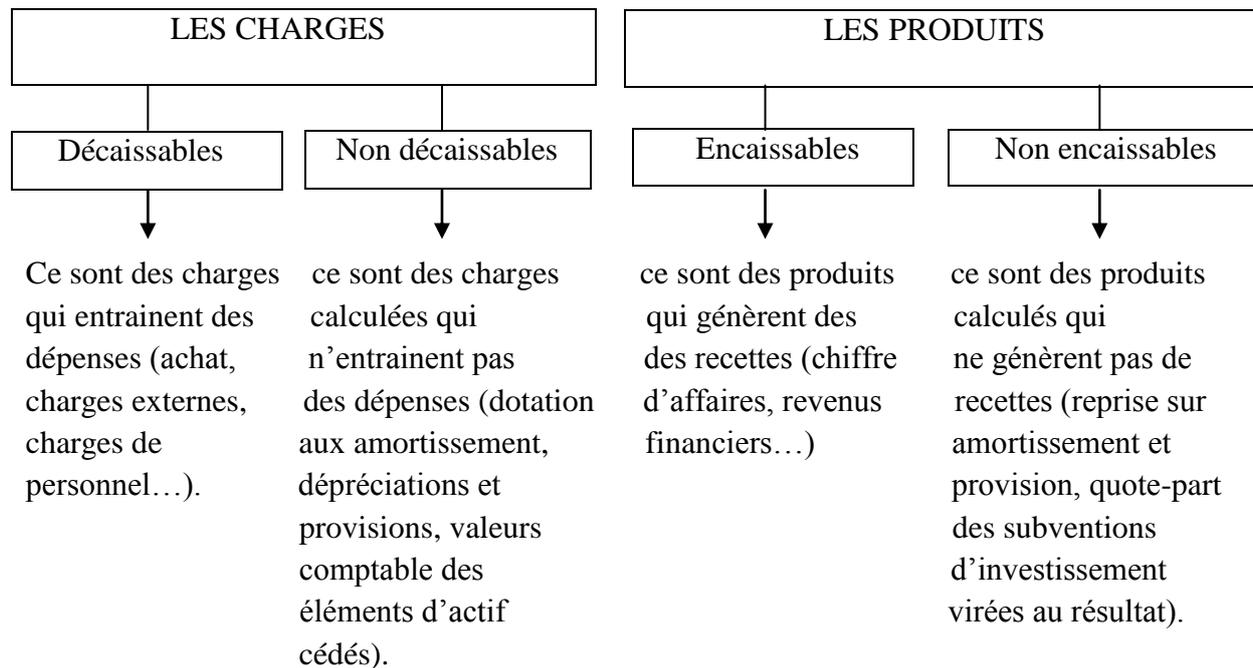
La capacité d'autofinancement mesure la capacité de développement de l'entreprise, son degré d'indépendance financière et donc son potentiel d'endettement.

2.2 Calcul de la CAF

La capacité d'autofinancement se calcule à partir du résultat, elle correspond à la différence entre les produits encaissables et les charges décaissables. Il est important de distinguer les charges décaissables des charges non décaissables et les produits encaissables des produits non encaissables comme le montre le schéma suivant :

¹ GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, 13^{ième} éd, op, cit, p61

Schéma n°6 : classement des produits et charges selon leur conséquence sur la trésorerie



Source : GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, 13^{ième} éd, op, cit, p62

La capacité d'autofinancement se calcule selon deux méthodes :

- La méthode soustractive : explique la formation de la capacité d'autofinancement à partir de l'excédent brut d'exploitation (EBE) ou insuffisance brut d'exploitation (EBE).

<p>Excédent brut d'exploitation(ou insuffisance brut d'exploitation)</p> <p>+ Transfert de charges (d'exploitation)</p> <p>+ Autres produits (d'exploitation)</p> <p>- Autres charges (d'exploitation)</p> <p>+/- Quote-part de résultat sur opérations faites en communs</p> <p>+ Produits financiers (a)</p> <p>- Charges financières (b)</p> <p>+ Produits exceptionnels (c)</p> <p>- Charges exceptionnelles (d)</p> <p>- Participation des salariés aux fruits de l'exercice</p> <p>- Impôt sur les bénéfices</p> <p>= Capacité d'autofinancement</p>
--

(a) Sauf reprise sur amortissement, dépréciation et provisions

(b) Sauf dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financiers.

(c) Sauf : - Produits de cessions des immobilisations ;

- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice ;

- Reprise sur dépréciations et provisions exceptionnelles.

(d) Sauf : - Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés ;

- Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions exceptionnelles.

Source : CHAMBOST Isabelle et CUYAUBERE Thierry, gestion financière, 3^{ième} éd, Edition Dunod, paris, 2006, p34

- La méthode additive :

En pratique, un calcul plus rapide de la capacité d'autofinancement s'opère à partir du résultat net de l'exercice.

Résultat net de l'exercice
+ Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions
- Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions
+ Valeur comptables des éléments d'actifs cédés
- Produits des cessions d'éléments d'actifs immobilisés
- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice
= Capacité d'autofinancement

Source : CHAMBOST Isabelle et CUYAUBERE Thierry, op, cit, p34

2.3 L'autofinancement

La CAF ne peut être affectée intégralement au financement du développement de l'entreprise. Ce surplus monétaire n'indique en effet que les possibilités d'autofinancement de l'entreprise pour un exercice déterminé car une partie de la CAF doit servir au paiement des dividendes pour rémunérer les apports des actionnaires.¹

L'enrichissement réel de l'entreprise se mesure par l'autofinancement.

Le montant de l'autofinancement est obtenu par la formule suivante :

$$\text{Autofinancement} = \text{CAF} - \text{distribution des dividendes}$$

L'autofinancement représente la richesse retenue par l'entreprise pour elle-même. Il constitue, par excellence, la ressource interne destinée à couvrir en tout ou partie les emplois de l'exercice. Cet enrichissement de l'entreprise se décompose habituellement en autofinancement de maintien et en autofinancement d'expansion.

- L'autofinancement de maintien permet de conserver le niveau des moyens de production en valeur de remplacement. Il comprend, outre les dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions, la hausse des prix liés à l'inflation.

- L'autofinancement d'expansion va au-delà de maintien car il permet à l'entreprise de financer une part de sa croissance (investissement en moyens plus important et plus

¹ MELYON Gérard, op, cit, pp137-139.

performant). Cet autofinancement résulte de certaines décisions de gestion (non distribution du bénéfice, réduction du bénéfice).

2.4 L'évolution de la CAF et de l'autofinancement

Plus la capacité d'autofinancement est élevée, plus l'entreprise est indépendante financièrement et plus elle pourra avoir recours aux emprunts en cas de besoins. Toutefois, un autofinancement excessif peut détourner les associés de l'entreprise par manque de distribution de dividendes. Par contre, une détérioration régulière de la CAF ou une CAF négative traduit une situation critique et une augmentation du risque financier.¹

Pour conclure, nous pouvons affirmer que l'analyse par les soldes intermédiaires de gestion est primordiale pour tout analyste intéressé par la rentabilité et la performance de la société. Toutefois, une bonne compréhension de la signification économique des différents soldes est indispensable pour apprécier la gestion de l'entreprise.

La capacité d'autofinancement est une grandeur représentant un double intérêt, pour le chef d'entreprise et pour les analystes extérieurs du fait qu'elle contribue au développement de l'entreprise.

La notion d'autofinancement est centrale en finance, elle constitue la ressource interne de l'entreprise sous forme d'un surplus monétaire potentiel utilisable pour financer des emplois.

Section 3 : L'analyse par la méthode des ratios

Ce sont des outils de comparaison qui visent à analyser la gestion, la rentabilité et la structure financière de l'entreprise. Les ratios contribuent à repérer rapidement les forces et faiblesses de l'entreprise. Il existe beaucoup de possibilités pour établir des ratios. On distingue les ratios de liquidité, les ratios de structure financière, les ratios d'activité et de gestion, les ratios de rentabilité, ratios de profitabilité et les ratios liés à la CAF. Pour leur donner du sens, ils sont toujours employés en comparaison avec les ratios des années précédentes de l'entreprise et les ratios du même secteur d'activité.

1. Définition

« Un ratio est un rapport entre deux grandeurs caractérisant la situation financière, le potentiel de l'activité de l'entreprise. L'exploitation du résultat ainsi obtenu permet de faciliter la tâche

¹ GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, 13^{ième} éd, op, cit, p65

de l'analyse financière. Le rapport entre les différentes masses servira de base à l'étude critique. Le ratio peut être examiné au travers de son évolution sur plusieurs années afin de déterminer la tendance et le choix fait par l'entreprise ».¹

2. Les principaux ratios

Il existe une multitude de choix des ratios. Cependant, une sélection rigoureuse doit être faite selon leur utilité, leur importance, les problèmes à résoudre et l'intérêt de l'analyste.

De ce fait, pour notre étude, nous avons choisi les ratios suivants :

- Ratios de structure
- Ratios de gestion
- Ratios d'activité
- Ratios de liquidité
- Ratios liés à la CAF

2.1 Ratios de structure

Les ratios de structure analysent principalement les grandes masses du haut du bilan. Ils expriment les conditions dans lesquelles l'entreprise assure son équilibre financier.

2.1.1 Ratios de financement des emplois stables

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Ressources stables}}{\text{Emplois stables}}$$

Ce ratio vérifie la règle de l'équilibre financier minimum. Lorsqu'il est Supérieur à 1, il indique que les ressources à plus d'un an couvrent les emplois à plus d'un an. Ce qui signifie un fonds de roulement positif.²

2.1.2 Ratio de solvabilité générale

La solvabilité s'apprécie dans l'optique d'une liquidation de l'entreprise. L'entreprise reste solvable lorsque le total de l'actif permet de couvrir l'ensemble des dettes¹.

¹ CHIHA. K, gestion et stratégie financière, 2^{ème} éd, Edition HOUMA , Alger, 2006, p40

²ÉTIENNE G, HARB, VERYZHENKO Iryna, MASSET Astrid et MURAT Philippe, op, cit, p75.

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Total de l'actif}}{\text{Total des dettes}}$$

Ce ratio doit être supérieur à 1 pour que l'entreprise soit jugée capable d'honorer ses engagements.

2.1.3 Ratio d'autonomie financière

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Total des dettes}}$$

Ce ratio exprime le degré d'indépendance financière de l'entreprise. En raison de son mode de calcul, il doit être supérieur à 1.²

2.1.4 Ratio de la capacité d'endettement

Il se calcul comme suit :

$$\frac{\text{Ressources propres}}{\text{DLMT}}$$

Ce ratio mesure le poids du financement assuré par les associés par rapport aux DLMT. Autrement dit, la part des ressources stables assurée par les associés.

Il est d'usage de considérer que les DLMT soient au plus égale aux ressources propres, autrement dit, en stricte orthodoxie financière, une entreprise dispose d'une capacité d'endettement dans la mesure où ce ratio est supérieur à 1.

Une variante du ratio consiste à comparer les ressources propres aux ressources stables, dans ce cas, on considère que les ressources propres doivent être au moins égale à 50% des ressources stables.³

¹ GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, 13^{ième} éd , op, cit, p146.

² Idem. p129.

³ BERNET-ROLLANDE Luc, op, cit, pp188-189.

2.2 Ratios de gestion

L'intérêt du calcul de ces ratios réside dans le fait que la connaissance des délais de rotation des actifs circulants permet d'associer, pour un niveau d'activité donné, des niveaux prévisibles d'en-cours stocks, clients ou fournisseurs.

Les ratios de gestion donnent de bonnes indications sur la qualité de la gestion des actifs circulants, sur leur liquidité et sur l'exigibilité des dettes d'exploitation. Leur analyse est totalement liée avec celle du besoin en fonds de roulement.

Trois types de ratios peuvent être calculés.

2.2.1 Ratio de rotation des stocks

- Rotation des stocks des entreprises commerciales

Il se calcule de la manière suivante :

$$\frac{\text{Stock moyen de marchandises}}{\text{Coût d'achat des marchandises vendues}} \times 360 \text{ j}$$

- Rotation des stocks des entreprises industrielles

Le calcul est le suivant :

$$\frac{\text{Stock moyen de matières premières}}{\text{Coût d'achat des matières premières consommées}} \times 360 \text{ j}$$

$$\frac{\text{Stocks moyen des produits finis}}{\text{Coût de production des produits vendus}} \times 360 \text{ j}$$

Ce ratio traduit la vitesse de rotation des stocks. Plus il est élevé, plus l'entreprise fait tourner rapidement ses stocks.

Il mesure la durée d'écoulement des stocks. Une augmentation de cette durée entraîne une augmentation du BFRE¹.

¹ ZAMBOTTO Christian et ZAMBOTTO Corinne, Gestio financière 8^{ième} éd, édition DUNOD, Paris, 2009, p54.

2.2.2 Ratio de délai de recouvrement des créances

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Créances clients}}{\text{Chiffre d'affaire (TTC)}} \times 360 \text{ j}$$

Ce ratio représente la durée moyenne du crédit clients accordée par l'entreprise à ses clients. Plus cette durée est importante, plus le besoin en fonds de roulement est élevé.

Les créances clients étant inscrites au bilan TVA incluse, il faut considérer le chiffre d'affaires toutes taxes incluses (CA TTC)¹.

2.2.3 Ratio de délai de remboursement des fournisseurs

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Dettes fournisseurs et comptes rattachés}}{\text{Achats (TTC)}} \times 360 \text{ j}$$

Il mesure la durée moyenne en jours du crédit obtenu par l'entreprise de la part de ses fournisseurs. Il doit être supérieur au ratio de crédit clients².

2.3 Ratios de liquidité

Ces ratios ont pour objectif de mesurer la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements à court terme. C'est une mesure de la solvabilité immédiate.

Ce critère, très suivi par les banques, est à surveiller, surtout en période d'encadrement du crédit.

On distingue trois ratios³ :

¹ CABANE Pierre, op, cit, p333.

² ZAMBOTTO Christian et ZAMBOTTO Corinne, op, cit, p54.

³ CABANE Pierre, op, cit, p335.

2.3.1 Ratio de liquidité générale

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Actif circulant}}{\text{Dettes à court terme}}$$

Ce ratio résume l'équilibre financier à court terme. Il mesure la capacité de l'entreprise à payer l'ensemble de ses dettes à court terme en utilisant ses actifs à court terme.

Plus le ratio est supérieur à 1, plus le besoin en fonds de roulement est élevé et plus les actifs circulants sont susceptibles de couvrir les dettes d'exploitation.

2.3.2 Ratio de liquidité restreinte (relative)

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Créances à moins d'un an + disponibilités}}{\text{Dettes à court terme}}$$

Il s'agit d'un ratio similaire au précédent, mais plus prudent puisqu'il exclut les stocks dont la liquidité est jugée incertaine.

2.3.3 Ratio de liquidité immédiate

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Disponibilités + Valeurs mobilières de placement}}{\text{Dettes à court terme}}$$

Il mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant les disponibilités.

2.4 Ratios d'activité

Ces ratios mesurent la profitabilité de l'entreprise et traduisent la productivité du chiffre d'affaires.

2.4.1 Ratio de la marge commerciale

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Chiffre d'affaires}} \times 100$$

La marge commerciale s'exprime en pourcentage du chiffre d'affaires pour mesurer son évolution. De plus, par comparaison avec le taux de marge commerciale moyen du secteur d'activité, l'entreprise peut se situer par rapport à ses concurrents¹.

Plus le taux de marge est élevé, plus l'activité commerciale est rentable. L'évolution de la marge commerciale provient de la variation de trois facteurs suivants :

- Chiffre d'affaires en volume et/ou en prix ;
- Prix d'achat ;
- Variation des stocks de marchandises (déstockage, sur stockage).

Le niveau de la marge commerciale traduit également le pouvoir de négociation de l'entreprise face à ses fournisseurs et auprès de ses clients.

2.4.2 Ratio de productivité

- Calcul :

$$\frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Chiffre d'affaires}}$$

Il mesure le taux d'intégration de l'entreprise dans le processus de production ainsi que le poids des charges externes. Plus le ratio est important et moins l'entreprise fait appel aux tiers et investissements².

2.4.3 Ratios de partage de la valeur ajoutée :

$$\text{- Facteur humain} = \frac{\text{Charges de personnel}}{\text{Valeur ajoutée}} \times 100$$

¹ GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, 13^{ième} éd , op, cit, pp40-41.

² Idem. p44.

Il mesure la part de la valeur ajoutée qui sert à rémunérer le travail des salariés.

$$\text{- Facteur capital} = \frac{\text{EBE}}{\text{Valeur ajoutée}} \times 100$$

Il mesure la part de la richesse créée qui sert à renouveler le capital investi.

2.5 Ratios de rentabilité

Les ratios de rentabilités permettent de comparer les résultats obtenus avec les moyens mis en œuvre. La rentabilité constitue une notion centrale dans la gestion et la finance d'entreprise.

On distingue¹ :

2.5.1 Rentabilité économique

Le calcul est le suivant :

$$\frac{\text{EBE}}{\text{Ressource stables}} \times 100$$

Ce ratio mesure l'aptitude de l'entreprise à rentabiliser ses ressources stables.

2.5.2 Rentabilité financière

Le calcul est le suivant :

$$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}} \times 100$$

Ce ratio mesure la rentabilité nette des moyens mis à la disposition de l'entreprise par les actionnaires.

2.6 Ratios liés à la CAF

La capacité d'autofinancement permet d'apprécier la capacité de remboursement, l'autofinancement et la rentabilité par rapport à l'activité de l'entreprise.

¹ AMELON, Jean-Louis, Gestion financière, op, cit, pp136 137.

2.6.1 La capacité de remboursement

- Calcul :

$$\frac{\text{Dettes financières}}{\text{CAF}}$$

Ce ratio permet d'appréhender la capacité de l'entreprise à générer des ressources suffisantes pour lui permettre de rembourser ponctuellement les emprunts à moyen ou à long terme qu'elle a contracté. On considère généralement que les dettes à moyen ou à long terme ne doivent pas dépasser 3 à 4 fois la capacité d'autofinancement, autrement dit, le ratio ne doit pas être supérieur à 3 ou 4.¹

2.6.2 Ratio d'autofinancement

L'autofinancement est la part de la valeur ajoutée qui revient à l'entreprise. Il est intéressant de mettre en rapport ces deux indicateurs et d'en apprécier l'évolution à partir du ratio suivant² :

$$\frac{\text{Autofinancement}}{\text{Valeur ajoutée}}$$

Il mesure la part de la valeur ajoutée consacrée à l'autofinancement. L'évolution positive de ce ratio dans le temps traduit une amélioration de l'indépendance financière de l'entreprise.

Pour conclure cette section, nous pouvons affirmer que les ratios constituent un outil permettant de trier et de sélectionner les informations en mettant en évidence les points clés de l'entreprise. Les ratios financiers servent simplement à mettre en évidence les résultats des décisions financières qui ont été prises ou qui le seront.

¹ BERNET-ROLLANDE Luc, op, cit, p189.

² GRANDGUILLOT Francis et Béatrice et, 13^{ième} éd , op, cit, p65.

Conclusion

L'analyse financière permet de doter l'entreprise d'un ensemble de techniques et mécanismes financiers qui lui permettent de connaître dans quelle mesure elle est assurée de maintenir ses équilibres financiers et de maintenir durablement son activité, et donc porter un jugement sur ses perspectives d'avenir.

Les outils de l'analyse financière permettent d'appréhender la situation économique et financière de l'entreprise. Cependant, les indicateurs de gestion utilisés pour réaliser l'analyse financière sont variés de façon à répondre aux attentes des différents utilisateurs.

Tout au long de ce chapitre, nous avons cherché à montrer les différents outils de l'analyse financière qui permettent d'apporter des éclairages aux utilisateurs sur la santé financière de l'entreprise et de leur faciliter la prise de décisions.

Dans ce chapitre, nous avons constaté ce qui suit :

- Les outils de l'analyse financière permettent d'apporter des informations pertinentes sur l'état de la structure patrimoniale de l'entreprise et d'apprécier son activité et sa rentabilité ;
- L'analyse financière en tant que moyen de management, semble donc s'imposer aux entreprises de façon impérative, dans la mesure où elle leur fournit les outils et instruments nécessaires à la prise de décision aussi bien opérationnelles que stratégiques (analyse de l'activité et de la rentabilité, équilibre financier, choix d'investissement, sources et mode de financement, etc.).

Dans le dernier chapitre consacré au cas de NAFTAL, nous allons mettre en pratique tous ces outils en vue d'éclairer les responsables sur les décisions financières à prendre.

CHAPITRE III : L'impact de l'analyse
financière sur la prise de décisions
au sein de NAFTAL: District COM
de TIZI OUZOU

Après avoir expliqué les bases de l'analyse financière et son importance sur la prise de décisions à travers les indicateurs financiers les plus utilisés dans l'analyse financière des états financiers, on va essayer de faire une projection de l'étude théorique sur l'entreprise. Pour cela, nous avons choisi le cas de l'entreprise NAFTAL : District COM de TIZI OUZOU.

Assurer une bonne exploitation, promouvoir et développer son activité de commercialisation et maintenir les infrastructures qui lui sont alliées, représentent les préoccupations majeures de NAFTAL.

Notre choix s'est porté sur NAFTAL (district COM de Tizi-Ouzou) en raison de la place qu'elle occupe dans le marché national et notamment la disponibilité des informations comptables au niveau de cette entreprise.

A travers ce chapitre, nous ferons part de la présentation de NAFTAL en général et du district COM de Tizi-Ouzou en particulier dans la première section. Dans la deuxième section nous allons mener une analyse financière à travers les équilibre financiers, les soldes intermédiaires de gestions et on va compléter l'analyse par l'étude de quelques ratios afin de déterminer son impact sur la prise de décisions.

Pour conclure, nous terminerons par des décisions à prendre pour améliorer la situation financière de l'entreprise.

Section 1: Présentation de l'entreprise NAFTAL

L'objectif de cette section est de présenter l'entreprise NAFTAL : District COM de Tizi-Ouzou où nous avons effectué notre stage pratique.

1. Historique

NAFTAL est une entreprise nationale de distribution et de commercialisation des produits pétroliers :

Sur le plan juridique, NAFTAL est une société par action (SPA) depuis le 18 avril 1998.

- La première restructuration a eu lieu en 1980 par le décret n° 80-101 du 06/04/1980 portant création de l'ERDP (Entreprise Nationale de Raffinage et la Distribution des Produits Pétroliers) chargée du raffinage des hydrocarbures liquides et la distribution des produits raffinés sur le territoire national.

- La deuxième restructuration s'est traduite par la modification du décret n° 80-101 du 06/04/1980 par le décret du 25/04/1987 portant création de l'entreprise nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers et dérivés, sous le sigle NAFTAL.

Le 18 avril 1998, NAFTAL est devenu société par action (spa), son capital social fixé à 6 650 000 000 de DA est détenu entièrement par SONATRACH, il est passé respectivement à 12 650 000 000 DA en août 2002, puis à 15 650 000 000 DA en novembre 2002.

NAFTAL a fonctionné sur le plan régional en unité de distribution (UND) jusqu'au 31 décembre 2000 où un autre plan de restructuration a vu le jour par la création de trois divisions, conformément à la décision n° 5540 du 15/12/1999,

- CLP B (CARBURANTS LUBRIFIANTS PNEUMATIQUE) ;
- GPL (GAZ) ;
- AVM (AVIATION MARINE).

Elles sont représentées à travers le territoire national par des zones de distribution, qui sont opérationnelles depuis le 01/01/2001.

Ce dernier schéma d'organisation qui a existé depuis trois années (2001,2002et 2003) a montré ses limites tant au sein de la structure centrale, qu'au niveau des unités opérationnelles.

Par conséquent, la direction générale a décidé d'opérer aux réajustements suivants, à dater du 1^{er} janvier 2004 en application de la décision n°760 du 12/11/2003 :

AU NIVEAU CENTRAL :

- Création d'une branche chargée des activités internationale ;
 - Création d'une Direction commercialisation et relations publiques ;
 - Séparation de la branche CLP en deux branches.
- Une branche commercialisation orientée business et à laquelle sont dévolues les activités marketing.
- Une branche carburant, chargée de la logistique qui comprend les stockages produits, le transport massif excluant les livraisons, la gestion et la maintenance des canalisations et des capacités de stockage et le maintien de la branche GPL.

AU NIVEAU OPERATIONEL :

- Création de district commercialisation orientés clients chargés de préserver l'image de marque de la société, de maintenir et d'améliorer les parts de marché.
- Création de district carburant à vocation régionale chargé de gérer les différents dépôts et de les approvisionner en produits à partir des sources.
- Maintien de district GPL.

Les effets escomptés par cette spécialisation des structures, des acteurs et des tâches sont :

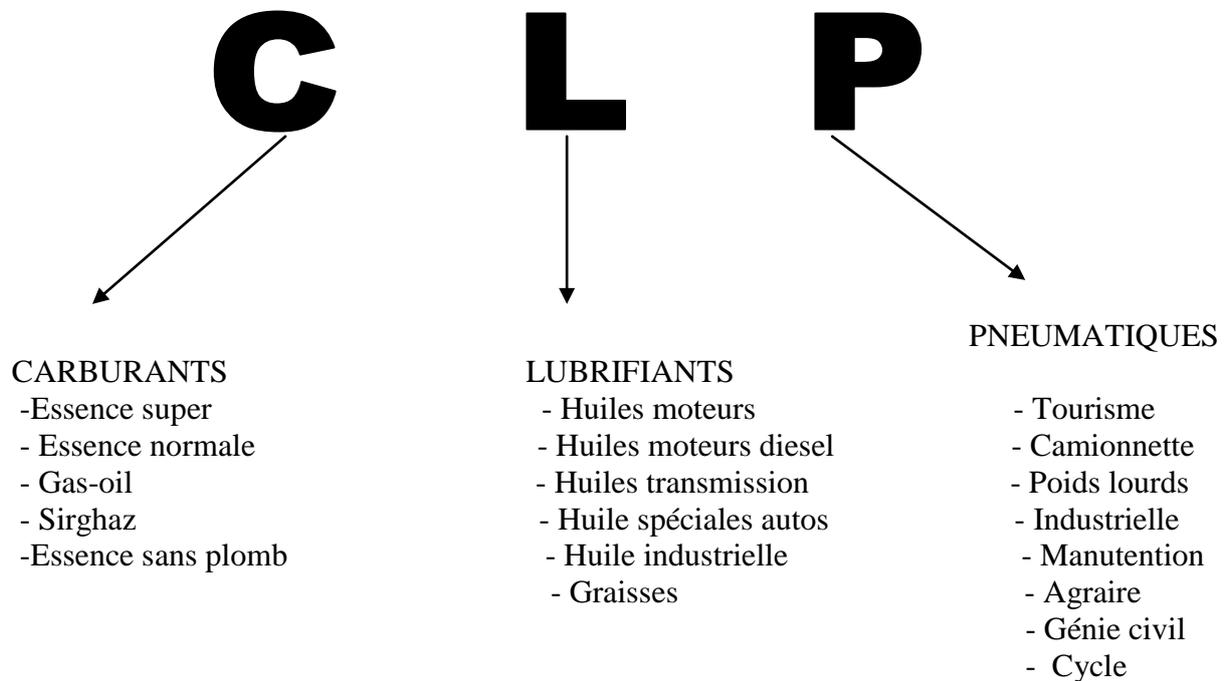
- Un recentrage plus serré sur les métiers de base.
- Une orientation globale business plus affirmé tant au plan international que local.
- Un management plus efficace devant se traduire par des actions rapides et décisives sur le terrain mais aussi par des décisions centrales élaborées.

Ces réajustements ont été effectués en attendant une organisation finale stable dont l'étude a été confiée à un bureau international, qui répond aux objectifs de NAFTAL pour son évolution dans un marché concurrentiel.

2. Les activités de l'entreprise NAFTAL

NAFTAL c'est une SPA (société par action). Elle a pour mission principale la commercialisation et la distribution des produits pétroliers sur le territoire national, elle intervient dans les domaines suivants : CLP (Carburants, lubrifiants et pneumatiques) et les produits spéciaux.

Schéma n° 07 : Les missions de l'entreprise NAFTAL



Les produits spéciaux :

- Essence spéciale
- Solvants
- Paraffines
- Cires
- Huile aromatique

Source : Document interne de l'entreprise

Nous pouvons apprécier l'activité de la division CLP par les ventes effectuées par an.

- 6000 000 de tonnes carburants
- 120 000 de tonnes lubrifiants
- 500 000 unités pneumatiques

3. Nouvelle organisation de NAFTAL

Dans un contexte du marché marqué par de profonds bouleversements, NAFTAL, pour assurer sa pérennité, a l'ambition de se hisser au niveau des meilleurs de l'aval pétrolier. La transformation remet en cause nécessairement son organisation, son fonctionnement, ses ressources humaines et ses infrastructures.

Pour atteindre cet objectif, NAFTAL a engagé des réformes qui lui permettent de se moderniser, de s'ouvrir sur l'extérieur et de se projeter sur l'avenir à travers la mise en place de mécanismes organisationnels, économiques, commerciaux et managériaux répondant aux normes et à l'esprit de l'économie de marché.

A ce sujet, NAFTAL et le bureau international ACCENTURE ont signé le 29 mai 2005 un contrat portant sur la mise en œuvre d'un nouveau schéma organisationnel conforme aux standards internationaux dans le métier du stockage et de la distribution des hydrocarbures.

L'analyse de la situation a fait ressortir globalement que l'organisation actuelle de NAFTAL est lourde, inadaptée aux besoins en termes de processus, structure, infrastructures, effectifs et outils et ne permet pas de relever les défis auxquels elle est confrontée.

Pour changer, les transformations à mener sont importantes et lourdes.

La stratégie à mettre en œuvre est basée sur la recherche de l'excellence opérationnelle et aspire à aligner NAFTAL sur les meilleures pratiques mondiales. Les axes de cette stratégie sont :

- Doter NAFTAL d'une organisation par ligne de produit performantes, centrée métier et orientée clients ;
- Moderniser le réseau de stations services pour qu'il n'ait rien à envier aux meilleurs ;
- Mettre à niveau l'outil de distribution logistique pour un fonctionnement plus optimisé, et conforme aux normes de sécurité et de protection de l'environnement ;
- Mettre en place un système d'information plus intégré et plus communiquant ;
- Mettre à niveau les ressources humaines par une formation ciblée et adaptée aux métiers de NAFTAL (professionnalisme, marketing, développement, compétences métiers, culture de sécurité).

Après diagnostic, NAFTAL a décidé, sur la base des travaux d'organisation d'ACCENTURE de :

- Spécialiser par ligne de produit chaque branche pour une grande maîtrise des spécificités de marché et des contraintes propres à chaque gamme de produits ;
- Séparer les activités logistiques de la fonction commercialisation afin de s'intégrer pleinement dans le nouveau contexte économique ;
- Structurer les branches d'activités en entités opérationnelles autonomes fonctionnant pratiquement sur le mode des filiales ;
- Développer les activités à l'international.

Ce processus de séparation nécessite la réorganisation des structures des districts et des centres de stockages carburants.

L'objectif final étant d'alléger la branche commercialisation des missions liées aux flux carburants qui seront transférés à leur propre branche carburant pour qu'elle puisse se consacrer entièrement aux activités marketing pour mettre fin à l'érosion des parts de marché de NAFTAL.

Cette séparation s'est concrétisée à dater du 01/01/2006 par la création de :

- 12 District commercialisation et 10 district carburant à dimension régionale.

Les centres carburants ont été également séparés comme suit :

- Centre de stockage dépendant du district carburant ;
- Centre de distribution dépendant du district commercialisation.

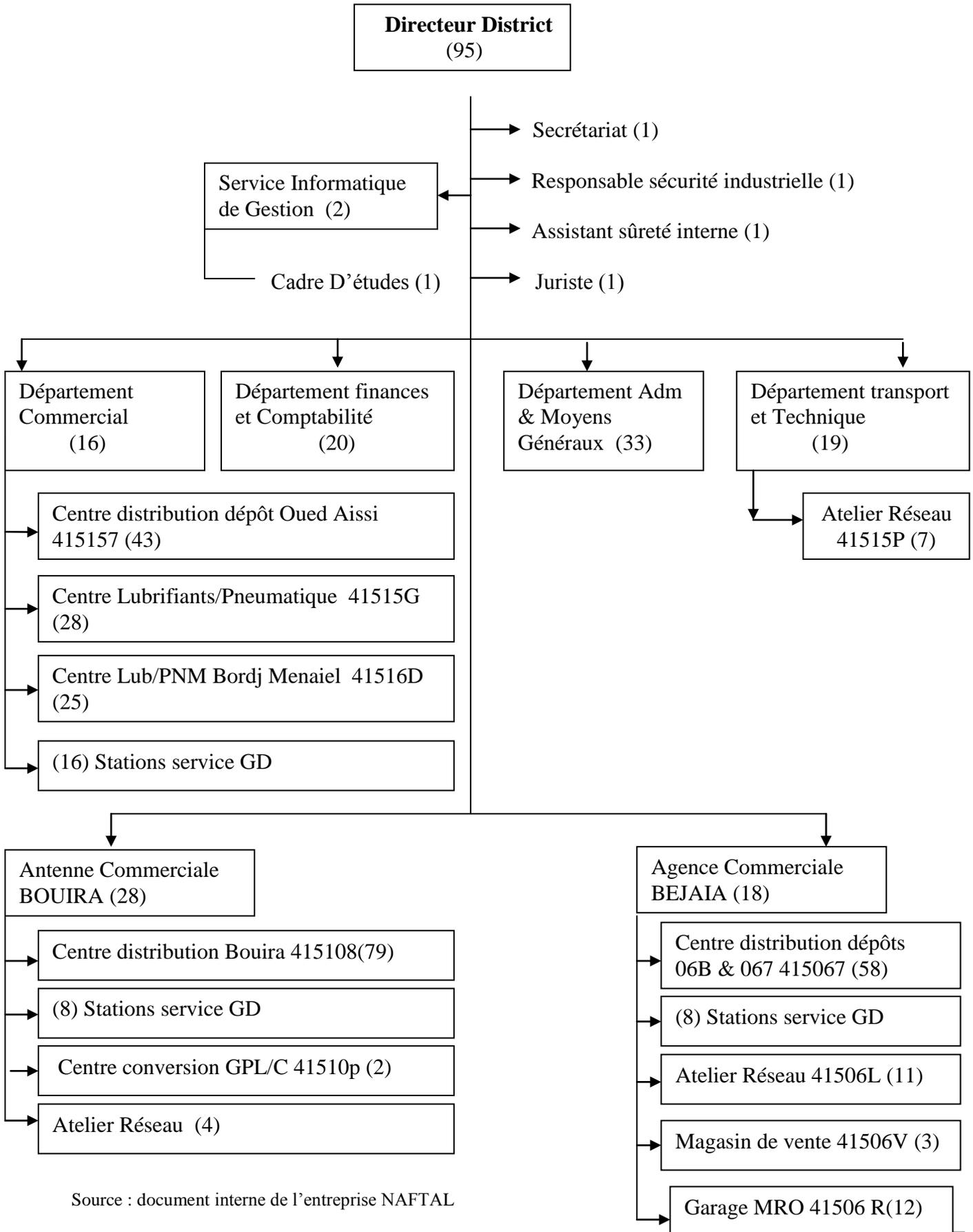
4. Présentation du district commercialisation de TIZI OUZOU

Le District commercialisation de TIZI OUZOU, se situe dans la zone industrielle d'OUED AISSI. Il couvre une importante zone d'influence regroupant la wilaya de TIZI OUZOU, une partie de la wilaya de BOUMERDES et l'agence commerciale de BEJAIA.

Le district a comme mission de stockage, distribution et de commercialisation des produits pétroliers. Il assure la bonne exploitation et la maintenance des infrastructures qui lui sont alliées, ainsi que le suivi et le contrôle des activités des antennes qui lui sont affiliées.

4.1 Organigramme du district commercialisation de TIZI OUZOU : Il se présente comme suit :

Schéma n°8 : Organigramme du district commercialisation de TIZI OUZOU



Source : document interne de l'entreprise NAFTAL

4.2 Missions du district commercialisation

Les missions principales du district commercialisation de NAFTAL sont :

- Commercialiser les carburants, pneumatiques, lubrifiants et le butane à travers le réseau de stations GD, GL, PVA, RO ;
- Gérer, organiser, promouvoir et développer l'activité de commercialisation, distribution des carburants, lubrifiants et pneumatique et autres prestations ;
- Assurer le suivi et la gestion des gros consommateurs ;
- Assurer le service après ventes auprès de la clientèle en matière des lubrifiants et pneumatiques (préconisation, spécifications) ;
- Exécuter les plans budgets arrêtés par la branche et communiquer régulièrement des états d'exécution ;
- Assurer la gestion l'exploitation et la maintenance du réseau GD ;
- Assurer la maintenance du réseau de stations GL ;
- Appliquer les procédures et normes en matière de gestion et exploitation du réseau stations service et centres de conversion ;
- Appliquer les plans de programmes d'actions du développement du réseau, suivre et animer les activités des antennes et agences commerciales ;
- Analyser les marchés du district, proposer et mettre en œuvre toutes actions marketing susceptible de renforcer la position du district ;
- Promouvoir l'image de marque de l'entreprise ;
- Diriger le personnel du district et veiller au respect de la réglementation en vigueur dans les domaines d'activité technique commercialisation, sécurité, sûreté, environnement, finances, comptabilité, fiscalité, assurance, législation et relations de travail ;
- Veiller à l'application des politiques, règles et procédures de la branche et de l'entreprise dans les domaines de la gestion, de la maintenance RSU, du développement de la sécurité des ressources humaines ;
- Veiller à la tenue rigoureuse de la comptabilité des flux physiques et financiers ;
- Suivre et procéder au recouvrement des créances détenues sur les tiers ;
- Tenir la comptabilité générale et élaborer le bilan consolidé du district ;
- Elaborer les rapports d'activités périodiques et les transmette à la branche.

Section 2 : L'analyse de la situation financière de NAFTAL : District COM de TIZI OUZOU

L'analyse financière que nous allons mener repose sur les données fournies par les états financier annuels (Bilan, compte de résultat et les annexes) de l'entreprise de 2013, 2014 et 2015.

La conduite de cette analyse financière s'exercera à l'aide des outils suivants :

- Analyse par les équilibres financiers ;
- Analyse par les soldes intermédiaires de gestion et la capacité d'autofinancement ;
- Analyse par la méthode des ratios.

1. Analyse du bilan

Avant de présenter le bilan financier de l'entreprise, nous allons reclasser dans les capitaux propres le compte 18 : compte de liaison des établissements qui est intégré dans le compte des autres dettes.

Pour 2013 : autres dettes = 845 510 438,77 – 1 050 552 682,49 (C/18) = -205 042 243,72

Pour 2014 : autres dettes = 971 974 918,87 – 1 200 597 661,20 (C/18) = -228 622 742,33

Pour 2015 : autres dettes = 1 134 111 348,42 – 1 373 319 599,31 (C/18) = -239 208 250,89

Dans ce qui suit, nous allons présenter les bilans financiers du district commercialisation de NAFTAL.

1.1 Présentation du bilan financier de NAFTAL (District COM Tizi Ouzou)

Unité : en DA

ACTIF			
Rubrique	Mont. Net. 2015	Mont. Net. 2014	Mont. Net. 2013
ACTIFS NON COURANTS (VI)			
Ecart d'acquisition (goodwill)			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	402 657 852,55	351 513 277,73	295 200 390,03
Immobilisations en cours	16 223 163,00	4 543 378,00	10 166 216,00
Immobilisations financières	8 375 832,77	11 969 165,43	11 371 664,10
Impôts différés			
TOTAL ACTIFS NON COURANT	427 256 848,32	368 025 821,16	316 738 270,13
ACTIFS COURANT			
Valeurs d'exploitations (VE)			
Stocks et encours	180 099 748,83	272 331 865,05	284 252 955,46
Valeurs réalisables (VR)			
Clients	70 858 336,27	64 215 905,52	66 250 530,59
Autres débiteurs	13 212 346,46	11 734 048,32	52 414 990,24
Impôts et assimilés	11 746 212,90	14 848 012,64	14 366 218,14
Autres actifs courants			
Valeurs disponibles (VD)			
Placements et autres actifs financiers			
Trésorerie	403 860 493,87	313 516 399,45	189 347 642,43
TOTAL ACTIF COURANT	679 777 138,33	676 646 230,98	606 632 336,86
TOTAL GENERAL ACTIF	1 107 033 986,65	1 044 672 052,14	923 370 606,99

Source : établi par nous-mêmes à partir du bilan financier de l'entreprise

PASSIF			
Rubriques	Mont. Net. 2015	Mont. Net. 2014	Mont. Net. 2013
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis (ou compte de l'exploitant)			
Comptes de liaison des établissements	1373 319 599,31	1 200 597 661,20	1 050 552 682,49
Primes et réserves			
Ecart de réévaluation			
Résultat net	-107 026 976,16	33 837 135,49	11 288 278,83
Autres capitaux propres – report à nouveaux			
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 266 292 623,15	1 234 434 796,69	1 061 840 961,32
PASSIFS NON COURANTS (DLMT)			
Dettes rattachées à des participations			
Impôts (différés et provisions)			
Autres dettes non courantes	1683 672,69	1 670 945,77	1 670 945,77
Provisions et produits comptabilisées	21 933 608,05	3 883 994,61	27 080 989,00
TOTAL PASSIFS NON COURANTS (DLMT)	23 617 280,74	5 554 940,38	28 751 934,77
PASSIFS COURANTS (DCT)			
Fournisseurs et compte rattachés	56 332 333,65	33 305 057,40	37 819 954,62
Impôts			
Autres dettes	-239 208 250,89	-228 622 742,33	-205 042 243,72
Trésorerie Passif			
TOTAL PASSIFS COURANTS (DCT)	-182 875 917,24	-195 317 684,93	-167 222 289,1
TOTAL GENERAL PASSIF	1 107 033 986,65	1 044 672 052,14	923 370 606,99

Source : Etabli par nous-mêmes à partir du bilan financier de l'entreprise

1.1.1 Présentation du bilan en grandes masses :

A partir du bilan financier, nous pouvons élaborer le bilan financier en grandes masses

- Actif en grandes masses.

ACTIF	2013		2014		2015	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Actifs immobilisés	316 738 270,13	34.3	368 025 821,16	35.2	427 256 848,32	38.6
Valeurs d'exploitations	284 252 955,46	30.8	272 331 865,05	26.1	180 099 748,83	16.3
Valeurs réalisables	133 031 738,97	14.4	90 797 966,48	08.7	95 816 895,63	08.6
Valeurs disponibles	189 347 642,43	20.5	313 516 399,45	30.0	403 860 493,87	36.5
TOTAL	923 370 606,99	100	1 044 672 052,14	100	1 107 033 986,65	100

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'actif du bilan

- Passif en grandes masses.

PASSIF	2013		2014		2015	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Capitaux propres	1 061 840 961,32	114.9	1 234 434 796,69	118.1	1 266 292 623,15	114.4
Dettes à long et moyen termes	28 751 934,77	03.1	5 554 940,38	0.5	23 617 280,74	02.1
Dettes à court termes	-167 222 289,1	-18.0	-195 317 684, 93	-18.6	-182 875 917,24	-16.5
TOTAL	923 370 606,99	100	1 044 672 052,14	100	1 107 033 986,65	100

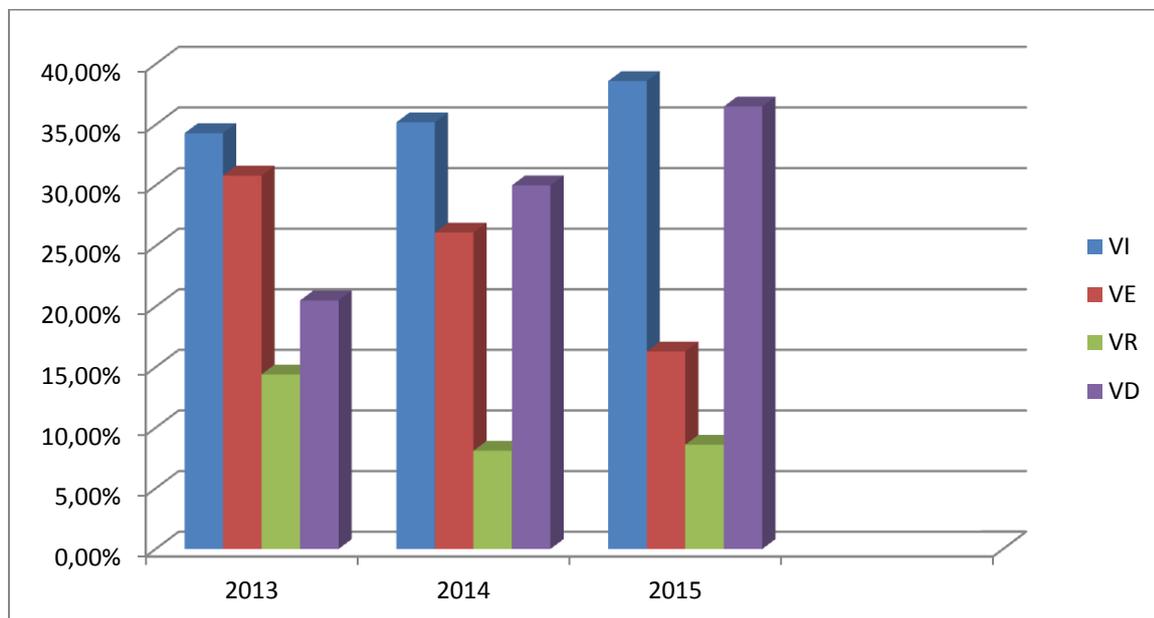
Source : Etabli par nous-mêmes à partir du passif du bilan

1.1.2 Représentation graphique de la structure du bilan

Les graphes suivants montrent l'évolution de la structure de l'actif et du passif pour les trois années (2013-2014-2015)

- Graphe n° 1 : structure de l'actif

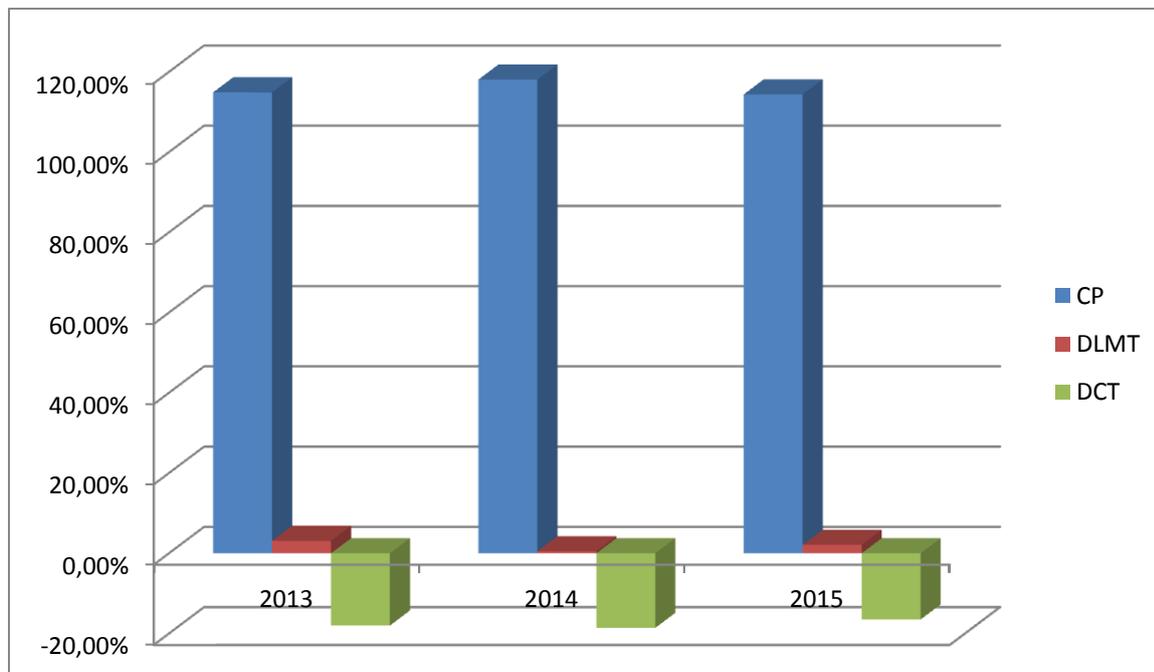
ACTIF



Source : élaboré par nous-mêmes à partir de l'actif en grandes masses

Graphe n° 2 : Structure du passif

PASSIF



Source : élaboré par nous-mêmes à partir du passif en grandes masses

1.1.3 Interprétation structurelle des bilans financiers de NAFTAL « district COM »

Selon les taux dégagés lors de l'élaboration des bilans financiers en grandes masses de l'entreprise durant les trois années, nous pouvons les interpréter ainsi :

1.1.3.1 Structure des emplois

a) Valeurs immobilisées

On constate selon les taux que les valeurs immobilisées représentent 34,3% en 2013, 35,2% en 2014 et 38,6% en 2015 du total de l'actif.

Toutefois, on constate une augmentation des valeurs immobilisées d'une année à une autre, ceci est dû à une augmentation des immobilisations corporelles.

b) Valeurs d'exploitation

Nous constatons que les valeurs d'exploitation sont considérablement élevées par rapport au total des emplois avec un taux de 30,8% en 2013. Par ailleurs, les valeurs d'exploitations ont diminué en 2014 et 2015 respectivement de 26,1% et 16,30% ce qui traduit une bonne gestion des stocks.

c) Valeurs réalisables

Les valeurs réalisables représentent des taux plus ou moins faibles par rapport aux emplois puisqu'elles ne représentent que 14,4% en 2013, 8,7% en 2014 et 8,6% en 2015 ; cela est dû à la diminution des ventes à crédit.

d) Valeurs disponibles

On remarque que les valeurs disponibles représentent une part importante par rapport au total des emplois avec 20,5% ; 30% et 36,5% pour les années successives 2013, 2014, et 2015. Cela nous permet de dire que l'entreprise n'implique pas directement ses disponibilités dans l'activité, car l'unité COM a un seuil de dépenses qu'elle ne doit pas dépasser.

1.1.3.2 Structure des ressources

a) Capitaux propres

Les capitaux propres représentent une grande partie du total des ressources durant les trois années 2013, 2014, 2015 avec 114,9%, 118,1% et 114,4%. Ils sont essentiellement composés du compte 18U (compte de liaison des établissements), ce qui traduit une dépendance de l'unité de l'entreprise mère.

b) Dettes à long et moyen terme

Les dettes à long et moyen terme représentent des taux très faibles durant les trois années (3.1%, 0,5% et 2.1%) par rapport au total des ressources car l'entreprise ne fait pas des emprunts auprès des établissements de crédits. Donc elle a moins de charges financières.

c) Dettes à court terme

La part relative des dettes à court terme est négative ; cela est dû aux comptes des autre dettes de l'entreprise notamment le compte 41940 (Bon de carburant) et le compte 41941 (carte de paiement NAFTAL) qui représentent des sommes importantes durant les trois années par rapport aux autres dettes et qui sont comptabilisés d'un signe négatif (-). L'entreprise utilise ce principe de comptabilisation spécifiquement pour ces comptes car c'est des sommes qu'elle a encaissées d'avance en vendant les bons de carburant mais qui ne sont pas totalement consommés par les utilisateurs. Pour mieux détailler ce système de comptabilisation, nous allons l'expliquer comme suit :

D	C/ 41940	C
Négociation des TAC	Vente des TAC NAFTAL	

TAC : ticket à crédit c'est-à-dire les bons de carburant

Négociation des TAC c'est à dire les bons de carburant qu'elle reçoit des stations de services.

Les TAC sont composés de : TAC de NAFTAL, TAC de la DGSN et les TAC de MDN.

Dans notre cas, les négociations des TAC sont supérieures aux ventes des TAC NAFTAL ce qui ressort un solde débiteur alors que le compte 41940 doit être un compte créditeur c'est pour cela que l'entreprise le comptabilise avec un signe moins (-) afin de le reclasser dans le passif du bilan car c'est un compte de dettes.

1.2 Analyse par les équilibres financiers

L'équilibre financier de l'entreprise sera apprécié par trois indicateurs :

- le fonds de roulement net (FRN) ;
- le besoin en fonds de roulement (BFR) ;
- la trésorerie nette (TN).

1.2.1 Le fonds de roulement net (FRN)

Le calcul du fonds de roulement se fait par deux méthodes : par le haut du bilan et par le bas du bilan.

- Le calcul par le haut du bilan :

$$\text{FRN} = \text{capitaux permanents} - \text{valeurs immobilisées}$$

Tableau n° 16 : calcul du FR par le haut du bilan

Rubrique	2013	2014	2015
Capitaux permanents	1 090 592 896,09	1 239 989 737,07	1 289 909 903,89
Valeurs immobilisées	316 738 270,13	368 025 821,16	427 256 848,32
Fonds de roulement net	773 854 625,96	871 963 915,91	862 653 055,57

Source : établi par nous-mêmes à partir du bilan financier

- Le calcul par le bas du bilan :

$$\text{FRN} = (\text{VE} + \text{VR} + \text{VD}) - \text{DCT}$$

Tableau n° 17 : calcul du FRN par le bas du bilan

Rubrique	2013	2014	2015
VE + VR + VD	606 632 336,86	676 646 230,98	679 777 138,33
Dettes à court terme	-167 222 289,1	-195 317 684,93	-182 875 917,24
Fonds de roulement net	773 854 625,96	871 963 915,91	862 653 055,57

Source : établi par nous-mêmes à partir du bilan financier

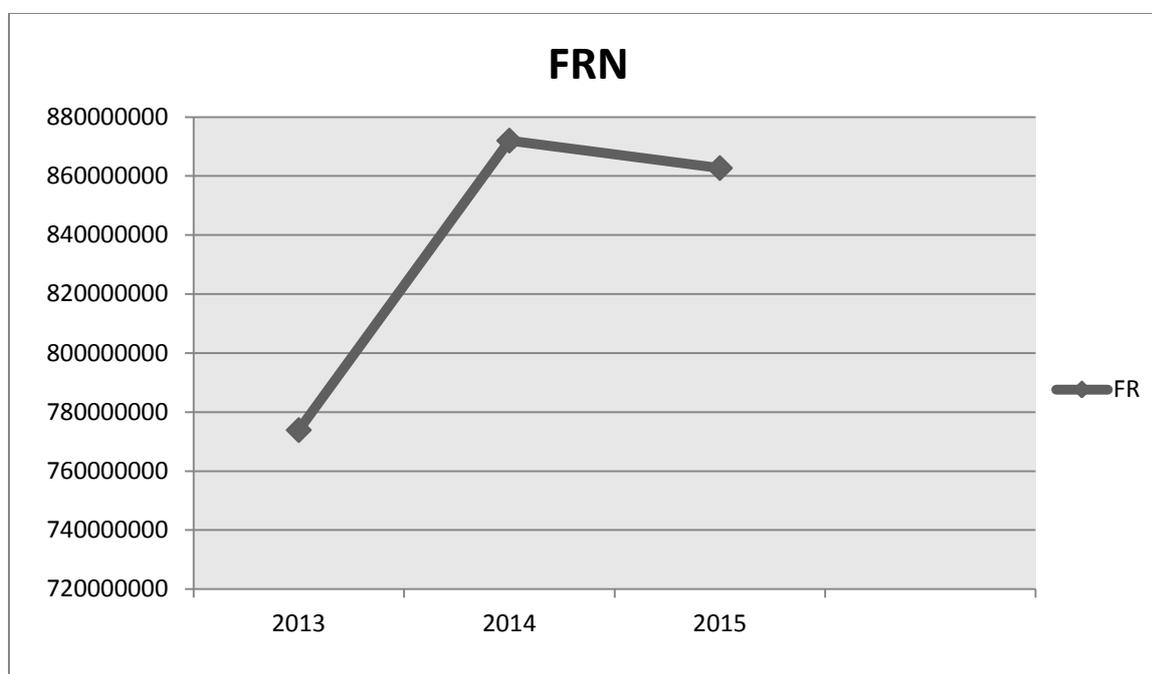
Tableau n° 18 : Evolution du FR

Années	Fonds de roulement net	Evolution (%)
2013 ¹	773 854 625,96	–
2014	871 963 915,91	12,68% ²
2015	862 653 055,57	-1,068%

Source : élaboré par nous-mêmes à partir du tableau n° 16

- Représentation graphique de l'évolution du FRN

Figure n° 3 : Evolution du FRN



Source : fait par nous-mêmes à partir du tableau n° 17

On remarque que l'entreprise a dégagé un fonds de roulement positif durant les trois exercices (2013, 2014, 2015).

En effet, ce fonds de roulement positif implique que les sources de financement dont dispose l'entreprise comportent suffisamment de ressources stables avec lesquelles elle arrive à financer non seulement l'ensemble de ses immobilisations, mais également une partie de ses besoins d'exploitation.

¹ On ne peut pas calculer le taux de croissance pour 2013 car on n'a pas l'information pour 2012.

² Taux de croissance annuel = $\frac{\text{FR de l'année} - \text{FR de l'année N-1}}{\text{FR de l'année N-1}}$.

Néanmoins, le fonds de roulement n'est pas stable durant les trois années, on constate une augmentation de 12,68% entre 2013 et 2014 grâce à une augmentation des capitaux propres (compte de liaison des établissements) qui ne sont pas maintenus à un niveau stable ainsi qu'une bonne performance du point de vue de la rentabilité de l'entreprise.

Par contre, entre 2014 et 2015, on constate une faible diminution du FR (1,068%) qui est due au résultat négatif réalisé en 2015.

Le principe de l'équilibre financier a été respecté par le district COM de NAFTAL, ce qui reflète une bonne situation financière à long terme.

1.2.2 Le besoin de fonds de roulement (BFR)

Le besoin de fonds de roulement est défini à partir de la comparaison entre emplois cycliques et ressources cycliques.

$$\text{BFR} = (\text{VE} + \text{VR}) - \text{DCT}$$

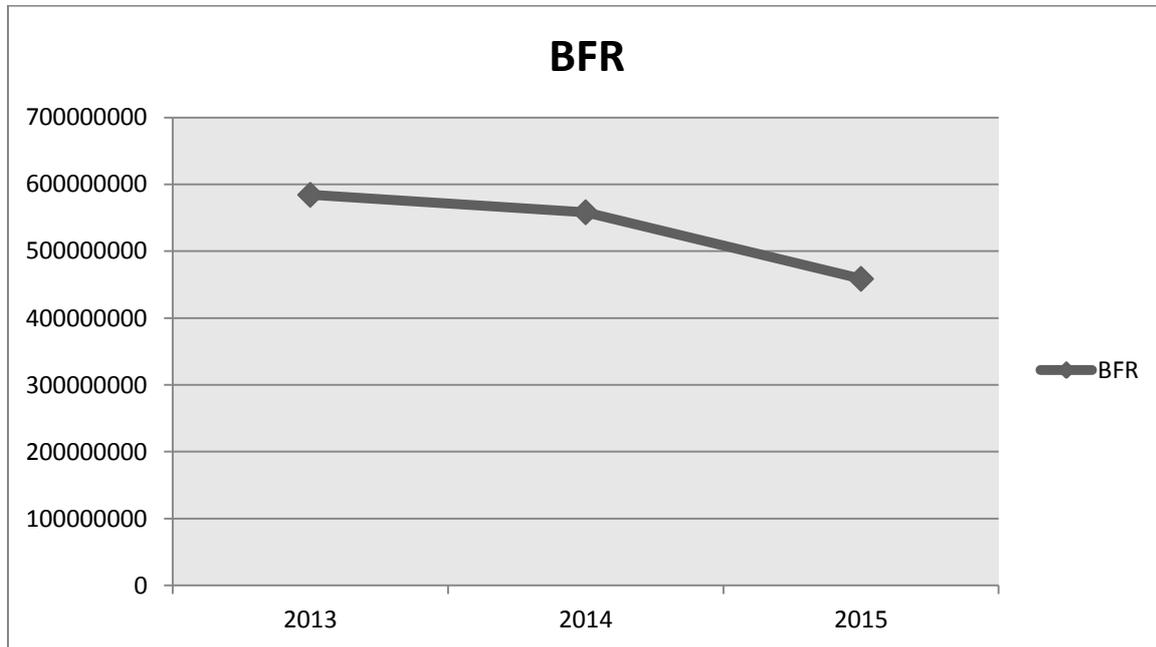
Tableau n°19 : calcul et évolutions du BFR

Rubrique	2013	2014	2015
Valeurs d'exploitation (1)	284 252 955,46	272 331 865,05	180 099 748,83
Valeurs réalisables (2)	133 031 738,97	90 797 966,48	95 816 895,63
Emplois cycliques (1) + (2)	417 284 694,43	363 129 831,53	275 916 644,46
Dettes à court terme	-167 222 289,1	-195 317 684,93	-182 875 917,24
Besoin de fonds de roulement (BFR)	584 506 983,53	558 447 516,46	458 792 561,7
Evolutions du BFR	—	- 4,46%	- 17,84%

Source : établi par nous-mêmes à partir du bilan financier

- Représentation graphique de l'évolution du BFR

Graph n° 4 : Evolution du BFR



Source : réalisé par nous-mêmes à partir du tableau n° 19

A travers les résultats obtenus dans le tableau, on remarque que l'entreprise a dégagé un BFR positif durant toute la période de notre étude. Cela veut dire que les besoins de financement à court terme sont supérieurs aux ressources de financement à court terme.

Dans ce cas, l'entreprise doit financer ses besoins d'exploitations par le fonds de roulement.

Cette situation nous permet de dire que l'entreprise a réalisé un équilibre financier à court terme.

On constate que malgré le BFR positif durant les trois années, le graphe nous montre que le BFR se dégrade d'une année à une autre à raison de -4.46% entre 2013 et 2014 et de -17.84% entre 2014 et 2015.

Afin de mieux étayer notre interprétation, nous allons analyser les ratios de gestion pour mieux expliquer cette dégradation du BFR.

$$\text{- Rotation de stock} = \frac{\text{Stock moyen de marchandises}}{\text{Coût d'achat des marchandises vendues}} \times 360 \text{ j}$$

$$\text{- Stock moyen} = \frac{\text{Stock initial} + \text{stock final}}{2}$$

- stock initial = stock final +/- variation de stocks

- cout d'achat de marchandises vendues = achats consommés +/- variation de stocks

Tableau n° 20 : calcul de ratio de rotation des stocks

Rubrique	2013	2014	2015
Stock initial	240 299 106,16	237 397 550,34	144 598 857,52
Stock final	284 252 955,46	272 331 865,05	180 099 748,83
Stock moyen	262 276 030,81	254 864 707,695	162 349 303,175
Coût d'achat des marchandises vendues	403 245 174,13	408 258 429,23	352 828 648,37
Rotation de stock	234 j	224 j	166 j

Source : élaboré par nous-mêmes à partir du bilan financier et le compte de résultat

- Ratio de délai de recouvrement des créances = $\frac{\text{Créances clients}}{\text{Chiffre d'affaires (TTC)}} \times 360 \text{ j}$

Tableau n° 21 : Calcul du délai de recouvrement des créances clients

Rubrique	2013	2014	2015
Créances clients	66 250 530,59	64 215 905, 52	71 858 336, 27
Chiffre d'affaires (TTC)	1 594 974 579,82	1 581 081 786,53	1 485 838 386,91
Délai de recouvrement des créances	15 j	14 j	17 j

Source : élaboré par nous-mêmes à partir du bilan financier et le compte de résultat

- Ratio de délai de règlement des fournisseurs = $\frac{\text{Dettes fournisseurs et compte rattachés}}{\text{Achats (TTC)}} \times 360 \text{ j}$

Tableau n° 22 : Calcul du délai de remboursement des fournisseurs

Rubrique	2013	2014	2015
Dettes fournisseurs	37 819 954,62	33 305 057,40	56 332 333,65
Les achats (TTC)	523 222 857,41	518 535 510,41	454 345 561,43
Délai de règlement des fournisseurs	26 j	23 j	45 j

Source : établi par nous-mêmes à partir du bilan financier et le compte de résultat

A la lumière des différents délais calculés, on remarque que les délais d'écoulement des stocks sont élevés durant les trois années ; cela est dû à l'existence d'un stock mort des pneus. Par contre, les délais d'écoulement des stocks bien qu'ils soient élevés, diminuent progressivement d'une année à une autre en raison de la diminution des approvisionnements qui a conduit à une baisse du chiffre d'affaires, ce qui traduit d'une part une dégradation de l'activité du district COM, d'autre part une dégradation du BFR.

En ce qui concerne les créances clients, on remarque que les délais de recouvrement des créances sont très courts et on constate aussi que les délais de remboursement accordés par les fournisseurs sont supérieurs aux délais accordés par l'entreprise à ses clients, ce qui traduit une bonne politique de négociation.

Il est à noter que les bons payeurs sont la DGSN et le MDN.

Les mauvais payeurs sont les écoles et les APC.

1.2.3 La trésorerie nette

Comme on l'a mentionné dans la partie théorique, le calcul de la trésorerie nette se fait par deux méthodes :

$$TN = \text{Trésorerie active} - \text{trésorerie passive}$$

Dans notre cas, l'entreprise ne dispose pas d'une trésorerie passive c'est-à-dire elle ne fait pas appel aux concours bancaires. Ce qui nous donne une trésorerie positive qui est égale à la trésorerie active de 189 347 642,43 DA en 2013, 313 516 399,45 DA en 2014 et 403 860 493,87 DA en 2015.

$$TN = FR - BFR$$

Cette formule est la plus souvent utilisée comme expression de la trésorerie nette car elle permet d'exprimer le surplus ou l'insuffisance de la marge de sécurité après financement des besoins en fond de roulement.

Le tableau ci-après, nous présente la trésorerie du district COM durant la période de notre étude.

Tableau n° 23 : calcul et évolution de la TN

Rubrique	2013	2014	2015
FR	773 854 625,96	871 963 915,91	862 653 055,57
BFR	584 506 983,53	558 447 516,46	458 792 561,7
TN	189 347 642,43	313 516 399,45	403 860 493,87
Evolution de la TN	–	65,58%	28,82%

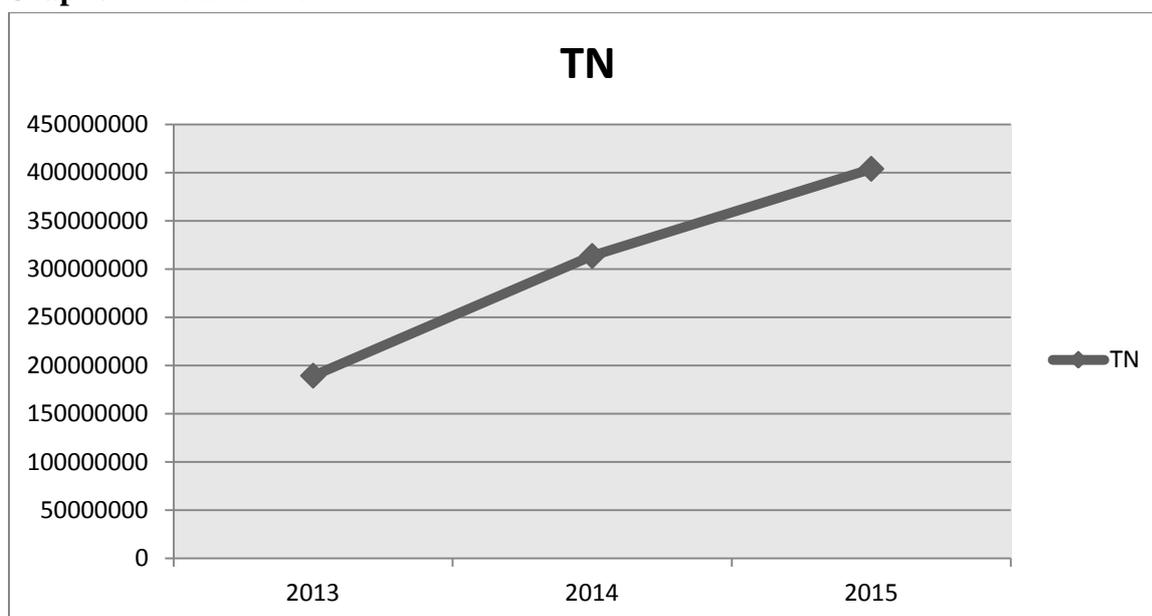
Source : établi par nous-mêmes à partir du tableau n° 16 et n° 19

La trésorerie de l'entreprise est positive durant les trois années de notre étude. L'entreprise dispose d'un surplus de liquidité généré après le financement des besoins d'exploitation par la marge de sécurité financière.

Ce surplus de liquidité permet à l'entreprise de rembourser ses dettes à court terme, ce qui traduit une situation financière équilibrée à très court terme.

Le graphe ci-dessous montre l'évolution de la trésorerie nette durant la période étudiée.

Graphe n° 5 : Evolution de la TN



Source : réalisé par nous-mêmes à partir du tableau n° 23

D'après ce graphe, on remarque une forte augmentation de la trésorerie de 65,58% entre 2013 et 2014 et de 28,82% entre 2014 et 2015. Cette situation indique que l'entreprise a un excédent de ressources jugé élevé qu'elle n'implique pas directement dans son activité tandis qu'elle peut l'utiliser pour rembourser ses dettes à court terme.

Pour cela, nous allons calculer le ratio de liquidité immédiate afin de déterminer si l'entreprise est en mesure de rembourser ses dettes à court terme en utilisant sa trésorerie

Disponibilités

$$\text{- Ratio de liquidité immédiate} = \frac{\text{Disponibilités}}{\text{DCT}}$$

Tableau n° 24 : calcul du ratio de liquidité immédiate

Rubrique	2013	2014	2015
Disponibilités	189 347 642,43	313 516 399,45	403 860 493,87
Dettes à court terme	-167 222 289, 1	-195 317 684, 93	-182 875 917,24
Ratio de liquidité immédiate	-1,13	-1,61	-2,21

Source : élaboré par nous-mêmes à partir des données du bilan

Malgré le signe négatif (résultat mathématique), les disponibilités dont dispose l'entreprise durant 2013, 2014 et 2015 permettent de rembourser ses dettes à court terme.

L'analyse des équilibres financiers ne suffit pas à la formation d'un jugement sur la situation financière de l'entreprise. Pour cela, nous allons calculer quelques ratios d'équilibre afin d'atteindre ce jugement.

Total de l'actif

$$\text{- Ratio de solvabilité générale} = \frac{\text{Total de l'actif}}{\text{Total des dettes}}$$

Tableau n° 25 : calcul du ratio de solvabilité générale

Rubrique	2013	2014	2015
Total de l'actif	923 370 606,99	1 044 672 052,14	1 107 033 986,65
Total des dettes	-138 470 354,33	-189 762 744,55	-159 258 636,5
Ratio de solvabilité générale	-6, 67	-5,51	-6,95

Source : établi par nous-mêmes à partir du bilan financier

Le total de l'actif est supérieur au total des dettes sur les trois années, cela veut dire que l'entreprise arrive à faire face à ses engagements financiers ce qui signifie une bonne sécurité générale pour ses créanciers.

$$\text{- Ratio d'autonomie financière} = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Total des dettes}}$$

Tableau n° 26 : Calcul du ratio d'autonomie financière

Rubrique	2013	2014	2015
Capitaux propres	1 061 840 961,32	1 234 434 796,69	1 266 292 623,15
Total des dettes	- 138 470 354,33	- 189 762 744,55	- 159 258 636,5
Ratio d'autonomie financière	-7.67	-6.51	-7.95

Source : élaboré par nous-mêmes à partir du bilan

Les résultats obtenus sont négatifs mais ils sont économiquement insignifiants par ce que l'entreprise bénéficie d'une autonomie financière car les capitaux propres sont supérieurs aux dettes durant les trois années.

$$\text{- Ratio de la capacité d'endettement} = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{DLMT}}$$

Tableau n° 27 : Calcul du ratio de la capacité d'endettement

Rubrique	2013	2014	2015
Ressources propres	1 061 840 961,32	1 234 434 796,69	1 266 292 623,15
DLMT	28 751 934,77	5 554 940,38	23 617 280,74
Ratio capacité d'endettement	36, 93	222.22	53,62

Source : établi par nous-mêmes à partir du bilan

On constate que l'entreprise dispose d'une forte capacité d'endettement car les ressources propres sont largement supérieures aux dettes à long terme durant les trois années, cela est dû à l'inexistence des emprunts bancaires à long terme.

Néanmoins, on remarque une forte augmentation en 2014 qui est due à une diminution des provisions et produits comptabilisées.

$$\text{- Ratio de liquidité générale} = \frac{\text{Actif circulant}}{\text{DCT}}$$

Tableau n° 28 : calcul du ratio de liquidité générale

Rubrique	2013	2014	2015
Actif circulant	606 632 336,86	676 646 230,98	679 777 138,33
DCT	-167 222 289, 1	-195 317 684, 93	-182 875 917,24
Ratio de liquidité générale	-3,63	-3,46	-3,72

Source : élaboré par nous-mêmes à partir du bilan

Le signe négatif ne signifie pas pour autant une insuffisance en liquidité générale. On remarque d'après les résultats que l'entreprise est capable de payer l'ensemble de ses dettes à court terme par ses actifs à court terme durant les trois années, ce qui traduit un équilibre financier à court terme.

$$\text{- Ratio de liquidité restreinte} = \frac{\text{VR + VD}}{\text{DCT}}$$

Tableau n° 29 : Calcul du ratio de liquidité restreinte

Rubrique	2013	2014	2015
VR + VD	322 379 381,4	404 314 365,93	499 677 389,5
DCT	-167 222 289,1	-195 317 684, 93	-182 875 917,24
Ratio de liquidité restreinte	-1.93	-2,07	-2,73

Source : fait par nous-mêmes

En dépit du signe négatif (résultat mathématique) l'entreprise s'avère solvable en faisant appel à la fois aux créances dont elle dispose chez les tiers et ses avoirs en banque et en caisse. Donc les valeurs réalisables et les disponibilités dont dispose l'entreprise peuvent couvrir la totalité des dettes à court terme durant la période de notre étude.

2. L'analyse du compte de résultat

2.1 Calcul des soldes intermédiaires de gestion (SIG)

A partir du tableau de compte de résultat fourni par l'entreprise NAFTAL, nous avons calculé les soldes intermédiaires de gestion pour les trois années (2013, 2014, 2015) comme le montre le tableau suivant :

Rubrique	2013		2014		Tx de croissance	2015		Tx de croissance
	Charges	Produits	Charges	Produits		Charges	Produits	
Ventes et produits annexes		1 363 226 136,60		1 351 351 954,30			1 269 947 339,24	
Chiffre d'affaire		1 363 226 136,60		1 351 351 954,30	-0,87%		1 269 947 339,24	-6,02%
Ventes et produits annexes (-) Coût d'achat des marchandises vendues :		1 363 226 136,60		1 351 351 954,30			1 269 947 339,24	
Achats consommés	447 199 023,43		443 192 743,94			388 329 539,68		
Variation de stocks et produits finis et en cours	(43 953 849,30)		(34 934 314,71)			(35 500 891,31)		
Marge commerciale		872 073 263,87		873 224 895,65	0,13%		846 116 908,25	-3,10%
Marge commerciale (-) Consommation en provenance des tiers :		872 073 263,87		873 224 895,65			846 116 908,25	
Services extérieurs et autres consommations	278 225 048,48		289 087 434,10			323 323 907,32		
Valeur ajoutée		593 848 215,39		584 137 461,55	-1,64%		522 793 000,93	-10,50%
Valeur ajoutée - Frais personnels	486 676 600,64	593 848 215,39	507 744 786,54	584 137 461,55		512 898 877,95	522 793 000,93	
- Impôts, taxes et versements assimilés	28 269 629,67		27 045 048,99			33 372 449,46		
EBE / IBE		78 901 985,08		49 347 626,02	-37,46%	23 478 326,48		-147,58%

Source : établi par nous-mêmes à partir du compte de résultat

IBE		78 901 985,08		49 347 626,02		23 478 326,48		
+ Reprise sur pertes de valeur et provisions		206 624,16		24 949 968,86				21 572 216,99
+ Autres produits opérationnels		16 798 640,61		29 724 270,48				19 992 611,41
- Autres charges opérationnelles	2 153 744,83		5 605 726,37			24 946 455,53		
- Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	88 485 075,53		74 080 189,82			115 473 168,93		
Résultat d'exploitation hors produits et charges financières		5 268 429,49		24 335 949,17	361,92%	122 333 122,54		-602,68%
Résultat d'exploitation hors produits et charges financières		5 268 429,49		24 335 949,17		122 333 122,54		
+ Produits financiers		8 311 978,95		9 922 481,92				15 527 296,01
- Charges financières	2 292 129,61		421 295,60			221 149,63		
Résultat courant avant impôt		11 288 278,83		33 837 135,49	199,75%	107 026 976,16		-416,30%
Résultat courant avant impôts		11 288 278,83		33 837 135,49		107 026 976,16		
- IBS								
Résultat net		11 288 278,83		33 837 135,49	199,75%	107 026 976,16		-416,30%

Source : établi par nous-mêmes à partir du compte de résultat

2.1.1 Interprétation des soldes

Après avoir calculé les différents soldes intermédiaires de gestion, on va interpréter les résultats obtenus afin de déterminer leur origine.

2.1.1.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise provient de son activité principale qui est la commercialisation des produits pétroliers à savoir carburant, lubrifiant et pneumatique.

Au regard de la rubrique du chiffre d'affaires, on constate que le chiffre d'affaires a diminué de 0,87% entre 2013 et 2014 et de 6,02% entre 2014 et 2015 à cause de la baisse des ventes des lubrifiants et des pneus.

2.1.1.2 Marge commerciale

Au regard de la rubrique de la marge commerciale, on remarque que l'activité commerciale de l'entreprise a connu une légère augmentation de 0,13% entre 2013 et 2014, cela est dû à la baisse du coût d'achat des marchandises vendues.

Par contre, entre 2014 et 2015, la marge commerciale a diminué de 3,10% à cause de la baisse des ventes.

L'évolution de la marge commerciale provient de la variation du chiffre d'affaires et le coût d'achat des marchandises vendues, ainsi on va procéder au calcul du taux de marge pour mesurer cette évolution.

$$\text{Taux de marge commerciale} = \frac{\text{Marge commerciale}}{\text{CA}} \times 100$$

Tableau n° 30 : Calcul du taux de marge commerciale

Rubrique	2013	2014	2015
Marge commerciale	872 073 263,87	873 224 895,65	846 116 908,25
Chiffre d'affaires	1 363 226 136,60	1 351 351 954,30	1 269 947 339,24
Ratio de la marge commerciale	63,97%	64,62%	66,63%

Source : fait par nous-mêmes

Les taux de marge commerciale sont en évolution durant les trois années respectivement de 63,97%, 64,62%, 66,63%, ce qui signifie que l'activité commerciale de l'entreprise est rentable.

2.1.1.3 Valeur ajoutée

La valeur ajoutée est positive durant les trois années, cela signifie que l'entreprise a pu créer de la richesse grâce à sa marge commerciale positive.

Toutefois, on remarque que la valeur ajoutée a diminué de 1,64% entre 2013 et 2014 à cause de l'augmentation des services extérieurs.

Par contre entre 2014 et 2015, la valeur ajoutée a connu une baisse de 10,50%, cela est dû d'une part à la baisse de la marge commerciale et d'autre part, à l'augmentation des services extérieurs.

2.1.1.4 L'excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation est positif en 2013 et en 2014, cela signifie que l'entreprise a dégagé un surplus économique. Toutefois, on remarque que l'EBE a diminué de 37,46% entre ces deux années, cela est dû à la baisse de la valeur ajoutée et à l'augmentation des charges de personnel.

Entre 2014 et 2015, l'EBE a connu une forte diminution de 147,58% ce qui a engendré une insuffisance brute d'exploitation due principalement à la baisse considérable de la valeur ajoutée suivie d'une augmentation des charges de personnel et des impôts.

Cela traduit une régression de la performance économique de l'entreprise.

Pour mieux évaluer cette dégradation de l'EBE causée par la baisse de la VA et l'augmentation des charges de personnel, on va mesurer la part de la valeur ajoutée consacrée au facteur humain et au facteur capital.

$$\text{- Facteur humain} = \frac{\text{Charges de personnel}}{\text{VA}} \times 100$$

$$\text{- Facteur capital} = \frac{\text{EBE / IBE}}{\text{VA}} \times 100$$

Tableau n° 31 : Partage de la valeur ajoutée (facteur humain)

Rubrique	2013	2014	2015
Facteur humain	81,95%	86,92%	98,11%
Facteur capital	13,29%	8,45%	-4,49%

Source : fait par nous-mêmes

A travers les résultats obtenus, on constate qu'une grande part de la valeur ajoutée est consacrée à la rémunération du personnel.

La part de la valeur ajoutée consacrée au facteur humain a connu une forte hausse entre 2014 et 2015, elle a presque atteint 100%. Cette situation est critique pour l'entreprise car cette augmentation est due à une baisse considérable de la valeur ajoutée en 2015 suivie d'une hausse de charges du personnel.

Par contre, la part de la valeur ajoutée consacrée au facteur capital est très faible et est en forte diminution durant les trois années.

2.1.1.5 Résultat d'exploitation hors produits et charges financières

Entre 2013 et 2014, on constate que malgré la baisse de l'EBE, le résultat d'exploitation hors produits et charges financières a augmenté de 361,92% ; cela est dû notamment à une forte augmentation des reprises sur pertes de valeur et provisions suivie d'une augmentation des autres produits opérationnels ainsi qu'une baisse des dotations aux amortissements. Cela traduit une performance économique de l'entreprise durant ces deux années.

Par contre en 2015, le résultat d'exploitation hors produits et charges financières est négatif à cause notamment de l'existence d'une insuffisance brute d'exploitation et une augmentation considérable des autres charges opérationnelles et des dotations aux amortissements.

2.1.1.6 Résultat courant avant impôt

Le résultat courant avant impôt est positif en 2013 et 2014 et il a connu une progression de 199,75% due d'une part à la croissance du résultat d'exploitation de 361,92% et l'augmentation des produits financiers, d'autre part à la baisse des charges financières.

Cette situation traduit une bonne gestion financière.

Par contre en 2015, malgré l'augmentation des produits financiers et la baisse des charges financières, l'entreprise a réalisé un résultat courant avant impôt négatif dû principalement au résultat d'exploitation hors produits et charges financières déficitaire.

2.1.1.7 Résultat net

Au regard de la rubrique du résultat net, on constate que le district COM NAFTAL ne supporte pas l'impôt sur le bénéfice et elle ne dispose pas d'un résultat exceptionnel. De ce fait le résultat net des trois exercices provient du résultat courant avant impôt.

Après avoir déterminé et interprété les résultats obtenus, on va procéder au calcul des ratios de rentabilité afin de comparer les résultats obtenus avec les moyens mis en œuvre.

$$\text{- Rentabilité économique} = \frac{\text{EBE}}{\text{Ressources stables}} \times 100$$

$$\text{- Rentabilité financière} = \frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}} \times 100$$

Tableau n° 32 : calcul des ratios de rentabilité

Rubrique	2013	2014	2015
Rentabilité économique	7,23%	3,98%	-1,82%
Rentabilité financière	1,06%	2,74%	-8,45%

Source : établi par nous-mêmes

La rentabilité économique a connu une baisse en 2014, cela est dû à la diminution de l'excédent brut d'exploitation de 37,46%.

En 2015, la rentabilité économique est négative de -1,82% à cause d'une insuffisance brute d'exploitation, ce qui traduit une mauvaise gestion des ressources stables.

La rentabilité financière s'est sensiblement améliorée entre 2013 et 2014 ce qui est dû à la croissance du résultat net de 199,75%. Par contre en 2015, on constate qu'elle s'est fortement dégradée jusqu'à atteindre -8,45% ce qui est dû au résultat négatif.

2.2 La capacité d'autofinancement

On va procéder au calcul de la CAF par deux méthodes à savoir la méthode additive et la méthode soustractive.

2.2.1 Détermination de la CAF par la méthode soustractive

Par cette méthode, on va expliquer la formation de la CAF à partir de l'EBE / IBE.

Tableau n° 33 : Calcul de la CAF par la méthode soustractive pour l'année 2013

Rubrique	2013
EBE / IBE	78 901 985,08
+ Autres produits opérationnels	16 798 640,61
- Autres charges opérationnelles	2 153 744,83
+ produits financiers	8 311 978,95
- Charges financières	2 292 129,61
CAF	99 566 730,2

Source : établi par nous-mêmes à partir des SIG

Tableau n° 34 : Calcul de la CAF par la méthode soustractive pour l'année 2014

Rubrique	2014	Taux de croissance
EBE / IBE	49 347 626,02	-37,46%
+ Autres produits opérationnels	29 724 270,48	76,94%
- Autres charges opérationnelles	5 605 726,37	160,28%
+ produits financiers	9 922 481,92	19,38%
- Charges financières	421 295,60	-81,62%
CAF	82 967 356,45	-16,67%

Source : établi par nous-mêmes à partir des SIG

Tableau n° 35 : Calcul de la CAF par la méthode soustractive pour l'année 2015

Rubrique	2015	Taux de croissance
EBE / IBE	-23 478 326,48	-147,58%
+ Autres produits opérationnels	19 992 611,41	-32,74%
- Autres charges opérationnelles	24 946 455,53	345,02%
+ produits financiers	15 527 296,01	56,49%
- Charges financières	221 149,63	-47,51%
CAF	-13 126 024,22	-115,82%

Source : établi par nous-mêmes à partir des SIG

L'entreprise dispose d'une capacité d'autofinancement durant les deux exercices de 2013 et 2014 mais elle a connu une baisse de 16,67% qui est due d'une part à la diminution de l'EBE de 37,46% et à l'augmentation des autres charges opérationnelles de 160,28% d'autre part.

En 2015, l'entreprise ne dispose pas d'une capacité d'autofinancement cela est dû à l'insuffisance brute d'exploitation et la croissance considérable des autres charges opérationnelles de 345,02%.

2.2.2 Détermination de la CAF par la méthode additive

A partir de cette méthode, on va expliquer la formation de la CAF à partir du résultat net.

Tableau n° 36 : Calcul de la CAF par la méthode additive pour l'année 2013

Rubrique	2013
Résultat net	11 288 278,83
+ Dotation aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	88 485 075,53
- Reprise sur pertes de valeur et provisions	206 624,16
CAF	99 566 730,2

Source : fait par nous-mêmes à partir des SIG

Tableau n° 37 : Calcul de la CAF par la méthode additive pour l'année 2014

Rubrique	2014	Taux de croissance
Résultat net	33 837 135,49	199,75%
+ Dotation aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	74 080 189,82	-16,27%
- Reprise sur pertes de valeur et provisions	24 949 968,86	11975%
CAF	82 967 356,45	-16,67%

Source : fait par nous-mêmes à partir des SIG

Tableau n° 38 : Calcul de la CAF par la méthode additive pour l'année 2015

Rubrique	2015	Taux de croissance
Résultat net	-107 026 976,16	-416,30%
+ Dotation aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	115 473 168,93	55,86%
- Reprise sur pertes de valeur et provisions	21 572 216,99	-13,54%
CAF	-13 126 024,22	-115,82%

Source : fait par nous-mêmes à partir des SIG

Selon cette méthode, la capacité d'autofinancement de l'entreprise est positive en 2013 et 2014. Toutefois, on constate une dégradation de 16,67% due principalement à une forte augmentation des reprises sur pertes de valeur et provisions et d'une baisse de 16,27% des dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs.

En 2015, l'entreprise n'a pas pu dégager une capacité d'autofinancement à cause notamment du résultat net négatif.

Conclusion

Après avoir procédé à l'analyse financière de l'unité de NAFTAL, on a constaté que l'entreprise est solvable c'est-à-dire qu'elle a réalisé un équilibre financier vu qu'elle a dégagé une marge de sécurité importante ; ce qui lui a permis de dégager une trésorerie importante après avoir financé ses besoins d'exploitation.

En termes de rentabilité, durant 2013 et 2014 l'entreprise est rentable car elle a réalisé un bénéfice. Par contre en 2015, l'entreprise est déficitaire cela est dû à :

- La baisse des ventes des lubrifiants et les ventes des pneus. Cette baisse est due à l'entrée des nouveaux concurrents sur le marché ;
- L'importance des charges de personnel ;
- L'augmentation des services extérieurs et autres consommations notamment transport de carburant.

Afin de remédier à cette situation, on propose quelques décisions à prendre :

- Réduire son stock des pneus et des lubrifiants en proposant des prix attractifs aux consommateurs en faisant des promotions afin d'augmenter son chiffre d'affaires ;
- Investir dans les matériaux de transport du carburant afin de réduire les charges de location ;
- Essayer de trouver des moyens pour baisser les charges de personnel ;
- Renforcer sa position sur le marché en lançant une nouvelle politique de marketing des produits lubrifiants et les pneus ;
- Faire une étude anticipée des marchés.

Ce chapitre nous a permis de conclure que la réalisation de l'analyse financière au sein d'une entreprise est plus qu'indispensable vue qu'elle permet d'éclairer les dirigeants sur la situation financière de l'entreprise en termes de solvabilité et de rentabilité et leur faciliter la prise des décisions.

Néanmoins, il faut noter que l'entreprise NAFTAL : District COM de TIZI OUZOU dépend de la société mère. C'est pour cela que toutes les décisions stratégique relatives au



financement et à l'investissement sont prises par l'entreprise mère. L'unité intervient beaucoup plus au niveau opérationnel (en prenant des décisions liées à l'exploitation).

Elle peut également réaliser des investissements de moindre envergure comme par exemple l'acquisition d'un matériel de transport, la construction d'un dépôt, etc.

CONCLUSION GENERALE

Conclusion générale

Tout au long de notre travail, nous avons montré que l'analyse financière est fondée sur une vision purement technique basée sur l'analyse et l'interprétation des résultats portant sur la lecture des documents comptables et financiers. Elle fournit toutes les informations nécessaires pour améliorer la rentabilité de l'entreprise tout en préservant son équilibre financier tant à long qu'à court terme et prendre les décisions qui influencent le devenir de l'entreprise.

La démarche d'analyse exige rigueur et objectivité mais surtout une grande aptitude de structuration et d'interprétation des données numériques susceptibles d'aider à formuler une stratégie et à la prise des décisions efficaces.

Les instruments de mesure sont nombreux et d'usages variés, leur spécificité peut aider à répondre aux besoins particuliers de chacun des intervenants. Nous avons choisi et utilisé les outils les plus importants et les plus pertinents de l'analyse financière qui permettent de procurer les informations nécessaires à la prise des décisions.

Il faut rappeler que dans la prise de décisions, il faut prendre en compte d'autres variables à part les données chiffrées. Certes, elles sont significatives mais il ne faut pas laisser de côté la réalité de l'entreprise. La prise de décisions est influencée par la culture de l'entreprise, la qualité et les choix personnels des dirigeants. Chaque décision prise doit faire également l'objet d'analyse dans le but d'évaluer son niveau de réalisation et les mesures correctives y afférentes pour régulariser la situation.

Le stage que nous avons effectué au sein de NAFTAL : District COM de TIZI OUZOU nous a permis en premier lieu, d'étudier la situation financière de l'entreprise à travers les indicateurs que nous avons jugés utiles d'utiliser afin de soulever les points forts et les points faibles et en deuxième lieu, le but était de proposer certaines décisions à prendre pour améliorer la rentabilité de l'entreprise. Toutefois, il faut signaler que toutes les décisions stratégiques qui engagent l'entreprise à long terme sont prises au niveau de la direction générale.

En se basant sur notre étude théorique et pratique, nous pouvons affirmer que :

- L'analyse financière permet de porter un jugement sur la situation financière de l'entreprise dans le but de faciliter la prise de décisions. Ceci confirme la première hypothèse de notre travail.
- Les décisions inhérentes à la politique financière sont conduites par l'analyse financière. Ceci permet de confirmer notre deuxième hypothèse de recherche.
- La prise de décisions rationnelle au bon moment et avec les bonnes mesures par les gestionnaires ne passe qu'à travers les données de l'analyse financière afin d'améliorer la rentabilité et la solvabilité de l'entreprise.

Et à la fin, nous espérons avoir réussi, dans la mesure du possible, à donner un point de vue global sur le sujet à travers le côté pratique et théorique, tout en laissant la porte ouverte aux étudiants et chercheurs pour approfondir plus cette étude car ce domaine reste large et en même temps parmi les sujets les plus importants dans la vie économique.

BIBLIOGRAPHIE

I) Ouvrages :

1. ALBOUY Michel, Décisions financières et création de valeur, 2^{ième} éd, édition ECONOMICA, Paris, 2003.
2. AMELON Jean-Louis, Gestion financière, 4^{ième} éd, édition MAXIMA, Paris, 2004.
3. BERNET-ROLLANDE Luc, pratique de l'analyse financière, édition DUNOD, paris, 2009.
4. CABANE Pierre, L'essentiel de la finance à l'usage des managers, édition EYROLLES, Paris, 2008.
5. CHAMBOST Isabelle, Thierry CUYAUBERE, gestion financière, 3^{ième} éd, édition DUNOD, paris, 2006.
6. CHIHA. K, gestion et stratégie financière, 2^{ième} éd, édition HOUMA, Alger, 2006.
7. COHEN Elie, Analyse financière, 4^{ième} éd, édition ECONOMICA, paris, 1997.
8. COHEN Elie, Gestion financière de l'entreprise et développement financier, édition EDICEF, Paris, 1991.
9. D'ARCIMOLES Charles-Henri et SAULQUIN Jean-Yves, Finance appliquée, 4^{ième} éd, édition VUIBERT, paris, 2006.
10. DEGOS Jean-Guy et GRIFFITHS Stéphane, gestion financière, de l'analyse à la stratégie, édition EYROLLES, Paris, 2001.
11. DEISTING Florent, LAHILLE Jean-Pierre, Analyse Financière, 4^eéd, édition DUNOD, Paris, 2013.
12. DEPALLENS Georges et JOBARD Jean-Pierre, Gestion financière de l'entreprise, édition DALLOZ, paris,
13. DOV Ogien, MAXI FICHES de gestion financière de l'entreprise, édition DONOD, Paris, 2008.

14. DUPLAT Claude-Annie, Analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise, édition VUIBERT, Paris, 2004.
15. EPBI, nouveau système comptable financier, édition Pages bleues internationales, Algérie, 2010.
16. ÉTIENNE G, HARB, VERYZHENKO Iryna, MASSET Astrid, MURAT Phillipe, Finance, édition DUNOD, 2014.
17. GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, Analyse financière, 13^{ième} éd, édition GUALINO, 2006.
18. GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, Analyse financière, 20^{ième} éd, édition GUALINO, Paris, 2016.
19. GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, Finance, édition GUALINO, Paris, 2010.
20. GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, gestion et analyse financière, édition DUNOD, paris 1994.
21. GUYVARC'H Annaïck, Analyse financière, édition e-Theque, Lille-Hellemmes, 2004.
22. HOUNOUNOU Alberic, 100 fiches pour comprendre l'organisation et la gestion de l'entreprise, édition BREAL, Paris, 2005.
23. LEGROS Georges, mini manuel de finance d'entreprise, édition DUNOD, paris, 2010.
24. MELYON Gérard, gestion financière 4^{ième} éd, édition BREAL, France, 2007.
25. MOLLARD Dominique, systèmes décisionnels et pilotage de la performance, édition LAVOISIER, Paris, 2006.
26. NIPPERT Anne, Finance d'entreprise, édition GUALINO, Paris, 2009.
27. PEYRARD Josette, AVENEL Jean et PEYRARD Max, Analyse financière, 9^{ième} éd, édition VUIBERT, Paris, 2006.
28. PORTAIT Roland, CHARLETY Patricia, DUBOIS Denis et NOUBEL Philippe, Les décisions financières de l'entreprise méthodes et applications, 6^{ième} éd, édition Presse universitaire de France, Paris, 1982.

29. RIVET Alain, Gestion financière, édition ELLIPSES, paris, 2003.
30. SADI Nacer-Eddin, Analyse financière d'entreprise, édition L'HARMATTAN, 2009.
31. TAIROU Akim, analyse et décisions financières, édition L'HARMATTAN, paris, 2006.
32. THIBIERGE Christophe, analyse financière, 2^eéd, édition VUIBERT, paris, 2007.
33. THOMAS Philippe, Analyse financière, approche internationale-CFA, édition RB, Paris, 2001.
34. ZAMBOTTO Christian, ZAMBOTTO Corinne, Gestio financière 8^{ièm} éd, édition DUNOD, Paris, 2009.

II) Mémoires

1. FETY Alessandrine Asmina, contribution à l'amélioration de la prise de décision par l'analyse financière, cas de l'imprimerie BOB, mémoire de maitrise en gestion, finance et comptabilité, université d'Antananarivo, faculté de droit, d'économie, de gestion et de sociologie, 2007.

III) Textes juridique

1. Journal officiel de la république algérienne N°19, 2009.

IV) Documents divers

1. Document interne de l'entreprise NAFTAL.
2. GARDES Nathalie, la décision de financement, 2006.
3. HACHICHA Amel, cours choix d'investissement et de financement, Ecole Nationale d'Administration, Tunis, 2013.
4. MOUSSIN, cours analyse et diagnostic financier, 3ièm année comptabilité et audit, FSECG, UMMTO, 2013.

V) Sites internet

1. <http://www.lecoindesentrepreneurs.fr/analyse-financiere-dune-entreprise/>

Liste des abréviations les plus utilisées :

BFR : besoin en fond de roulement

BFRE : besoin en fonds de roulement d'exploitation

BFRHE : besoin en fonds de roulement hors exploitation

CA : chiffre d'affaires

CAF : capacité d'autofinancement

DCT : dettes à court terme

DLMT : dettes à long et moyen terme

EBE : excédent brut d'exploitation

EENE : effets escomptés non échus

FRN : fond de roulement net

GD : gestion direct

GL : gestion libre

IBE : insuffisance brute d'exploitation

PVA : point de vente agréé

RO : revendeur ordinaire

SCF : système comptable financier

SIG : soldes intermédiaires de gestion

TAC : ticket à crédit

TCR : tableau de compte du résultat

TN : trésorerie net

TTC : toutes taxes comprises

VA : valeur ajoutée

VD : valeurs disponibles

VE : valeurs d'exploitation

VI : valeurs immobilisées

VR : valeurs réalisables

Liste des tableaux

Tableau	Intitulé	Page
1	le bilan comptable (selon le nouveau système comptable et financier)	20
2	Compte de résultat	24
3	Tableau des provisions	26
4	Tableau d'état des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	27
5	Bilan financier	30
6	Evolution du FR	47
7	Calcul du chiffre d'affaires	57
8	Calcul de la marge commerciale	58
9	Calcul de la production de l'exercice	59
10	Calcule de la VA	60
11	Calcule de l'excédent brut d'exploitation (EBE)	61
12	Calcul du résultat d'exploitation hors produits et charges financières	62
13	Calcul du résultat avant impôt	63
14	Calcul du résultat exceptionnel	64
15	Calcul du résultat net	64
16	Calcul du FR par le haut du bilan	94
17	Calcul du FR par le bas du bilan	94
18	Evolution du FR	95
19	Calcul et évolutions du BFR	96
20	Calcul de rotation de stocks	98
21	Calcul du délai de recouvrement des créances clients	98
22	Calcul du délai de remboursement des fournisseurs	99
23	Calcul et évolution de la TN	100
24	Calcul du ratio de liquidité immédiate	101
25	Calcul du ratio de solvabilité générale	101
26	Calcul du ratio d'autonomie financière	102
27	Calcul du ratio de la capacité d'endettement	102
28	Calcul du ratio de liquidité générale	103

29	Calcul du ratio de liquidité restreinte	103
30	Calcul du taux de marge commerciale	107
31	Partage de la valeur ajoutée (facteur humain)	108
32	Calcul des ratios de rentabilité	110
33	Calcul de la CAF par la méthode soustractive pour l'année 2013	111
34	Calcul de la CAF par la méthode soustractive pour l'année 2014	111
35	Calcul de la CAF par la méthode soustractive pour l'année 2015	112
36	Calcul de la CAF par la méthode additive pour l'année 2013	112
37	Calcul de la CAF par la méthode additive pour l'année 2014	113
38	Calcul de la CAF par la méthode additive pour l'année 2015	113

Liste des schémas

Schémas	Intitulé	Page
1	Objectifs de l'analyse financière	11
2	Détermination du FRN par le haut du bilan	45
3	Détermination du FRN par le bas du bilan	46
4	Détermination du BFR	49
5	La constitution des marges pour déterminer la valeur ajoutée	60
6	Classement des produits et charges selon leur conséquence sur la trésorerie	66
7	Missions de l'entreprise NAFTAL	82
8	Organigramme du district commercialisation de Tizi-Ouzou	85

Liste des graphes

Graphes	Intitulé	Page
1	Structure de l'actif	91
2	Structure du passif	91
3	Evolution du FR	95
4	Evolution du BFR	97
5	Evolution de la TN	100

Table des matières

Remerciement

Dédicaces

Sommaire

Introduction générale.....2

Chapitre I : L'analyse financière et la prise de décisions dans l'entreprise.....7

Section 1 : Généralités sur l'analyse financière.....8

1. Evolution de l'analyse financière.....8

2. Définition de l'analyse financière.....9

3. Objectifs majeurs de l'analyse financière.....10

4. Caractéristiques de l'analyse financière.....12

5. Les parties qui utilisent et qui tirent profit de l'analyse financière.....12

5.1 Les dirigeants de l'entreprise.....12

5.2 Les actionnaires et les associés.....13

5.3 Les prêteurs.....13

5.4 Les salariés.....14

5.5 Les cocontractants.....14

5.6 Les organismes gouvernementaux.....15

6. Typologie de l'analyse financière.....15

6.1 L'analyse financière statique.....15

6.2 L'analyse financière dynamique.....15

Section 2 : L'analyse financière et ses sources d'information.....16

1. Le bilan comptable.....16

1.1 Définition du bilan comptable.....16

1.2 Les éléments du bilan comptable.....16

1.2.1 Les informations figurant à l'actif du bilan.....16

1.2.1.1 Actif immobilisé.....17

1.2.1.2 Actif circulant.....18

1.2.2 Les éléments figurant au passif du bilan.....18

1.2.2.1 Les capitaux propres.....	18
1.2.2.2 Les dettes.....	19
a) Passifs non courants (DLMT).....	19
b) Passifs courants (DCT).....	19
2. Le compte de résultat.....	22
2.1 Définition du compte de résultat.....	22
2.2 Présentation du compte de résultat.....	23
3. Les annexes comptables.....	25
4. Elaboration du bilan financier.....	27
4.1 Les retraitements.....	27
4.2 Les reclassements.....	29
4.3 Présentation du bilan financier.....	29
Section 3 : l'analyse financière comme outil d'aide à la prise de décision.....	30
1. Notion de décision.....	30
2. Niveau de prise de décisions.....	31
2.1 La décision stratégique.....	31
2.2 La décision tactique.....	31
2.3 La décision opérationnelle.....	31
3. Les différents types de décisions.....	32
3.1 Décisions d'investissements.....	32
3.1.1 Les différents types d'investissement.....	32
3.1.1.1 Les investissements par nature.....	32
3.1.1.2 Les investissements par destination.....	33
3.1.1.3 Les investissements stratégiques.....	33
3.2 Décisions de financement.....	34
3.2.1 Les différentes sources de financement.....	34
3.2.1.1 Le financement par les fonds propres.....	35
a) L'autofinancement.....	35
b) Les cessions d'éléments d'actifs.....	35
c) L'augmentation du capital.....	35
3.2.1.2 Le financement par les quasi-fonds-propres.....	36
a) Les comptes courants d'associés.....	36
b) Les titres participatifs.....	36

c) Les prêts participatifs.....	36
d) Les titres subordonnés.....	37
e) Les primes et subventions.....	37
3.2.1.3 Le financement par l'endettement.....	37
a) Le financement par emprunt bancaire indivis.....	37
b) Le financement par emprunt obligataire.....	38
c) Le crédit bail.....	38
3.3. Les décisions liées à l'exploitation.....	39
4. L'importance de l'analyse financière dans la prise de décisions.....	39
Conclusion.....	41

Chapitre II : Les outils de l'analyse financière aidant à la prise de décisions...43

Section 1 : l'analyse par l'équilibre financier.....44

1. Le fonds de roulement net.....	44
1.1 Mode calcul.....	44
1.1.1 Par le haut du bilan.....	45
1.1.2 Par le bas du bilan.....	45
1.2 Interprétation du fonds de roulement net.....	46
1.3 Évolution du FRN.....	47
2. besoin en fonds de roulement (BFR).....	48
2.1 Mode de calcul.....	49
2.1.1 Besoins de fonds de roulement d'exploitation (BFRE).....	49
2.1.2 Besoins de fonds de roulement hors exploitation (BFRHE).....	50
2.2 Interprétation de Besoin en Fonds de Roulement.....	52
3. La trésorerie nette (TN).....	53
3.1 Mode de calcul.....	53
3.2 Interprétation de la trésorerie nette.....	54
3.3 La variation de la TN.....	54

Section 2 : L'analyse par les soldes intermédiaires de gestion (SIG) et la capacité d'auto financement (CAF).....56

1. Les soldes intermédiaires de gestion.....	56
1.1. Définition des soldes intermédiaires de gestion (SIG).....	56

1.2. Calcul des soldes intermédiaires de gestion.....	57
1.2.1 Chiffre d'affaires (CA).....	57
1.2.2 La marge commerciale.....	58
1.2.3 Production de l'exercice.....	58
1.2.4 La valeur ajoutée.....	59
1.2.5 Excédent brut d'exploitation.....	61
1.2.6 Résultat d'exploitation hors produits et charges financières.....	61
1.2.7 Résultat courant avant impôt.....	62
1.2.8 Résultat exceptionnel.....	63
1.2.9 Résultat net.....	64
2. capacité d'autofinancement (CAF).....	65
2.1 Définition de la CAF.....	65
2.2 Calcul de la CAF.....	65
2.3 L'autofinancement.....	67
2.4 L'évolution de la CAF et de l'autofinancement.....	68
Section 3 : L'analyse par la méthode des ratios.....	68
1. Définition.....	68
2. Les principaux ratios.....	69
2.1 Ratios de structure.....	69
2.1.1 Ratios de financement des emplois stables.....	69
2.1.2 Ratio de solvabilité général.....	69
2.1.3 Ratio d'autonomie financière.....	70
2.1.4 Ratio de la capacité d'endettement.....	70
2.2 Ratios de gestion.....	71
2.2.1 Ratio de rotation des stocks.....	71
2.2.2 Ratio de délai de recouvrement des créances.....	72
2.2.3 Ratio de délai de remboursement des fournisseurs.....	72
2.3 Ratios de liquidité.....	72
2.3.1 Ratio de liquidité générale.....	73
2.3.2 Ratio de liquidité restreinte (relative).....	73
2.3.3 Ratio de liquidité immédiate.....	73
2.4 Ratios d'activité.....	73
2.4.1 Ratio de la marge commerciale.....	74

2.4.2 Ratio de productivité.....	74
2.4.3 Ratios de partage de la valeur ajoutée.....	74
2.5 Ratios de rentabilité.....	75
2.5.1 Rentabilité économique.....	75
2.5.2 Rentabilité financière.....	75
2.6 Ratios liés à la CAF.....	75
2.6.1 La capacité de remboursement.....	76
2.6.2 Ratio d'autofinancement.....	76
Conclusion.....	77
Chapitre III : Cas de NAFTAL (District COM de Tizi-Ouzou).....	79
Section 1: Présentation de l'entreprise NAFTAL.....	80
1. Historique.....	80
2. Les activités de l'entreprise NAFTAL.....	81
3. Nouvelle organisation de NAFTAL.....	83
4. Présentation du district commercialisation de TIZI OUZOU.....	84
4.1 Organigramme du district commercialisation de TIZI OUZOU.....	84
4.2 Missions du district commercialisation.....	86
Section 2 : L'analyse de la situation financière de NAFTAL : District COM de Tizi-Ouzou.....	87
1. Analyse du bilan.....	87
1.1 Présentation du bilan financier de NAFTAL (District COM Tizi-Ouzou).....	88
1.1.1 Présentation du bilan en grandes masses.....	90
1.1.2 Représentation graphique de la structure du bilan.....	90
1.1.3 Interprétation structurelle des bilans financiers de NAFTAL « district COM ».....	92
1.1.3.1 Structure des emplois.....	92
a) Valeurs immobilisées.....	92
b) Valeurs d'exploitation.....	92
c) Valeurs réalisables.....	92
d) Valeurs disponibles.....	92
1.1.3.2 Structure des ressources.....	93
a) Capitaux propres.....	93

b) Dettes à long et moyen terme.....	93
c) Dettes à court terme.....	93
1.2 Analyse par les équilibres financiers.....	94
1.2.1 Le fonds de roulement net (FRN).....	94
1.2.2 Le besoin de fonds de roulement (BFR).....	96
1.2.3 La trésorerie nette.....	99
2. L'analyse du compte de résultat.....	104
2.1 Calcul des soldes intermédiaires de gestion (SIG).....	104
2.1.1 Interprétation des soldes.....	107
2.1.1.1 Chiffre d'affaires.....	107
2.1.1.2 Marge commerciale.....	107
2.1.1.3 Valeur ajoutée.....	108
2.1.1.4 L'excédent brut d'exploitation.....	108
2.1.1.5 Résultat d'exploitation hors produits et charges financières.....	109
2.1.1.6 Résultat courant avant impôt.....	109
2.1.1.7 Résultat net.....	109
2.2 La capacité d'autofinancement.....	110
2.2.1 Détermination de la CAF par la méthode soustractive.....	110
2.2.2 Détermination de la CAF par la méthode additive.....	112
Conclusion.....	114
Conclusion générale.....	117
Bibliographie.....	119
Liste des abréviations les plus utilisées.....	122
Liste des tableaux.....	123
Liste des schémas.....	125
Liste des graphes.....	125
Annexes.....	127
Table des matières.....	137

ANNEXES

Balance Globale

Période 13/2013

STR	Compte	Compte S C F	Intitulé	Solde à Nouveau		S	Mouvement Débit	Mouvement Crédit	Solde		S	Posi tion
				Solde	S				Solde	S		
000	181822		District com sidi bel abbes	267 922 527,88	C	269 256 323,88	292 264 792,96	290 930 996,96	C			
000	181823		District com annaba	49 085 799,58	C	49 566 879,58	28 877 268,71	28 396 188,71	C			
000	181825		Agence constantine (dist. com Annaba)	547 071,00	C	1 051 141,00	-	504 070,00	D			
000	181826		District com medea	263 673,51	D	410 545,00	1 106 027,51	431 809,00	C			
000	181830		Agence ouargla (district com ghardaia)	248 006,55	D	147 000,00	248 006,55	147 000,00	D			
000	181831		Agence oran (dist. com sidi bel abbes)	43 605 925,38	C	43 700 865,38	94 748 032,83	94 653 092,83	C			
000	181847		District com ghardaia	-		4 700,00	10 277,94	5 577,94	C			
000	181848		Umm centre (branche.com)	14 208 815,89	C	14 217 632,89	29 983 754,91	29 974 937,91	C			
000	181850		D.a.m branche commercialisation	41 385,00	D	2 700 213,80	7 825 315,93	5 083 717,13	C			
000	181853		Direction bitumes	4 638,58	D	19 530,00	18 820,40	5 348,18	D			
000	181853RRR		Direction bitumes	4 638,58	D	19 530,00	18 820,40	5 348,18	D			
000	181RRRRRR		Comptes de liaison entre etablisements	1 121 348 607,07	C	21 294 879 695,41	21 224 083 770,83	1 050 552 682,49	C			
000	18290		Factures à répartir	-		24 756 587,81	24 756 587,81	-				
000	18292		Credits a regulariser	-		151 440,15	151 440,15	-				
000	18293		Transfert produits (ravitaillement)	-		6 135 611 464,29	6 135 611 464,29	-				
000	18294		Operations de tresorerie a reimp	-		128 102 126,99	128 102 126,99	-				
000	18297		Livraison gd p/unl.naftal autres	-		159 495 519,74	159 495 519,74	-				
000	182RRRRRR		Factures à répartir	-		6 448 117 138,98	6 448 117 138,98	-				
000	18RRRRRRR		Comptes de liaison des établissements	1 121 348 607,07	C	27 742 996 834,39	27 672 200 909,81	1 050 552 682,49	C			
000	1RRRRRRRR		CAPITTAUX	1 003 644 204,81	C	27 742 999 106,03	27 818 659 518,48	1 079 304 617,26	C			
000	2110		Terrains	10 334 779,16	D	-	-	10 334 779,16	D			
000	211RRRRR		Terrains	10 334 779,16	D	-	-	10 334 779,16	D			
000	21200		Amenagements des terrains	171 919 395,07	D	26 730 198,80	-	198 649 593,87	D			
000	2120RRRRR		Amenagements des terrains	171 919 395,07	D	26 730 198,80	-	198 649 593,87	D			
000	212RRRRRR		Agencements et aménagements de	171 919 395,07	D	26 730 198,80	-	198 649 593,87	D			
000	21302		Batiments réseau de distribution	24 096 628,04	D	-	-	24 096 628,04	D			

BILAN UNITE

Au 31 décembre 2014

Période 13/2014

ACTIF						PASSIF			
Rubrique	Note	Mont Brut	Amort/Prov	Mont Net	M. Net N-1	Rubriques	Note	Mont Net	M. Net N-1
### ACTIFS NON COURANTS						### CAPITAUX PROPRES ###			
Ecart d'acquisition (goodwill)						Capital émis (ou compte de l'exécutant)			
Immobilisations incorporelles						Primes et réserves			
Immobilisations corporelles		1 176 205 628,08	824 692 350,35	351 513 277,73	295 200 390,03	Ecart de réévaluation			
Immobilisations en cours		4 543 378,00		4 543 378,00	10 166 216,00	Résultat net		33 837 135,49	11 288 278,83
Immobilisations Financières		11 969 165,43		11 969 165,43	11 371 664,10	Autres capitaux propres - Report à			
Impôts différés						TOTAL CAPITAUX PROPRES I		33 837 135,49	11 288 278,83
TOTAL ACTIF NON COURANT		1 192 718 171,51	824 692 350,35	368 025 821,16	316 738 270,13				
### ACTIFS COURANTS ###						### PASSIFS NON COURANTS			
Stocks et en cours		277 728 439,08	5 396 574,03	272 331 865,05	284 252 955,46	Dettes rattachées à des participations			
Créance et emplois assimilés						Impôts (différés et provisionnés)			
Clients		66 419 164,53	2 203 259,01	64 215 905,52	66 250 530,59	Autres dettes non courantes		1 670 945,77	1 670 945,77
Autres débiteurs		15 701 864,18	3 967 815,86	11 734 048,32	52 414 990,24	Provisions et produits comptabilisés		3 883 994,61	27 080 989,00
Impôts et assimilés		14 848 012,64		14 848 012,64	14 366 218,14	TOTAL PASSIFS NON COURANTS II		5 554 940,38	28 751 934,77
Autres actifs courants						### PASSIFS COURANTS ###			
Disponibilités et assimilés						Fournisseurs et compte rattachés		33 305 057,40	37 819 954,62
Placements et autres actifs financiers						Impôts			
Trésorerie		313 596 905,36	80 505,91	313 516 399,45	189 347 642,43	Autres dettes		971 974 918,87	845 510 438,77
TOTAL ACTIF COURANT		688 294 385,79	11 648 154,81	676 646 230,98	606 632 336,86	Trésorerie Passif			
						TOTAL PASSIFS COURANTS III		1 005 279 976,27	883 330 393,39
TOTAL GENERAL ACTIF		1 881 012 557,30	836 340 505,16	1 044 672 052,14	923 370 606,99	TOTAL GENERAL PASSIF		1 044 672 052,14	923 370 606,99

Balance Globale

Période 13/2014

STR	Compte S C F		Solde à Nouveau	S	Mouvement Débit		Mouvement Crédit		Solde		Posi tion
	Compte	Intitulé			Solde	Débit	Crédit	Solde	S		
000	181820	District com saida	17 504,00	C	1 423 793,54		62 713,74		1 343 575,80	D	
000	181821	Agence skikda (district com annaba)	3 900,00	C	4 800,00		-		900,00	D	
000	181822	District com sidi bel abbes	290 930 996,96	C	292 797 438,66		322 947 134,28		321 080 692,58	C	
000	181823	District com annaba	28 396 188,71	C	28 876 444,68		4 579 854,20		4 099 598,23	C	
000	181825	Agence constantine (dist. com Annaba)	504 070,00	D	1 017 760,70		4 696 343,80		3 174 513,10	C	
000	181826	District com medea	431 809,00	C	847 310,24		3 200,00		412 301,24	D	
000	181830	Agence ouargla (district com ghardaia)	147 000,00	D	175 285,00		147 000,00		175 285,00	D	
000	181831	Agence oran (dist. com sidi bel abbes)	94 653 092,83	C	94 806 377,83		13 029 117,00		12 875 832,00	C	
000	181847	District com ghardaia	5 577,94	C	10 047,94		-		4 470,00	D	
000	181848	Umm centre (branche.com)	29 974 937,91	C	29 986 607,91		30 733 893,72		30 722 223,72	C	
000	181850	D.a.m branche commercialisation	5 083 717,13	C	7 882 053,76		5 548 430,29		2 750 093,66	C	
000	181853	Direction bitumes	5 348,18	D	5 250,00		5 348,18		5 250,00	D	
000	181853RRRR	Direction bitumes	5 348,18	D	5 250,00		5 348,18		5 250,00	D	
000	181RRRRRRR	Comptes de liaison entre établissements	1 050 552 682,49	C	22 473 574 098,84		22 623 619 077,55		1 200 597 661,20	C	
000	18290	Factures à répartir	-		90 580 301,67		90 580 301,67		-		
000	18293	Transfert produits (ravitailement)	-		6 446 709 502,01		6 446 709 502,01		-		
000	18294	Operations de tresorerie a reimp	-		197 066 034,24		197 066 034,24		-		
000	182RRRRRRR	Factures à répartir	-		6 734 355 837,92		6 734 355 837,92		-		
000	18RRRRRRRR	Comptes de liaison des établissements	1 050 552 682,49	C	29 207 929 936,76		29 357 974 915,47		1 200 597 661,20	C	
000	1RRRRRRRRR	CAPITAUX	1 090 592 896,09	C	29 242 417 481,62		29 357 977 187,11		1 206 152 601,58	C	
000	2110	Terrains	10 334 779,16	D	-		-		10 334 779,16	D	
000	211RRRRRRR	Terrains	10 334 779,16	D	-		-		10 334 779,16	D	
000	21200	Aménagements des terrains	198 649 593,87	D	59 827 066,05		-		258 476 659,92	D	
000	2120RRRRRR	Aménagements des terrains	198 649 593,87	D	59 827 066,05		-		258 476 659,92	D	
000	212RRRRRRR	Agencements et aménagements de	198 649 593,87	D	59 827 066,05		-		258 476 659,92	D	
000	21300	Batiments d'exploitation	-		1 926 380,00		-		1 926 380,00	D	

BILAN UNITE

Au 31 décembre 2015

Période 13/2015

ACTIF						PASSIF				
Rubrique	Note	Mont Brut	Amort/Prov	Mont Net	M. Net N-1	Rubriques	Note	Mont Net	M. Net N-1	
### ACTIFS NON COURANTS						### CAPITAUX PROPRES ###				
Ecart d'acquisition (Goodwill)						Capital émis (ou compte de l'existant)				
Immobilisations incorporelles						Primes et réserves				
Immobilisations corporelles	1 271 725 609,65		869 067 757,10	402 657 852,55	351 513 277,73	Ecart de réévaluation				
Immobilisations en cours	16 223 163,00			16 223 163,00	4 543 378,00	Résultat net		-107 026 976,16	33 837 135,49	
Immobilisations Financières	8 375 832,77			8 375 832,77	11 969 165,43	Autres capitaux propres - Report à				
Impôts différés						TOTAL CAPITAUX PROPRES I		-107 026 976,16	33 837 135,49	
TOTAL ACTIF NON COURANT	1 296 324 605,42		869 067 757,10	427 256 848,32	368 025 821,16					
### ACTIFS COURANTS ###						### PASSIFS NON COURANTS				
Stocks et en cours	183 579 989,16		3 480 240,33	180 099 748,83	272 331 865,05	Dettes rattachées à des participations				
Créance et emplois assimilés						Impôts (différés et provisionnés)				
Clients	76 948 533,23		5 990 196,96	70 858 336,27	64 215 905,52	Autres dettes non courantes		1 683 672,69	1 670 945,77	
Autres débiteurs	18 577 808,32		5 365 461,85	13 212 346,46	11 734 048,32	Provisions et produits comptabilisés		21 933 608,05	3 883 994,61	
Impôts et assimilés	11 746 212,90			11 746 212,90	14 848 012,64	TOTAL PASSIFS NON COURANTS II		23 617 280,74	5 554 940,38	
Autres actifs courants						### PASSIFS COURANTS ###				
Disponibilités et assimilés						Fournisseurs et compte rattachés		56 332 333,65	33 305 057,40	
Placements et autres actifs financiers						Impôts				
TTrésorerie	403 940 999,78		80 505,91	403 860 493,87	313 516 399,45	Autres dettes		1 134 111 348,42	971 974 918,87	
TOTAL ACTIF COURANT	694 693 543,39		14 916 405,06	679 777 138,33	676 646 230,98	TTrésorerie Passif				
						TOTAL PASSIFS COURANTS III		1 130 443 682,07	1 005 279 976,27	
TOTAL GENERAL ACTIF	1 991 018 148,81		883 984 162,16	1 107 033 986,65	1 044 672 052,14	TOTAL GENERAL PASSIF		1 107 033 986,65	1 044 672 052,14	

Balance Globale

Période 13/2015

STR	Compte S C F		Solde à Nouveau		S	Mouvement Débit	Mouvement Crédit	Solde		Posi tion
	Compte	Intitulé	Solde	S				Solde	S	
000	181825	Agence constantine (dist. com Annaba)	3 174 513,10	C	5 388 333,72	540 736,00	1 673 084,62	D		
000	181826	District com medea	412 301,24	D	1 047 340,00	2 165 026,24	705 385,00	C		
000	181830	Agence ouargla (district com ghardaia)	175 285,00	D	843 382,60	2 660 440,98	1 641 773,38	C		
000	181831	Agence oran (dist. com sidi bel abbes)	12 875 832,00	C	13 019 057,00	6 133 616,80	5 990 391,80	C		
000	181847	District com ghardaia	4 470,00	D	900,00	168 750,58	163 380,58	C		
000	181848	Urn centre (branche.com)	30 722 223,72	C	30 733 193,72	8 222 304,06	8 211 334,06	C		
000	181850	D.a.m branche commercialisation	2 750 093,66	C	6 777 272,09	16 563 768,45	12 536 590,02	C		
000	181853	Direction bitumes	5 250,00	D	11 750,00	5 250,00	11 750,00	D		
000	181853RRR	Direction bitumes	5 250,00	D	11 750,00	5 250,00	11 750,00	D		
000	181RRRRRR	Comptes de liaison entre etablisements	1 200 597 661,20	C	23 802 395 295,25	23 975 117 233,36	1 373 319 599,31	C		
000	18290	Factures à répartir	-		187 052 989,61	187 052 989,61	-			
000	18293	Transfert produits (ravaillement)	-		6 921 320 226,05	6 921 320 226,05	-			
000	18294	Operations de tresorerie a reimp	-		212 973 867,72	212 973 867,72	-			
000	182RRRRRR	Factures à répartir	-		7 321 347 083,38	7 321 347 083,38	-			
000	18RRRRRRR	Comptes de liaison des établissements	1 200 597 661,20	C	31 123 742 378,63	31 296 464 316,74	1 373 319 599,31	C		
000	1RRRRRRRR	CAPITAUX	1 239 989 737,07	C	31 157 579 514,12	31 314 526 657,10	1 396 936 880,05	C		
000	2110	Terrains	10 334 779,16	D	-	-	10 334 779,16	D		
000	211RRRRRR	Terrains	10 334 779,16	D	-	-	10 334 779,16	D		
000	21200	Amenagements des terrains	258 476 659,92	D	5 254 708,60	4 499 138,30	259 232 230,22	D		
000	2120RRRRR	Amenagements des terrains	258 476 659,92	D	5 254 708,60	4 499 138,30	259 232 230,22	D		
000	212RRRRRR	Agencements et aménagements de	258 476 659,92	D	5 254 708,60	4 499 138,30	259 232 230,22	D		
000	21300	Batiments d'exploitation	1 926 380,00	D	40 206 318,00	-	42 132 698,00	D		
000	21302	Batiments réseau de distribution	45 861 799,04	D	83 292,06	12 161 143,34	33 783 947,76	D		
000	213080	Autres batiments d'exploitation	8 595 318,86	D	288 000,00	-	8 883 318,86	D		
000	213081	Autres batiments adm & commerciaux	160 161 762,56	D	-	-	160 161 762,56	D		
000	21308RRRR	Autres batiments d'exploitation, adm &	168 757 081,42	D	288 000,00	-	169 045 081,42	D		

PASSIF

2015

AUTRES DETTES		PROVISIONS ET PORD		FOURNISSEURS		autres dettes non courantes	
COMPTES	MONTANTS	COMPTES	MONTANTS	COMPTES	MONTANTS	COMPTES	MONTANTS
18U	1 373 319 599,31	1580	21 933 608,05	40100	1 362 470,22		
				40110	43 093 276,96	16501	1 683 672,69
41930	10 373 735,94			40401	21,00		
41931	577 860,69			40403	146 750,04		
41932	19 751 937,64			40810	8 484 647,81		
41940	-269 642 994,16			4082209	1 597 518,74		
41941	-103 625 129,66			4082609	1 647 648,88		
41951	5 042 829,71			40112	146 63,02		
41952	12 534 238,40						
41957	33 147,06						
41959	169 612,93						
42100	16 810 440,35						
42707	3 290,71						
42710	962 980,44						
4280009	43 121 750,00						
43100	2 159 123,89						
43110	6 237 469,02						
43200	479 805,29 ✓						
43201	439 794,82 ✓						
43210	439 794,82 ✓						
438009	11 063 304,00 ✓						
4478	2 086 088,00 ✓						
448009	1 773 468,00 ✓						
TOTAL	1 134 112 147,20		21 933 608,05		56 332 333,65		1 683 672,69

1 134 111 348,42

= 798,78